



**Revue
Internationale de
Droit Contemporain**





Table des matières - Table of Contents

Introduction « Sortir le Droit International du Placard » <i>Professeur Robert Charvin et Walid Okais</i>	3
Introduction: Take International Law Out of the Closet <i>Professor Robert Charvin and Walid Okais (EN)</i>	5
La création de l'ONU et de son siège : des idéaux humanistes à l'épreuve des enjeux politiques et géopolitiques. San Francisco, New York, 1945-1952 <i>Chloé Maurel</i>	7
The Creation of the United Nations and the Establishment of Its Headquarters: Humanist Ideals Tested by Political and Geopolitical Realities—San Francisco, New York, 1945–1952 [EN] <i>Chloé Maurel</i>	14
No More Wars <i>Interview with Michael von der Schulenberg</i>	22
L'ONU et la Palestine, 80 ans de désillusions ? <i>Raphaël Porteilla</i>	26
Le droit à la santé doit et peut être concrétisé : Médecine et recherche médicale à Cuba <i>Rémy Herrera</i>	36
Reframing the Right to Peace: Challenges and Future Perspectives <i>Jun Sasamoto</i>	46
Colonisation, Africa, and the United Nations Charter in the Westphalia Order of International Law <i>Chief Charles A. Taku</i>	57
Sans la mémoire, il n'y a ni vérité, ni justice, ni réparation <i>Interview with Bernard Anoumou Dodji Bokodjin</i>	67
The right to Peace in Japan, the UN, and the future <i>Interview with Jun Sasamoto</i>	71

The views expressed in these articles are of the authors and may not necessarily represent the position of the Association.

Les points de vue exprimés ici sont ceux de leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement la position de l'association.



Editor-in-chief/éditrice en chef: Evelyn Dürmayer
email: evelyn.duermayer@gmail.com
Editor of the present issue: Walid Okais

IADL, International Association of Democratic Lawyers, is a Non- Governmental Organization (NGO) with consultative status to ECOSOC and represented at UNESCO and UNICEF. The IADL was founded in 1946 by a gathering of lawyers who had survived the war against fascism and participated in the Nuremberg Trials.

The International Review of Contemporary Law is a digital legal journal published by IADL. It does not follow the mainstream, but instead analyzes legal questions in their cultural, economical, political and social context.

The IADL International Review of Contemporary Law (IADL Review) is an online journal published three to four times a year by the International Association of Democratic Lawyers (IADL). A majority of the Editorial Board members participating in an IADL Review meeting decides on article acceptance. The IADL Editorial Board collectively decides

on article acceptance. Authors are not included in Editorial Board communications. Authors must follow academic rules, and articles should not exceed 5,000 words. A short biography and an abstract should accompany the article, and submissions must be sent to review@iadllaw.net.

Publication is not guaranteed, and the Editorial Board may request revisions in line with IADL's aims and principles. The Board reserves the right to refuse publication if requested changes are not made. All articles published in the IADL Review reflect the position of their author and not necessarily the position of the journal, or of the IADL.

Editorial Board: Evelyn Dürmayer (Editor-in-Chief), Miguel Almeida, Tibor Bajnovič, Yasmine Bennamani, Robert Charvin, Jan Fermon, Kathy Johnson, Charlotte Kates, Joe Latimer, Dinorah la Luz, Jeanne Mirer, Sabah al Mukhtar, Osamu Niikura, Ellen O'Neill, Walid Okais, Şerife Ceren Uysal

©2026 International Association of Democratic Lawyers
Cover: Chitro Shahabuddin, "Child reading history"

Introduction « Sortir le Droit International du Placard »

Professeur Robert Charvin et Walid Okais

« Nous savons très bien que notre liberté est incomplète sans la liberté des Palestiniens » - Nelson Mandela

Pour la paix par le Droit/ Contre La Paix par la force

80 ans après la grande victoire sur le nazisme qui a voulu dominer le monde et la proclamation de la Charte des Nations Unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre... », l'horloge de l'apocalypse affiche depuis le 26 Janvier 2026, 85 secondes avant minuit selon un communiqué de presse ci-après.

Alfred Einstein, homme de paix, doit se retourner dans sa tombe

« 27 janvier 2026 – L'Horloge de l'Apocalypse a été réglée à 85 secondes avant minuit, la période la plus proche de minuit de son histoire. [Le Bulletin of the Atomic Scientists and Security Board \(SASB\)](#), qui fixe l'horloge, a appelé à une action urgente pour limiter les arsenaux nucléaires, établir des directives internationales sur l'utilisation de l'IA et former des accords multilatéraux pour faire face aux menaces biologiques mondiales. »

L'appel du communiqué à une action urgente est pleinement justifié.

S'agissant des arsenaux nucléaires, il est important de rappeler qu'après le retrait des Etats Unis du Traité ABM (*Anti-Ballistic Missile*) en 2002 ; du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire FNI en français en 2019 et du traité Ciel ouvert en 2020, le traité [New START](#) (*Treaty between the United States of America and the Russian Federation on Measures for the Further Reduction and Limitation of Strategic Offensive Arms*) est le dernier des accords de contrôle et de limitation des arsenaux nucléaires liant les États-Unis et la Russie. A défaut de l'acceptation des Etats Unis de sa prorogation comme l'a proposé la Russie en septembre dernier, il expirera le 5 février 2026.

L'expiration de ce traité affectera négativement la mise en œuvre du **traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)** qui vise à réduire le risque de la propagation de l'arme nucléaire à travers le monde.

Le "Board of Peace" (le Conseil d'administration de la paix) budget supérieure de ce de l'ONU, qui a été lancé et sa charte signée le 22 janvier 2026, dont son Président Trump n'a de limites que sa propre moralité et son propre esprit (cf. le New York times du 8 janvier), comme le « rules based order » (Ordre basé sur des règles) au service de l'OTAN qui s'est distingué par ses « deux poids, deux mesures » n'ont pas pu faire reculer les aiguilles de l'horloge d'une seconde ?

Tous les deux visent à imposer la paix par la force hégémonique, militaire et économique et sont incompatibles avec la sécurité collective au sens de la Charte des Nations Unies.

Il est encore temps pour les tenants de la paix par la force mettant les peuples du monde 85 secondes avant une troisième guerre mondiale nucléaire de revenir à la paix par le droit et de se mettre en règle avec le droit international basé sur la Charte des Nations Unies. Ils auront peut-être un Prix Nobel de la Paix ou peut être une amnistie.

En ces temps de grandes menaces, de guerre d'agression, d'occupations, de partition, de nettoyage ethnique, de génocide, de misère, de cessez-le-feu précaires de déclin du capitalisme et de son empire et de bouleversement de monde, il est urgent comme le disait Monique et Roland Weyl, de « Sortir le droit international du placard ».

Mais en ces temps où le sud global défend la Charte des Nations Unies ;

En ces temps où une majorité écrasante de l'assemblée générale des nations Unies vote pour un Etat palestinien.

En ces temps où l'opinion publique mondiale est unie comme une seule femme ou un seul homme dans sa solidarité avec le peuple palestinien sur son long chemin vers la liberté, nous ne pouvons que citer Mandela.

« Nous savons très bien que notre liberté est incomplète sans la liberté des Palestiniens »

Nous pouvons dire avec lui et transposer aujourd'hui, après les dégâts de la période unipolaire qui s'achève, que nous savons très bien que notre liberté est incomplète sans la liberté de tous les peuples et nationalités opprimés (Palestiniens, ainsi que Syriens, Yéménites, Libanais, Kurdes, Iraniens, Libyens, Afghans, Vénézuéliens, Cubains, Colombiens, Groenlandais, etc...

Notre liberté n'est pas complète sans la liberté des immigrés opprimés et des réfugiés du monde entier.

Notre liberté n'est pas complète lorsque Renee Good et Alex Pretti perdent la vie sous les balles de l'ICE à Minneapolis ou lorsque Georges Floyd n'a plus pu respirer sous le genou d'un policier qui « semble » avoir un cœur de glace.

Vive les combats pour défendre et appliquer pleinement le droit international fondé sur la Charte des Nations Unies et la Charte des droits de l'homme, qui ont tous deux consacré le droit des peuples à disposer d'eux.

Nous remercions tous ceux qui ont célébré avec l'AIJD et sa Revue le 80ème anniversaire de la Charte des Nations Unies à travers leurs contributions.

Pour des raisons techniques les contributions relatives à la Conférence Internationale de Nice feront l'objet d'une deuxième parution et seront relus prêtes à la publication fin février.

Professeur Robert Charvin

Walid Okais

30 janvier 2026



Introduction: Take International Law out of the Closet

Professor Robert Charvin and Walid Okais

“We know too well that our freedom is incomplete without the freedom of the Palestinians” - Nelson Mandela

For peace through law / Against peace through force

80 years after the great victory over Nazism, which sought to dominate the world, and the proclamation of the Charter of “We the peoples of the United Nations, determined to save succeeding generations from the scourge of war...”, the doomsday clock has been set to 85 seconds to midnight since January 26, 2026, according to a press release below.

Alfred Einstein, a man of peace, must be turning in his grave.

“January 27, 2026 – The Doomsday Clock has been set to 85 seconds to midnight, the closest it has ever been to midnight in its history. [The Bulletin of the Atomic Scientists and Security Board \(SASB\)](#), which sets the clock, has called for urgent action to limit nuclear arsenals, establish international guidelines on AI use, and form multilateral agreements to address global biological threats.”

The call in the statement for urgent action is fully justified.

Regarding nuclear arsenals, it is important to recall that after the United States withdrew from the ABM (Anti-Ballistic Missile) Treaty in 2002; the Intermediate-Range Nuclear Forces (INF) Treaty in 2019; and the Open Skies Treaty in 2020, the [New START Treaty](#) (Treaty between the United States of America and the Russian Federation on Measures for the Further Reduction and Limitation of Strategic Offensive Arms) is the last treaty on nuclear arsenal control and limitation binding the United States and Russia. Unless the United States agrees to extend it, as Russia proposed last September, it will expire on February 5, 2026.

The expiration of this treaty will negatively affect the implementation of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT), which aims to reduce the risk of the spread of nuclear weapons worldwide.

The “Board of Peace”, with a budget higher than that of the UN, which was launched and its charter signed on January 22, 2026, whose President Trump is limited only by his own morality and mind (see the New York Times of January 8), like the “rules-based order” serving NATO, which distinguished itself by its “double standards,” could not turn back the clock by a single second?

Both aim to impose peace through hegemonic, military, and economic force and are incompatible with collective security as defined by the United Nations Charter.

There is still time for the proponents of enforcing peace by force, who have put the people of the world 85 seconds away from a third nuclear world war, to return to peace through law and comply with international law based on the United Nations Charter. They may yet receive a Nobel Peace Prize or perhaps an amnesty.

In these times of great threats, of aggressive war, of occupations, of partition, of ethnic cleansing, of genocide, of misery, of precarious ceasefires, of capitalism in decline and its empire, and of a world in upheaval, it is urgent, as Monique and Roland Weyl said, to “Take international law out of the closet.”



But in these times when the global South defends the United Nations Charter;

In these times when an overwhelming majority of the United Nations General Assembly votes for a Palestinian state.

In these times when global public opinion is united as one woman or one man in solidarity with the Palestinian people on their long road to freedom, we can do nothing but quote Mandela.

“We know very well that our freedom is incomplete without the freedom of the Palestinians.”

We can say with him and transpose today, after the damage of the ending unipolar period, that we know very well that our freedom is incomplete without the freedom of all oppressed peoples and nationalities (Palestinians, as well as Syrians, Yemenis, Lebanese, Kurds, Iranians, Libyans, Afghans, Venezuelans, Cubans, Colombians, Greenlanders, etc...)

Our freedom is not complete without the freedom of oppressed migrants and refugees worldwide.

Our freedom is not complete when Renee Good and Alex Pretti lose their lives to ICE bullets in Minneapolis, or when George Floyd can no longer breathe under the knee of a police officer who ‘seems’ to have a heart of ice.

Long live the fight to defend and fully implement international law based on the UN Charter and Human Rights Charter that both enshrined the right of peoples to self-determination.

We thank all those who celebrated with IADL and its Review the 80th anniversary of the United Nations Charter through their contributions.

For technical reasons, contributions related to the International Conference of Nice will be the subject of a second publication and will be ready for publication at the end of February.

Professeur Robert Charvin
Walid Okais
30 January 2026



La création de l'ONU et de son siège : des idéaux humanistes à l'épreuve des enjeux politiques et géopolitiques. San Francisco, New York, 1945-1952

Chloé Maurel

La France place ses pions

Il y a 80 ans, le 25 avril 1945 s'ouvre la conférence de San Francisco, qui crée l'ONU, avant même la fin de la Seconde Guerre mondiale, et avant même la capitulation de l'Allemagne (8 mai) et du Japon (2 septembre). Les délégués de 50 pays se réunissent solennellement dans l'Opéra de San Francisco pour écouter le discours de bienvenue, radiodiffusé, du président américain Truman. Cette conférence internationale fonde l'ONU. Dans quel contexte historique et avec quels enjeux politiques et géopolitiques se déroule la création de l'ONU, ainsi que le choix, éminemment politique, de son siège ? Cet article, se fondant sur les textes et discours prononcés et publiés par l'ONU à cette occasion, ainsi que sur l'analyse de ses échos dans la presse, apporte un regard actuel et synthétique sur cet événement fondateur, qui, à 80 ans de distance, fait percevoir clairement le décalage entre les idéaux humanistes professés alors et la réalité des relations internationales et géopolitiques depuis ces 80 dernières années.

25 avril-26 juin 1945 : la conférence de San Francisco crée l'ONU, un événement fondateur

Les racines de l'ONU remontent à la signature, le 1er janvier 1942, de la « déclaration des Nations unies », à Washington, par les représentants de 26 États, dont les États-Unis, l'URSS et la Chine. C'est la première occurrence du terme « Nations unies », forgée par le président américain Roosevelt, qui va mourir le 12 avril 1945, deux semaines avant le début de la conférence.

La conférence de San Francisco est présidée par Edward R. Stettinius, homme politique américain, membre du Parti démocrate, alors Secrétaire d'Etat des Etats-Unis. Mais le représentant de l'URSS, V. Molotov, propose de substituer à ce président unique, une solution plus démocratique, à savoir un présidium de 4 représentants, respectivement des 4 Grands, qui présideraient à tour de rôle. Cependant, cette solution n'est pas retenue. L'URSS obtient toutefois une grande satisfaction : elle bénéficiera de 3 voix à l'Assemblée générale de l'ONU, l'Ukraine et la Biélorussie (Républiques faisant partie de l'URSS) comptant pour une voix chacune, en plus de la voix de l'URSS.

La France est représentée par Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères, qui déclare que la France s'en tiendra toujours fermement à la doctrine de la sécurité collective pour éviter la guerre. Il ajoute que « la France donnera de tout cœur son appui à toute ligue des nations sauvegardant les droits nationaux en même temps qu'assurant la paix à toutes les générations futures ». Bidault obtient que la langue française soit langue de travail pour cette conférence, à égalité avec l'anglais. Et, sur les instructions de De Gaulle, il demande et obtient que le français devienne en outre langue officielle de l'ONU, à égalité avec l'anglais. La France obtiendra aussi un siège permanent au conseil de sécurité avec droit de veto.

Une conférence gigantesque

C'est dans les murs du *War Memorial Opera House* et du *Veterans Building*, au cœur de la ville de San Francisco, face à la mairie, qu'« électriciens, charpentiers et déménageurs s'affairèrent jour et nuit à monter les scènes, lumières, câbles téléphoniques et bureaux pour accueillir la plus grande conférence diplomatique depuis celle de Versailles en 1919. Le programme prévu à l'époque pour la conférence était chargé : cinq jours de travail par semaine de 9 heures à 17h30 avec des séances également prévues la nuit. La conférence de San Francisco avait la particularité d'être ouverte au public. Outre les nombreux journalistes venus couvrir l'événement diplomatique, le public pouvait assister aux séances en demandant des billets aux guichets »¹. C'est donc un événement gigantesque et spectaculaire.

Des travaux juridiques intenses

La Conférence entame des travaux juridiques intenses, devant rédiger et adopter une Charte pour la nouvelle organisation. Pour cela, elle met en place un Comité de direction composé de tous les chefs de délégation. Composé d'un représentant par État, il comporte 50 membres. En outre, un Comité exécutif, composé de 14 chefs des délégations, est chargé de préparer des recommandations pour le Comité de direction. Le projet de Charte de

1 « San Francisco 1945 : la conférence qui changea le monde », sur le site de l'ONU. <https://news.un.org/fr/story/2020/06/1071882>



l'ONU est ensuite divisé en quatre parties dont chacune est examinée par une commission. Ces quatre commissions se subdivisent en 12 comités techniques.

« La Première commission s'occupait des buts généraux de l'Organisation, de ses principes, de l'admission des membres, de l'organisation du Secrétariat et de la question des amendements à la Charte. La Deuxième commission examinait les pouvoirs et attributions de l'Assemblée générale. La Troisième commission se chargeait des questions concernant le Conseil de sécurité. La Quatrième commission étudiait le projet de statut de la Cour internationale de justice, préparé par une commission de juristes de 44 pays qui s'étaient réunis à Washington en avril 1945 »².

Des tensions USA-URSS annonciatrices de la Guerre froide à venir

« Pendant quelques jours, il y eut entre Américains et Soviétiques quelque chose comme une épreuve de force », relate peu après le diplomate français Jean-Jacques Mayoux : l'URSS parvient à obtenir l'adhésion comme membres à part entière de la Biélorussie et de l'Ukraine, républiques dans l'orbite de Moscou en échange de l'adhésion de l'Argentine (pays « fasciste » selon l'URSS), concession faite aux Etats-Unis³. Par ailleurs, la question de l'adhésion de la Pologne, pays qui n'a pas encore constitué de gouvernement, empoisonne les relations Est-Ouest.

Plus largement, on peut sentir en germe, dès cette conférence, la rivalité entre les deux grands pays alliés, les Etats-Unis et l'URSS, qui vont peu après devenir des ennemis dans la Guerre froide à venir. Une méfiance règne entre les deux Grands. Malgré tout, l'ambiance générale durant la conférence est unanimiste, enthousiaste, propice au rassemblement de tous les Etats représentés.

Des discours marquants

Le président américain Truman déclare : « Que nous ayons aujourd'hui une Charte tient véritablement du prodige. (...) D'aucuns doutaient que les cinquante nations ici présentes, et qui diffèrent tant par leur race et leur religion, leur Langue et leur culture, puissent jamais s'entendre. Mais toutes ces différences se sont effacées devant

leur volonté commune et inébranlable de faire échec à la guerre. Et l'entente a triomphé des discussions, des dissensions et des divergences de points de vue. Ici, sous les feux de l'actualité, dans la tradition des peuples épris de liberté, cinquante nations pacifiques se sont exprimées ouvertement et librement ; devant cette assemblée mondiale, elles ont témoigné de leur foi et de leur espérance. Les désaccords furent surmontés. Cette charte n'est pas l'œuvre d'une nation ou d'un groupe de nations. Elle est le fruit de l'esprit de conciliation et de tolérance qui a régné sur ces débats. Cela prouve bien que les nations, comme les hommes, peuvent exposer leurs différends, les affronter et trouver entre elles un terrain d'entente. Et cela est l'essence même de la démocratie, le moyen privilégié de préserver la paix future. Par votre entente, vous avez frayé la voie de la concorde pour les années à venir (...) ». Les termes « foi », « espérance », « entente », « paix » attestent de l'espoir et de l'optimisme générés par cette conférence.

Ezequiel Padilla, chef de la délégation du Mexique, déclare, prenant le point de vue des « petites » nations : « (...) Les petites nations, qui ont déployé à cette Conférence un sens aigu des responsabilités, et coopéré avec générosité et dignité, sont promises à une grande mission : tenir avec fermeté et courage le flambeau sacré de la Loi. Dans cette noble tâche, elles ne seront pas seules, puisque les hommes ordinaires de tous les pays, grands ou petits, partagent leur espérance et leur foi en une destinée commune. A l'appel de la justice, les peuples, grands ou petits, répondront avec la même ferveur, se dresseront avec la même ardeur (...) Notre confiance, nous la plaçons, non pas dans les nations, faibles ou puissantes, mais dans le commun des hommes. Les peuples, tous, savent bien que le monde ne pourra pas supporter le terrible choc d'une nouvelle guerre totale sans retomber dans la barbarie. Vivre en paix est donc une nécessité impérieuse. Faisons-nous donc mutuellement confiance, et donnons la pleine mesure de notre bonne volonté (...) ». Les termes « espérance », « ferveur », « confiance » témoignent de cette atmosphère pleine d'espoir et de volonté de paix et de concorde entre les nations.

Andrei Gromyko, Président par intérim de la Délégation de l'URSS, déclare, lui aussi avec optimisme et enthousiasme : « (...) À l'issue des travaux de la Conférence, les problèmes les plus épineux ont pu être surmontés et nous avons réussi à nous acquitter avec succès de la mission qui nous était confiée. Nous avons établi un document qui deviendra le fondement de l'Organisation inter-

² Ibid.

³ Jean-Jacques Mayoux, « San Francisco. Histoire et leçons d'une conférence », *Politique étrangère*, 1945, n°10-2, p. 141-160.



nationale-sa constitution. (...) Pour atteindre ce grand et noble idéal, il faut aussi faire en sorte que les membres de l'Organisation internationale, et en tout premier lieu les grandes puissances militaires de la planète, se montrent unies et agissent de concert. Il faut par ailleurs que tous les membres de la communauté internationale s'efforcent de régler leurs différends quels qu'ils soient par des moyens pacifiques, dans un esprit de conciliation et de bonne volonté (...) »⁴.

Georges Bidault, chef de la délégation française à la conférence de San-Francisco, s'attache, dans son discours prononcé le 1^{er} mai, à souligner que la France, « malgré la trahison [de Pétain et de la collaboration], n'a pas cessé, un seul jour de cette guerre, de combattre à [...] côté [des Alliés], avec les moyens dont elle disposait, sous les ordres du général de Gaulle, pour la cause des Nations unies. (...) La France, - au nom des 100 millions d'hommes de sa métropole et de son empire - communauté dont les épreuves ont montré si éloquemment au monde l'inébranlable solidité - revendique ici avec fermeté à la fois tous les droits et toutes les responsabilités, qui sont le lot des États de premier rang. »⁵ Par ces phrases, il revendique pour la France une place de premier rang au sein de l'ONU. Et il conclut avec brio : « Confiante dans sa force régénérée, confiante dans les promesses de l'avenir, sûre d'elle-même au point d'avoir la première, au lendemain d'une telle épreuve, rétabli par des élections libres et ordonnées le fonctionnement régulier des institutions démocratiques, la France se dévouera d'un cœur fervent à la grande tâche de garantir au monde la sécurité pour tous et le droit pour chacun. »⁶

La question du veto

Entorse au caractère démocratique de l'ONU : si, à l'Assemblée générale, chaque Etat membre, riche ou pauvre, dispose d'une voix, en revanche, au Conseil de sécurité, composé de 15 membres, 10 le sont par roulement et 5 Etats ont le privilège d'être membres permanents, dotés du droit de veto : la France, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Chine, et l'URSS, les 5 Etats considérés comme les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale.

En 1948, l'URSS réclamera que ce soit plutôt le principe de l'unanimité qui soit retenu pour l'adoption des résolutions au Conseil de sécurité, mais sans succès⁷, de même que sa proposition en 1960-61 de remplacer le Secrétaire général (individu unique) par un présidium de 3 personnes, représentants respectivement du bloc de l'Ouest, de l'Est et des pays du Sud, ne sera pas retenue non plus.

L'enjeu des colonies

Les Etats-Unis se positionnent pour l'indépendance des colonies, mais plus pour des raisons économiques qu'idéologiques. En effet, comme l'analyse Jean-Jacques Mayoux, « c'est une nécessité vitale pour l'économie américaine de souvrir des débouchés neufs à grands rendements, de se trouver les millions de consommateurs nouveaux nécessaires à son expansion continuelle. »⁸ Ainsi, l'ONU naissante se penche sur le sort des colonies : il s'agit de créer un régime juridique pour les territoires placés sous la tutelle des Nations Unies. « Cette question a soulevé de longs débats. Le but de la tutelle devait-il être « l'indépendance » ou bien « l'autonomie » des populations de ces territoires ? Dans le premier cas, qu'advierait-il de régions trop petites pour pouvoir assurer leur défense par leurs propres moyens ? C'est « l'autonomie » qui a finalement été retenue. »⁹ L'ONU reste donc prudente et peu claire sur la question des colonies, créant un « Conseil de tutelle », en vertu du Chapitre XIII de la Charte, pour assurer la surveillance des 11 territoires sous tutelle placés sous administration de 7 États Membres, et garantir que « les mesures appropriées soient prises pour préparer ces territoires à une autonomie ou indépendance à venir ».

Adoption de la Charte de l'ONU à l'unanimité

Le 25 juin, les représentants se rassemblent pour une dernière séance plénière au *War Memorial Opera House*. Le Britannique Lord Halifax, qui préside la séance, soumet le projet de Charte définitif : « De toute notre vie, dit-il, nous ne pourrions voter sur une question plus importante que celle sur laquelle nous allons maintenant nous prononcer ».

4 Source de ces trois discours : *Le Courrier de l'Unesco*, octobre 1985, p. 11.

5 « La conférence de San Francisco », *Le Monde*, 3 mai 1945.

6 Ibid.

7 Archives de l'ONU, Assemblée générale, A/793, 10 déc. 1948, 3^e session : « The problem of voting in the Security Council » (projet de résolution de l'URSS).

8 Jean-Jacques Mayoux, article cité.

9 <https://news.un.org/fr/story/2020/06/1071882>



« Étant donnée l'importance historique de ce scrutin, Lord Halifax proposa qu'on procède non pas, comme d'habitude, à une adoption à main levée, mais par appel nominal. Tous les délégués se levèrent les uns après les autres. Puis, toute l'assistance, soit quelque 3.000 personnes, se leva également. Une ovation immense retentit lorsque le Président annonça que la Charte était adoptée à l'unanimité. » « Grâce à cette Charte, le monde peut commencer à entrevoir le moment où tous les êtres humains pourront vivre une vie décente d'hommes libres », ajoute le président Truman avec émotion¹⁰.

En effet, la Charte de l'ONU énonce des principes humanistes et progressistes clairs, comme, dans son Préambule, les objectifs de « préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances », de respecter « les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites », à « créer les conditions nécessaires au maintien de la justice », à « favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande », et en particulier les valeurs de « tolérance », de « paix », de « bon voisinage », de « sécurité internationale », de « progrès économique et social de tous les peuples », et, dans son article 1, la résolution « de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix », et d'instaurer des « relations amicales » entre les Etats et peuples du monde entier. En outre, l'article 2 insiste, de manière démocratique, sur « le principe de l'égalité souveraine de tous les membres » de la nouvelle organisation¹¹. On le voit, les valeurs et principes affirmés sont clairement progressistes, universalistes et égalitaires.

Ainsi, il y a 80 ans, l'aspiration à la paix et à la concorde entre les nations s'est concrétisée par la création de l'ONU et l'adoption de sa Charte. Cependant, quelques bémols entachent cette belle réalisation : les femmes sont seulement 3% des personnes participantes à la conférence ; cette dernière ne prévoit pas clairement l'indépendance des colonies ; et le veto est une entorse au caractère égalitaire de la nouvelle organisation.

La question de la localisation du siège de l'ONU, un enjeu majeur

En septembre 1945, les membres de la Commission préparatoire de l'ONU se posent la question de savoir s'il doit, ou non, y avoir un siège permanent centralisé pour l'ONU, ou bien une décentralisation de ses bureaux en plusieurs unités distinctes à travers le monde¹². Finalement, c'est l'idée d'un siège permanent qui l'emporte.

L'année suivante, un sous-comité est chargé par l'ONU nouvellement née d'effectuer « un voyage d'inspection dans les régions de Boston, San-Francisco, Philadelphie, et la visite des sites de Flushing Meadow et de White Plains-Harrison, dans la région de New-York ». Les experts déclarent leur « préférence pour deux sites (...) : le site de Belmont-Roxborough, à Philadelphie, et le site du Presidio, à San-Francisco, ces deux sites sont considérés comme d'égale valeur ; et, en seconde instance, pour le site de White Plains-Harrison dans le comté de Westchester »¹³. Et le représentant du Royaume-Uni, M. Younger, souligne « l'intérêt particulier que sa délégation a toujours porté à la question extrêmement importante du choix d'un siège permanent pour l'organisation des Nations Unies. Il s'agit, en effet, non seulement de fonder en quelque sorte la capitale des Nations Unies, mais de situer cette capitale de telle manière qu'elle puisse être, dans tous les sens du mot, le centre même des affaires du monde, c'est-à-dire à l'emplacement le plus Commode pour le plus grand nombre de gouvernements possible ». Il précise qu'« à l'origine, la délégation du Royaume-Uni s'était prononcée en faveur de l'Europe. Cette préférence reposait sur diverses raisons d'ordre politique, historique, culturel. Mais des arguments également convaincants ont été présentés à l'appui de la thèse inverse », et finalement le Royaume-Uni soutient l'idée que le siège de l'ONU soit aux Etats-Unis¹⁴.

En revanche, le représentant de l'URSS, M. Saksin, s'il concède que l'URSS est d'accord pour l'installation du siège de l'ONU aux Etats-Unis en récompense du rôle essentiel joué par ce pays dans la Seconde Guerre mondiale¹⁵, s'élève contre les conclusions du rapport du sous-comité, qu'il juge « inacceptable » et « inadmissible ». En effet, selon l'URSS, « le facteur le plus important qui devait être

¹⁰ Ibid.

¹¹ Charte de l'ONU, juin 1945, en ligne sur : <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter>

¹² Archives de l'ONU, Preparatory Commission of the United Nations, committee 10 : memorandum on the headquarters of the United Nations organization, PC/EX/G/10/Corr.1, 11 sept. 1945.

¹³ Archives de l'ONU, Comité du Siège permanent, compte rendu des séances, 6 déc. 1946, 18^e séance, propos du rapporteur, M. Entezam (Iran). P. 25.

¹⁴ Archives de l'ONU, Comité du Siège permanent, compte rendu des séances, 6 déc. 1946, 18^e séance, propos de M. Younger (Royaume-Uni). P. 25.

¹⁵ Archives de l'ONU, Comité du Siège permanent, compte rendu des séances, 8 déc. 1946, 21^e séance, propos de M. Saksin (URSS) P. 39.



pris en considération dans la description des sites visités était le facteur géographique. Or, (...) si la distance entre le Brésil et San-Francisco, par exemple, a été mesurée avec une grande précision, celles entre San-Francisco et Moscou, ou San Francisco et Paris, n'y figurent pas ».¹⁶ Il est contre une localisation du siège à San Francisco. Finalement, le représentant soviétique, comme le représentant des Etats-Unis se mettent d'accord sur l'idée que le siège de l'ONU soit localisé sur la côte est des Etats-Unis, et en particulier à New York¹⁷. Dans son ouvrage *Capital of the World: The Race to Host the United Nations*, Charlene Mires retrace l'émulation suscitée, dans de nombreuses villes et localités américaines, par la question de la localisation du futur siège de l'ONU, et les efforts faits par de nombreuses municipalités étatsuniennes, aux quatre coins du pays, pour se promouvoir en ce sens¹⁸.

La construction et la décoration du siège de l'ONU, un enjeu symbolique fort

Le siège de l'ONU à New York, va être bâti peu à peu, jusqu'à constituer un ensemble de quatre bâtiments, situés à Manhattan au bord de l'East River, construits à partir de septembre 1948 et achevés le 9 octobre 1952. C'est un symbole de l'aspiration pacifiste et universaliste de cette organisation internationale. Sa construction reflète cet idéal : des architectes et artistes européens comme américains y ont œuvré ensemble. Ce bâtiment, territoire international, incarne les espoirs de paix post-Seconde Guerre mondiale, lorsque l'ONU a été créée afin de contribuer à la paix, aux droits de l'homme, et au développement dans le monde. Comment, par sa construction et par sa décoration, ce vaste complexe incarne-t-il la coopération internationale et l'aspiration à la paix mondiale ?

Une équipe plurinationale d'architectes, rassemblant des Soviétiques et des Américains

C'est lors de la première session de l'Assemblée générale de l'ONU, tenue en février 1946 à Londres, et dans les réunions qui ont suivi jusqu'en décembre 1946, qu'a été prise la décision de bâtir finalement le siège de l'organisation en plein New York. Le site choisi était à l'époque une zone dégradée : anciens docks, vieux ateliers et abattoirs.

Plutôt que de désigner un seul architecte, on a préféré mettre en place une collaboration entre plusieurs architectes des différents Etats membres. Cette équipe plurinationale comporte notamment l'Américain Wallace K. Harrison, architecte en chef, et le Soviétique Nikolai D. Bassov. En effet, en cette période de Guerre froide, l'ONU se devait de donner une place égale aux représentants des deux blocs. On y inclut aussi de grands noms de l'architecture européenne, comme Le Corbusier, et américaine, comme le Brésilien Oscar Niemeyer. Enfin, les Scandinaves jouent un rôle important, avec l'architecte suédois Sven Markelius.

I. La construction et l'inauguration de bâtiments vastes et solennels

Après avoir établi dès 1947 une cinquantaine de plans de base, les architectes lancent les travaux. La première pierre est posée le 24 octobre 1949 par le Secrétaire général de l'ONU, le Norvégien Trygve Lie, en présence du Président américain Truman. La pierre porte l'inscription ONU dans les cinq langues officielles : anglais, chinois, espagnol, français et russe ; elle contient, dans une boîte métallique, le texte de la Charte de l'ONU et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le plus grand bâtiment, achevé en 1952, est un gratte-ciel de 39 étages (168 mètres de haut), revêtu de 2000 tonnes de marbre du Vermont, et de parois vitrées. Ce bâtiment est remarquable par ses matériaux : il est constitué exclusivement d'aluminium, de verre et de marbre, des matériaux réputés alors nobles et modernes. Il abrite 80 000 mètres carrés de bureaux.

Le bâtiment des conférences, s'étend sur 122 mètres. Une rampe de plus de 800 mètres de long en teck de Birmanie longe les trois côtés d'une terrasse extérieure.

La salle de l'Assemblée générale, qui comporte près de 2000 sièges équipés d'écouteurs pour la traduction, a été inaugurée en 1952. Dans ce bâtiment se trouve également une salle de méditation. Ce vaste bâtiment est remarquable par sa structure concave, par le dôme qui le chapeaute, et par le pendule de Foucault suspendu au plafond du premier

¹⁶ Archives de l'ONU, Comité du Siège permanent, compte rendu des séances, 6 déc. 1946, 18^e séance, propos de M. Saksin (URSS) P. 28.

¹⁷ Archives de l'ONU, Comité du Siège permanent, compte rendu des séances, 6 déc. 1946, 22^e séance, propos de M. Austin (Etats-Unis) P. 47-48.

¹⁸ Charlene Mires, *Capital of the World: The Race to Host the United Nations*, New York, NYU Press, 2013.



étage.

Pour l'aménagement des salles de conférences, les architectes scandinaves ont joué un rôle moteur, étant spécialisés dans le design. Ainsi, la salle du Conseil de sécurité a été meublée par la Norvège et conçue par l'architecte norvégien Arnstein Arneberg, avec une table en fer-à-cheval, et une immense fresque murale de l'artiste norvégien Per Lasson Krohg, illustrant l'aspiration pacifiste et universaliste.

La salle du Conseil de tutelle a été meublée par le Danemark et conçue par l'architecte danois Finn Juhl. On y trouve une statue en teck de 3 mètres de haut représentant une femme aux bras levés, œuvre de l'artiste danois Henrick Starcke.

La salle du Conseil économique et social a été imaginée par le créateur moderniste suédois Sven Gottfried Markelius, et meublée par la Suède.

Le bâtiment de la bibliothèque, appelée Dag Hammarskjöld en souvenir du Secrétaire général mort tragiquement en 1961, a été financé par la fondation Ford. En marbre blanc, en verre et en aluminium, ce building de 67 mètres de long accueille 400 000 livres et plusieurs millions de documents de l'ONU.

II. Une décoration extérieure et intérieure d'esprit universaliste

L'aspect solennel de ce siège est accentué par la disposition des drapeaux des 193 États Membres, qui dessinent une courbe de plus de 150 mètres, et par la décoration extérieure : « un bassin circulaire avec une fontaine en son centre a été construite devant le bâtiment du Secrétariat grâce à un don de 50 000 dollars des enfants américains. Le motif ondulé qui orne le fond du bassin est composé de bandes alternantes de marbre blanc broyé et de galets noirs. Ces derniers ont été ramassés sur les plages de Rhodes (Grèce) par des femmes et des enfants habitants de cette île grecque, qui les ont offerts à l'Organisation. Une sculpture de bronze dédiée à la mémoire de l'ancien Secrétaire général Hammarskjöld a été dressée au bord du bassin en 1964. Cette sculpture abstraite intitulée « Forme unique » est l'œuvre de la sculptrice et artiste moderniste anglaise Barbara Hepworth et le don de Jacob Blaustein, ancien représentant des États-Unis d'Amérique auprès de l'ONU. Une statue de bronze de Henry Moore, intitulée « Figure étendue : main », se trouve dans l'espace aménagé

au nord du bâtiment du Secrétariat. »

« Un escalier monumental, offert par l'État de New York à la mémoire de l'ancien Secrétaire général Hammarskjöld, relie l'esplanade située devant l'entrée réservée au public du bâtiment de l'Assemblée générale aux jardins. Dans ces jardins qui donnent sur l'East River, on peut voir le monument dédié à la mémoire d'Eleanor Roosevelt et des sculptures offertes par l'Allemagne, le Brésil, l'ex-Union soviétique et l'ex-Yougoslavie. »

« Afin de respecter l'esprit international de l'Organisation, on a acheté les matériaux et équipements du Siège dans de nombreux pays. On a fait venir le calcaire servant au revêtement du bâtiment de l'Assemblée et du bâtiment des conférences du Royaume-Uni, du marbre d'Italie, du mobilier de bureau et des étagères de France, des chaises et des tissus de Tchécoslovaquie (...) et de Grèce, des tapis d'Angleterre, de France et d'Écosse. Par ailleurs, les tables ont été achetées en Suisse et le bois utilisé pour les travaux de finition intérieure en Belgique, au Canada, à Cuba, au Guatemala, aux Philippines, en Norvège » et en RDC.

« L'unique œuvre d'art que l'Assemblée générale ait commandée pour le Siège de l'ONU est le tableau intitulé « Titans », de l'artiste américain Lumen Martin Winter. Elle commémore l'Assemblée mondiale de la jeunesse, tenue au Siège en 1970 »¹⁹. Ainsi, la décoration révèle un esprit universaliste : on s'est efforcé de conjuguer influences et matériaux européens et américains. Par contre, l'Afrique n'est pas représentée, et l'Asie peu.

Alors que lors de sa création, l'ONU comptait 51 États, au fil des ans de nombreux États se sont ajoutés, notamment des nouveaux États issus de la décolonisation : en 1960, elle en compte 99, et aujourd'hui 193. De ce fait, il a fallu agrandir le siège. Plusieurs travaux d'agrandissement successifs ont été effectués, en 1964, puis en 1976, et de 2008 à 2013 sont lancés des travaux de rénovation. En 2003, Donald Trump, alors promoteur immobilier, avait postulé pour obtenir le marché de ces travaux de rénovation, mais sans succès. En 2012, amer, il a critiqué dans un tweet la décoration du siège de l'ONU, raillant ses « carreaux de marbre bon marché ».

III. Des œuvres d'art du monde entier porteuses d'un idéal pacifiste

Le siège de l'ONU recèle de nombreuses œuvres

¹⁹ Toutes les citations sont tirées de la fiche d'information ONU.



d'art pacifistes. Le vitrail de Marc Chagall, à côté de la salle de méditation, représente l'homme luttant pour la paix, en mémoire de Hammarskjöld. À côté s'élève une sculpture en bronze du sculpteur américain Robert Cronbach et des plaques de bronze rappelant le souvenir des « observateurs militaires et des membres du Secrétariat qui sont morts en service dans les missions d'observation, de médiation et de conciliation des Nations Unies ».

Deux œuvres sont très symboliques des aspirations pacifistes de l'organisation : la mosaïque de l'Américain Norman Rockwell, «Golden Rule» (1985), don des États-Unis, a été réalisée par des artistes de Venise, illustrant bien par là la coopération transatlantique. On y voit des personnes de différentes origines et religions se recueillir. Et la sculpture de l'artiste suédois Carl Fredrik Reuterswärd, «Non-violence» (1988), sur le parvis, représente un pistolet au canon noué, en signe de renonciation à la violence. On peut aussi mentionner l'imposant diptyque «Guerre et Paix» par le peintre brésilien Candido Portinari, commandé en 1952. Il a été inauguré en 1957 mais sans le peintre, car du fait de ses sympathies communistes, il n'était alors pas le bienvenu aux États-Unis. D'autres œuvres viennent d'Asie, comme la Cloche japonaise de la paix (1954), fondue à partir de pièces de monnaies de tous les continents, collectées par des jeunes de 60 pays.

Aujourd'hui, le siège de l'ONU est toujours très vivant : les 193 États Membres de l'ONU y envoient annuellement plus de 5 000 délégués afin de participer aux séances de l'Assemblée générale. Lors de ces séances, ou de celles du Conseil de sécurité, il peut y avoir près de 6000 journalistes présents. Le Secrétariat de l'ONU lui-même rassemble près de 5000 fonctionnaires. Et le bâtiment est visité par près d'un million de personnes tous les ans. Il est bien présent dans l'imaginaire collectif, étant représenté dans des films et séries américains, comme *La mort aux trousses* (1959) ou plus récemment *Black Panther* (2018), ainsi que dans des jeux vidéo.

Mais à présent, dans le contexte international extrêmement périlleux qui est le nôtre, l'ONU est menacée de marginalisation croissante ; il est urgent de redonner à l'ONU sa pleine capacité d'action telle qu'elle a été conçue en 1945²⁰, afin d'œuvrer à la paix mondiale, mais aussi à la promotion des droits humains, à l'aide au développement économique, social et culturel, et à la préservation de l'environnement et du climat.

Sources et bibliographie

Fiche d'information sur le siège de l'ONU, publiée en 2012 par le Groupe des renseignements, services aux visiteurs du Siège de l'ONU :

https://visit.un.org/sites/visit.un.org/files/FS_UN_Headquarters_History_French_2012.pdf

Chloé Maurel, *Une brève histoire de l'ONU au fil de ses dirigeants*, Paris, Éditions du Croquant, 2017.

Chloé Maurel, *Histoire des idées des Nations unies*, Paris, L'Harmattan, 2015.

Chloé Maurel, *Les Grands discours à l'ONU*, Paris, Croquant, 2024.

Jean-Jacques Mayoux, « San Francisco. Histoire et leçons d'une conférence », *Politique étrangère*, 1945, n°10-2, p. 141-160.

Charlene Mires, *Capital of the World: The Race to Host the United Nations*, New York, NYU Press, 2013.

« San Francisco 1945 : la conférence qui changea le monde », site de l'ONU : <https://news.un.org/fr/story/2020/06/1071882>

Chloé Maurel

French historian, former student of the Ecole Normale Supérieure of Paris, and author of a doctoral dissertation on the history of Unesco (made at Sorbonne University), and of books and articles on the history of the United Nations. Professor of history, historian specialized on international relations, cultural history, global history, peace and geopolitical conflicts.

20 Cf. notamment Jean-Marie Guéhenno, « Qu'attendre de l'ONU aujourd'hui ? », *Politique étrangère*, 2021/1, p. 77-91.



The Creation of the United Nations and the Establishment of Its Headquarters: Humanist Ideals Tested by Political and Geopolitical Realities – San Francisco, New York, 1945–1952 [EN]

Chloé Maurel

Eighty years ago, on April 25, 1945, the San Francisco Conference convened to create the United Nations—before the end of the Second World War, and even before the capitulation of Germany (May 8) and Japan (September 2). Delegates from fifty nations gathered solemnly in the San Francisco Opera House to hear the radio-broadcast welcome address of U.S. President Harry S. Truman. This international conference marked the founding of the United Nations.

In what historical context, and amid what political and geopolitical stakes, did the creation of the UN—and the profoundly political decision regarding the location of its headquarters—take place?

Drawing upon the speeches and official documents produced by the United Nations on that occasion, as well as contemporary press coverage, this article offers a present-day and synthetic perspective on that founding event. Seen from the vantage point of eight decades, it clearly reveals the disjunction between the humanist ideals proclaimed at the time and the realities of international and geopolitical relations that have unfolded over the subsequent eighty years.

April 25 – June 26, 1945: The San Francisco Conference and the Founding of the United Nations

The origins of the United Nations can be traced back to the signing, on January 1, 1942, in Washington, of the “Declaration by United Nations” by representatives of twenty-six states, including the United States, the USSR, and China. This marked the first appearance of the term “United Nations,” coined by U.S. President Franklin D. Roosevelt, who would die on April 12, 1945—two weeks before the opening of the conference.

The San Francisco Conference was presided over by Edward R. Stettinius, an American statesman and member of the Democratic Party, then serving as U.S. Secretary of State. The Soviet representative, V. Molotov, proposed

replacing this single presidency with a more democratic arrangement—namely, a presidium composed of four representatives, one from each of the Four Powers, who would preside in rotation. This proposal, however, was not adopted.

The USSR nevertheless obtained a significant concession: it would hold three votes in the UN General Assembly, as both Ukraine and Belarus—then Soviet republics—were granted one vote each, in addition to that of the USSR itself.

France Positions Itself

France was represented by Georges Bidault, Minister of Foreign Affairs, who declared that France would always remain firmly committed to the doctrine of collective security as a means to prevent war. He added that “France will wholeheartedly give its support to any league of nations that safeguards national rights while ensuring peace for all future generations.” Bidault secured the recognition of French as a working language of the Conference, on equal footing with English. Acting on the instructions of General de Gaulle, he also requested—and obtained—that French be made one of the official languages of the United Nations, again on equal status with English. France would moreover gain a permanent seat on the Security Council, along with the right of veto.

A Gigantic Conference

It was within the walls of the *War Memorial Opera House* and the *Veterans Building*, in the heart of San Francisco facing City Hall, that “electricians, carpenters, and movers worked day and night to assemble stages, lighting, telephone cables, and offices to host the largest diplomatic conference since Versailles in 1919. The program scheduled for the conference was demanding: five working days per week from 9 a.m. to 5:30 p.m., with additional sessions held at night. The San Francisco Conference was distinctive in that it was open to the public. Beyond the many journalists covering the diplomatic event, members of the public could also attend the sessions by requesting



tickets at the box office.”¹

It was therefore a vast and spectacular undertaking.

Intense Legal Work

The Conference embarked on intense legal work: drafting and adopting a Charter for the new organization. To this end, it established a Steering Committee composed of all the heads of delegations—one representative per state, totaling fifty members. In addition, an Executive Committee of fourteen delegation heads was tasked with preparing recommendations for the Steering Committee.

The draft Charter of the United Nations was divided into four main parts, each examined by a commission, themselves subdivided into twelve technical committees.

“The First Commission dealt with the general purposes of the Organization, its principles, the admission of members, the organization of the Secretariat, and the question of amendments to the Charter.

The Second Commission examined the powers and functions of the General Assembly. The Third Commission addressed issues concerning the Security Council. The Fourth Commission studied the draft Statute of the International Court of Justice, prepared by a committee of jurists from forty-four countries who had met in Washington in April 1945.”²

U.S.–Soviet Tensions: Harbingers of the Coming Cold War

“For several days, there was something akin to a trial of strength between the Americans and the Soviets,” recalled shortly afterward the French diplomat Jean-Jacques Mayoux. The USSR succeeded in securing the admission of Belarus and Ukraine—republics within the Soviet sphere—as full members of the UN, in exchange for the admission of Argentina (deemed a “fascist” country by the USSR), a concession granted to the United States³. Meanwhile, the question of Poland’s membership—given that the country had yet to form a government—further poisoned East–West relations.

More broadly, one can already discern, at this very conference, the seeds of the rivalry between the two great Allied powers, the United States and the USSR—soon to become adversaries in the Cold War. A certain mutual mistrust prevailed between the two giants. Nevertheless, the general atmosphere of the conference remained one of unanimity, enthusiasm, and a shared spirit of international unity.

Memorable Speeches

U.S. President Harry S. Truman declared:

“That we have today a Charter at all is indeed a prodigy. (...) Some doubted that the fifty nations gathered here, differing so greatly in race, religion, language, and culture, could ever come to agreement. Yet all these differences have been eclipsed by their common and unwavering will to defeat war. And understanding has triumphed over discussion, dissension, and divergence of views. Here, in the full light of public scrutiny, in the tradition of freedom-loving peoples, fifty peace-minded nations have spoken openly and freely; before this world assembly they have borne witness to their faith and their hope. Disagreements have been overcome. This Charter is not the work of one nation, nor of a group of nations. It is the fruit of the spirit of conciliation and tolerance that has guided these deliberations. This proves that nations, like men, can state their differences, confront them, and find common ground. And that is the very essence of democracy—the surest means to preserve future peace. Through your concord, you have opened the way toward harmony for the years ahead (...).”

The words “faith,” “hope,” “understanding,” and “peace” reflected the optimism and aspirations inspired by this conference.

Ezequiel Padilla, head of the Mexican delegation, speaking from the perspective of the “smaller” nations, declared:

“(...) The small nations, which at this Conference have demonstrated a keen sense of responsibility and have

1 « San Francisco 1945 : la conférence qui changea le monde », sur le site de l'ONU. <https://news.un.org/fr/story/2020/06/1071882>

2 Ibid.

3 Jean-Jacques Mayoux, « San Francisco. Histoire et leçons d'une conférence », *Politique étrangère*, 1945, n° 10-2, p. 141-160.



cooperated with generosity and dignity, are destined for a great mission: to hold firmly and courageously the sacred torch of the Law. In this noble task they shall not stand alone, for ordinary men in every country, great or small, share their hope and faith in a common destiny. At the call of justice, peoples—great or small—will respond with equal fervor, will rise with equal ardor (...). Our trust is placed not in nations, whether weak or strong, but in common humanity. All peoples know that the world cannot endure the terrible shock of another total war without relapsing into barbarism. Living in peace is thus an absolute necessity. Let us therefore place our trust in one another and give full measure to our good will (...)."

The words "hope," "fervor," and "trust" embody the atmosphere of optimism and determination for peace and concord among nations.

Andrei Gromyko, Acting Head of the Soviet Delegation, likewise expressed optimism and enthusiasm:

"(...) At the conclusion of the Conference's work, the most difficult problems have been overcome, and we have succeeded in fulfilling the mission entrusted to us. We have established a document that will become the foundation of the international organization—its constitution. (...) To achieve this great and noble ideal, it is essential that the members of the international organization, above all the major military powers of the world, remain united and act in concert. It is equally necessary that all members of the international community endeavor to resolve their disputes, whatever they may be, by peaceful means, in a spirit of conciliation and goodwill (...)."4

Georges Bidault, head of the French delegation to the San Francisco Conference, emphasized in his address of May 1 that France,

"despite the betrayal [of Pétain and the collaboration], has not ceased for a single day of this war to fight alongside [the Allies], with whatever means it possessed, under the orders of General de Gaulle, for the cause of the United Nations. (...) France—speaking on behalf of the 100 million people of its metropolis and empire, a community whose trials have shown the world the un-

shakable solidity of its spirit—asserts here firmly both all the rights and all the responsibilities that are the lot of a first-rank power."⁵

Through these words, he claimed for France a leading position within the UN. He concluded brilliantly:

"Confident in her renewed strength, confident in the promises of the future, sure of herself to the point of having been the first, in the aftermath of such an ordeal, to restore through free and orderly elections the regular functioning of democratic institutions, France will dedicate herself with fervent devotion to the great task of ensuring for the world security for all and justice for each."⁶

The Question of the Veto

A departure from the democratic character of the United Nations: whereas in the General Assembly each member state—rich or poor—holds one vote, in the Security Council, composed of fifteen members, ten serve on a rotating basis while five states enjoy the privilege of permanent membership and the right of veto: France, the United States, the United Kingdom, China, and the USSR—the five powers recognized as the victors of the Second World War.

In 1948, the USSR demanded that the principle of unanimity be adopted for the passage of resolutions in the Security Council, but without success.⁷ Similarly, its later proposal in 1960–61 to replace the single Secretary-General with a three-person presidium—representing, respectively, the Western, Eastern, and Southern blocs—was not accepted either.

The Issue of the Colonies

The United States positioned itself in favor of colonial independence, though more for economic than ideological reasons. As Jean-Jacques Mayoux observed, "it is a vital necessity for the American economy to open new and highly profitable markets, to secure the millions of new consumers required for its continuous expansion."⁸

The newly founded United Nations thus turned its atten-

4 Source of these 3 speeches : *Le Courrier de l'Unesco*, octobre 1985, p. 11.

5 « La conférence de San Francisco », *Le Monde*, 3 mai 1945.

6 Ibid.

7 UN Archives, General Assembly, A/793, 10 déc. 1948, 3rd session : « The problem of voting in the Security Council » (resolution project by USSR).

8 Jean-Jacques Mayoux, article cited.



tion to the fate of the colonies: the goal was to establish a legal regime for territories placed under the Trusteeship of the United Nations. “This issue gave rise to lengthy debates. Was the purpose of trusteeship to be the ‘independence’ or rather the ‘autonomy’ of the populations of these territories? In the former case, what would become of regions too small to defend themselves by their own means? In the end, ‘autonomy’ was the term adopted.”⁹

The UN therefore remained cautious and somewhat ambiguous on the colonial question, creating instead a *Trusteeship Council*, under Chapter XIII of the Charter, to oversee eleven trust territories administered by seven Member States and to ensure that “appropriate steps shall be taken to prepare these territories for self-government or independence.”

Adoption of the United Nations Charter by Unanimous Vote

On June 25, the delegates gathered for a final plenary session at the *War Memorial Opera House*. The British representative, Lord Halifax, presiding over the meeting, presented the final draft of the Charter:

“In all our lives,” he declared, “we shall never be called upon to vote on an issue more important than the one before us today.”

“Given the historical importance of this vote,” Lord Halifax proposed that, rather than proceeding by the usual show of hands, the adoption should take place by roll call. One by one, the delegates rose to cast their vote. Then, the entire audience—some 3,000 people—stood as well. A tremendous ovation broke out when the President announced that the Charter had been adopted unanimously.”

With visible emotion, President Truman added:

“Thanks to this Charter, the world may begin to glimpse the moment when all human beings will be able to live decent lives as free men.”¹⁰

9 <https://news.un.org/fr/story/2020/06/1071882>

10 Ibid.

11 <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter>

12 UN archives, Preparatory Commission of the United Nations, committee 10 : memorandum on the headquarters of the United Nations organization, PC/EX/G/10/Corr.1, 11 sept. 1945.

Indeed, the Charter of the United Nations set forth clear humanist and progressive principles. In its **Preamble**, it proclaims the determination “to save succeeding generations from the scourge of war, which twice in our lifetime has brought untold sorrow to mankind,” to reaffirm “faith in fundamental human rights, in the dignity and worth of the human person, in the equal rights of men and women and of nations large and small,” to “establish conditions under which justice and respect for the obligations arising from treaties and other sources of international law can be maintained,” and to “promote social progress and better standards of life in larger freedom.”

The Charter also enshrines the values of tolerance, peace, good neighborliness, international security, and the economic and social advancement of all peoples. In Article 1, it resolves “to take effective collective measures for the prevention and removal of threats to the peace, and for the suppression of acts of aggression or other breaches of the peace,” and to develop “friendly relations among nations based on respect for the principle of equal rights and self-determination of peoples.”

Furthermore, **Article 2** affirms, in democratic spirit, “the principle of the sovereign equality of all its Members.”¹¹ Eighty years later, the aspirations to peace and harmony among nations that took shape in the creation of the United Nations and the adoption of its Charter remain both inspiring and instructive. Yet, several reservations qualify this achievement: women represented barely three percent of the participants in the Conference; the question of colonial independence was left unresolved; and the veto power constitutes a clear deviation from the egalitarian principles proclaimed by the new organization.

The Question of the Location of the United Nations Headquarters: A Major Political Issue

In September 1945, members of the Preparatory Commission of the United Nations debated whether the Organization should have a single, centralized permanent headquarters, or rather a decentralized structure with multiple offices distributed across the world.¹² Ultimately, the idea of a permanent headquarters prevailed.



The following year, a subcommittee was tasked with conducting “an inspection trip to the regions of Boston, San Francisco, and Philadelphia, as well as visits to the sites of Flushing Meadow and White Plains–Harrison, in the New York area.” The experts expressed “a preference for two sites—Belmont–Roxborough, in Philadelphia, and the Presidio, in San Francisco—considered of equal merit; and, in the second instance, for the White Plains–Harrison site in Westchester County.”¹³

The British representative, Mr. Younger, emphasized “the particular importance which his delegation has always attached to the highly significant question of selecting a permanent headquarters for the United Nations Organization. The matter concerns not merely the founding of what might be regarded as the capital of the United Nations, but also the location of that capital in such a way that it may become, in every sense of the term, the very center of world affairs—situated as conveniently as possible for the greatest number of governments.”

He noted that “initially, the United Kingdom delegation had favored Europe. This preference rested on various political, historical, and cultural grounds. However, equally persuasive arguments have since been advanced in support of the contrary view,” and, in the end, the United Kingdom came to support the idea that the UN headquarters be located in the United States.¹⁴

By contrast, the Soviet representative, Mr. Saksin, while conceding that the USSR agreed to the establishment of the headquarters in the United States as recognition of that country’s essential role in the Second World War,¹⁵ strongly opposed the conclusions of the subcommittee’s report, which he deemed “unacceptable” and “inadmissible.” According to the USSR, “the most important factor that should have been taken into account in describing the sites visited was the geographical factor. Yet (...) while the distance between Brazil and San Francisco, for example, was measured with great precision, the distances between San Francisco and Moscow, or San Francisco and Paris, were not included.”¹⁶

Thus, the Soviet Union opposed the choice of San Francisco. Ultimately, the Soviet and American representatives agreed on the idea that the UN headquarters should be located on the East Coast of the United States, specifically in New York.¹⁷

In her book *Capital of the World: The Race to Host the United Nations*, Charlene Mires traces the fervent competition that swept through numerous American cities and towns over the question of hosting the future UN headquarters, and the many efforts made by municipalities across the United States to promote themselves for that honor.¹⁸

The Construction and Decoration of the United Nations Headquarters: A Powerful Symbolic Undertaking

The United Nations Headquarters in New York was gradually erected until it came to comprise a complex of four buildings located in Manhattan, along the East River.

Construction began in September 1948 and was completed on October 9, 1952. The site stands as a symbol of the pacifist and universalist aspirations of this international organization. Its very conception reflects that ideal: European and American architects and artists worked together to bring it into being. As an international territory, the building embodies the post–Second World War hopes for peace, human rights, and global development. How, through its construction and decoration, does this vast complex embody international cooperation and the aspiration to world peace?

A Multinational Team of Architects, Bringing Together Soviets and Americans

The decision to construct the Organization’s headquarters in the heart of New York City was made during the first session of the United Nations General Assembly, held in London in February 1946, and in subsequent meetings through December of the same year. The chosen site was then a derelict area of old docks, workshops, and slaughterhouses.

13 UN archives, Comité du Siège permanent, compte rendu des séances, 6 déc. 1946, 18th session, M. Entezam (Iran). P. 25.

14 UN archives, Comité du Siège permanent, compte rendu des séances, 6 déc. 1946, 18th session, M. Younger (UK). P. 25.

15 UN archives, Comité du Siège permanent, compte rendu des séances, 8 déc. 1946, 21th session, M. Saksin (USSR) P. 39.

16 UN archives, Comité du Siège permanent, compte rendu des séances, 6 déc. 1946, 18th session, M. Saksin (USSR) P. 28.

17 UN archives, Comité du Siège permanent, compte rendu des séances, 6 déc. 1946, 22^e séance, propos de M. Austin (États-Unis) P. 47-48.

18 Charlene Mires, *Capital of the World: The Race to Host the United Nations*, New York, NYU Press, 2013.



Rather than entrusting the project to a single architect, the Organization chose to establish a collaborative team composed of architects from different Member States. This multinational group included the American architect **Wallace K. Harrison** as chief architect, and the Soviet **Nikolai D. Bassov**. In the tense context of the Cold War, the UN was careful to accord equal representation to both blocs.

The team also included major figures of European and American architecture such as **Le Corbusier** and the Brazilian **Oscar Niemeyer**, while Scandinavian architects—particularly the Swede **Sven Markelius**—played a key role, notably in interior design.

The Construction and Inauguration of Vast and Solemn Buildings

After developing some fifty preliminary designs in 1947, the architects launched the building works. The cornerstone was laid on October 24, 1949, by the UN Secretary-General, the Norwegian Trygve Lie, in the presence of U.S. President Harry S. Truman. The stone bore the inscription “UN” in the five official languages—English, Chinese, Spanish, French, and Russian—and enclosed, within a metal box, copies of the Charter of the United Nations and the Universal Declaration of Human Rights.

The tallest building, completed in 1952, is a 39-story skyscraper (168 meters high), clad in 2,000 tons of Vermont marble and glass walls. Its materials—aluminum, glass, and marble—were considered both noble and modern at the time. It houses 80,000 square meters of office space.

The **Conference Building**, stretching 122 meters in length, is bordered by an exterior terrace lined on three sides by an 800-meter Burmese teak ramp.

The **General Assembly Hall**, inaugurated in 1952, accommodates nearly 2,000 seats equipped with headsets for simultaneous interpretation. The building also includes a **Meditation Room**.

The Assembly Hall is notable for its concave structure, its domed roof, and the **Foucault pendulum** suspended from the ceiling of the first floor.

Scandinavian architects, renowned for their design expertise, played a decisive role in furnishing the conference

rooms. The **Security Council Chamber** was designed and furnished by Norway: architect **Arnstein Arneberg** created its distinctive horseshoe table, and Norwegian artist **Per Lasson Krohg** painted a vast mural symbolizing pacifist and universalist ideals.

The **Trusteeship Council Chamber** was furnished by Denmark and designed by Danish architect **Finn Juhl**, featuring a three-meter teak sculpture of a woman with raised arms by Danish artist **Henrick Starcke**.

The **Economic and Social Council Chamber**, created by the Swedish modernist **Sven Gottfried Markelius**, was furnished by Sweden.

The **Library Building**, named the Dag Hammarskjöld Library in memory of the Secretary-General who died tragically in 1961, was financed by the Ford Foundation. Built of white marble, glass, and aluminum, the 67-meter-long structure houses 400,000 books and several million UN documents.

An Interior and Exterior Décor Expressing a Universalist Spirit

The solemn aspect of the complex is enhanced by the arrangement of the flags of the 193 Member States, displayed in a sweeping curve more than 150 meters long, and by its carefully conceived exterior decoration:

“A circular pool with a central fountain was built in front of the Secretariat Building thanks to a donation of \$50,000 from American children. The wave motif adorning the basin’s bottom consists of alternating bands of crushed white marble and black pebbles. The pebbles were collected on the beaches of Rhodes (Greece) by local women and children, who offered them to the Organization. A bronze sculpture dedicated to the memory of former Secretary-General Hammarskjöld was erected at the edge of the pool in 1964. This abstract sculpture, entitled *Single Form*, was created by British modernist artist **Barbara Hepworth** and donated by **Jacob Blaustein**, former U.S. representative to the UN. A bronze statue by **Henry Moore**, *Reclining Figure: Hand*, stands in the landscaped area north of the Secretariat Building.”

“A monumental staircase, donated by the State of New York in memory of Secretary-General Hammarskjöld, connects the esplanade in front of the public entrance to



the General Assembly Building with the gardens. In these gardens overlooking the East River, one finds the monument dedicated to the memory of **Eleanor Roosevelt**, as well as sculptures donated by Germany, Brazil, the former Soviet Union, and the former Yugoslavia.”

“In keeping with the Organization’s international spirit, the materials and furnishings of the Headquarters were sourced from numerous countries: limestone from the United Kingdom for the façades of the Assembly and Conference Buildings, marble from Italy, office furniture and shelving from France, chairs and textiles from Czechoslovakia and Greece, carpets from England, France, and Scotland, tables from Switzerland, and interior woodwork from Belgium, Canada, Cuba, Guatemala, the Philippines, Norway—and the Democratic Republic of the Congo.”

“The only artwork commissioned by the General Assembly for the Headquarters is the painting *Titans* by the American artist **Lumen Martin Winter**, commemorating the *World Youth Assembly* held at the UN Headquarters in 1970.”¹³

Thus, the décor manifests a consciously universalist spirit, combining European and American materials and influences. Yet Africa is absent, and Asia only marginally represented.

When the UN was founded, it counted 51 Member States. Over the decades, many new members joined, notably those emerging from decolonization: by 1960, membership had risen to 99, and today it stands at 193. This expansion necessitated the enlargement of the Headquarters: successive extensions were undertaken in 1964, 1976, and a major renovation took place from 2008 to 2013.

In 2003, real-estate developer **Donald Trump** sought to obtain the contract for this renovation but was unsuccessful. In 2012, he expressed his disappointment publicly, mocking the Headquarters’ design and deriding its “cheap marble tiles” in a tweet.

Artworks from Around the World Bearing a Message of Peace

The United Nations Headquarters houses numerous works of art inspired by pacifist ideals. The stained-glass window by **Marc Chagall**, situated beside the Meditation Room, depicts humanity’s struggle for peace and commemorates Secretary-General **Dag Hammarskjöld**. Nearby stands a **bronze sculpture by the American artist Robert Cronbach**, along with bronze plaques honoring “the military observers and members of the Secretariat who have died in the service of the United Nations in observation, mediation, and conciliation missions.”¹⁹

Two works are especially emblematic of the Organization’s peace-oriented aspirations. The mosaic *Golden Rule* (1985) by the American artist **Norman Rockwell**, a gift from the United States and crafted by Venetian artisans, beautifully symbolizes transatlantic cooperation. It portrays men and women of diverse ethnicities and religions gathered in a shared moment of contemplation.

Equally powerful is the sculpture *Non-Violence* (1988), by the Swedish artist **Carl Fredrik Reuterswärd**, installed on the forecourt of the Headquarters. This bronze revolver with its barrel knotted stands as a universal emblem of the renunciation of violence.

Another major work is the monumental diptych *War and Peace* (1952) by the Brazilian painter **Cândido Portinari**, commissioned in 1952 and inaugurated in 1957—without the artist’s presence, as his communist sympathies made him unwelcome in the United States at that time.

From Asia comes the **Japanese Peace Bell** (1954), cast from coins collected by young people from sixty countries, symbolizing the unity of all continents in the pursuit of peace.

A Living Institution and a Global Symbol

Today, the UN Headquarters remains a dynamic and vital center of global diplomacy. The 193 Member States of the United Nations send more than **5,000 delegates annually** to participate in the sessions of the **General Assembly**. During these sessions, or those of the **Security Council**, as many as **6,000 journalists** may be present. The **UN Secretariat** itself employs nearly **5,000 international civil servants**, and the Headquarters welcomes

¹⁹ All these quotations are taken from the UN information fact sheet (2012).



close to one million visitors each year.

The building has also secured a place in the collective imagination, appearing in numerous films and television series—from Alfred Hitchcock's *North by Northwest* (1959) to *Black Panther* (2018)—as well as in video games.

Yet, in the profoundly unstable international context of our own time, the United Nations faces a growing risk of marginalization. It is urgent to **restore to the UN the full capacity for action envisioned at its founding in 1945**—to enable it to pursue its fundamental mission of fostering world peace, promoting human rights, supporting economic, social, and cultural development, and safeguarding the environment and the global climate.

Sources and Bibliography

Information fact sheet on the UN Headquarters, published in 2012 by the Intelligence Group, Visitor Services of the UN Headquarters:

https://visit.un.org/sites/visit.un.org/files/FS_UN_Headquarters_History_French_2012.pdf

Chloé Maurel, *Une brève histoire de l'ONU au fil de ses dirigeants*, Paris, Éditions du Croquant, 2017.

Chloé Maurel, *Histoire des idées des Nations unies*, Paris, L'Harmattan, 2015.

Chloé Maurel, *Les Grands discours à l'ONU*, Paris, Croquant, 2024.

Jean-Jacques Mayoux, « San Francisco. Histoire et leçons d'une conférence », *Politique étrangère*, 1945, n°10-2, p. 141-160.

Charlene Mires, *Capital of the World: The Race to Host the United Nations*, New York, NYU Press, 2013.

« San Francisco 1945 : la conférence qui changea le monde », site de l'ONU : <https://news.un.org/fr/story/2020/06/1071882>

Chloé Maurel

French historian, former student of the Ecole Normale Supérieure of Paris, and author of a doctoral dissertation on the history of Unesco (made at Sorbonne University), and of books and articles on the history of the United Nations. Professor of history, historian specialized on international relations, cultural history, global history, peace and geopolitical conflicts.



No More Wars: Interview with Michael von der Schulenberg

IADL Review: Thank you for accepting this interview by Mail and for answering the following questions from the IADL Review “International Review of Contemporary Law”.

Your CV is impressive: starting with your childhood and adolescence in the GDR. Could you tell us and younger generations more about your family members in the resistance against the Nazi Regime and about the Stauffenberg group? And who was Fritz Werner von der Schulenburg and in which circumstances was he executed at Plötzensee on 20 August 1944?

Two members of my Schulenburg family, Fritz-Dietlof and Friedrich-Werner, took part in the failed Stauffenberg coup against the Nazi regime and were brutally executed by hanging on piano wire at Plötzensee in 1944. I descend from the Russian branch of the Schulenburg family: my father was born in St. Petersburg, my mother in Riga during the Russian Empire. At the age of just fourteen, my father was imprisoned in a Bolshevik labor camp and lost much of his family during the revolution. It was Friedrich-Werner—who personally knew Stalin and who was later executed—who helped him escape from the Soviet Union in 1925.

During the Nazi era, both my parents were classified as “non-Aryans.” This may also explain why they chose to move to the GDR in 1953, I was still born in Munich. Our family endured many of the profound upheavals and tragedies that marked the first half of the 20th century. I believe such experiences and traumas are carried forward into subsequent generations, and much of what I do in life seems subconsciously shaped by this legacy. Although these matters were never openly discussed, the family was firmly anti-Nazi, yet never anti-Russian.

What led to your decision to leave the GDR?

My twin brother and I were never members of the GDR youth movement, the FDJ. When I was conscripted into the GDR army during the military crushing of the Prague Spring in 1968, a new “socialist” constitution was put to a referendum. As the only soldier in our regiment I dared to vote against it. With this any chance to ever study was blocked. So we both decided to leave and escaped over the Baltic Sea hiding in an East German cargo ship that

carried military equipment for Vietnam – it was the height of the Vietnam war – and we jumped ship. Do not ask me how. We were just extremely lucky.

You worked as a diplomat for the UN and, for a short time, the OSCE, and for eight years, you served as UN Assistant Secretary General negotiating in conflicts and wars like in Afghanistan, Iran, Iraq, Sierra Leone, Haiti and many other places that were inflicted by wars or violent conflicts.

I do not like to be called a diplomat. I was a United Nations official, and much of my work was shaped by decisions of the Security Council. My assignments were often far more demanding—and certainly more adventurous—than those of “regular” diplomats. They included, for example, a three-month journey on horseback through Afghanistan to persuade mujahideen leaders to respect the Geneva peace accord; traveling on the back of a pickup truck into the marshlands of Iraq to investigate the fate of Shia refugees; coordinating with Peshmerga leaders in the Kandil mountains to secure the return of Kurdish refugees; negotiating in Kandahar with the Taliban leader, Mullah Omar, for the release of forty Iranian hostages or facing a hostile crowd of 3,000, maybe 5000, highly excited protestors to save 24 young members of the opposition party in Freetown from the risk of being lynched.

One would call some of your activities not “peace keeping” or “peace making” but ceasefire negotiations. However, some were not lasting ones if you look at some situations you dealt with where various Non- State Actors seem to govern in some countries.

Be cautious in the use of peace terminology; in practice, such distinctions are rarely clear. Since the end of the Second World War, genuine peace agreements have been exceptional. Most conflicts conclude with ceasefire arrangements that contain only fragments—often fewer rather than more—of a comprehensive peace settlement. Likewise, there have been very few “traditional” interstate wars in which the regular armed forces of one country fought directly against those of another.

The role of non-state actors must also be understood in the context of specific conflicts. Today, the majority of armed struggles are intrastate, with governments confronting one or several armed non-state groups. In some



cases—such as the war in Ukraine—elements of interstate and intrastate conflict overlap, making peace processes highly diverse and complex.

This complexity poses a major challenge: intrastate armed conflicts are not regulated by the UN Charter. Nonstate actors lack legal identity under international law, and Charter principles such as sovereignty, noninterference in internal affairs, and self-determination remain undefined in this regard. Drafted in the aftermath of two world wars, the Charter was designed to prevent wars among states; internal conflicts were explicitly excluded from its scope.

Could you tell us in general the deep causes behind the difficulties, failures and realizations in your career as a diplomat or any other UN diplomat, seeking peace according to international law based on the UN Charter?

You are far too negative. In my junior years, I was directly involved in the ceasefire that ended eight years of the Iran–Iraq war in 1988—a war that claimed around one million lives on both sides. Remarkably, the very first meeting to work out the modalities of that ceasefire took place in my house in Tehran. It was a personal achievement of then Secretary-General Javier Pérez de Cuéllar. The ceasefire was far from perfect, but it has held to this day.

In 1998, the Taliban in Afghanistan took forty Iranians hostage, and Iran threatened to invade with an army of 120,000. Such an escalation would have inevitably drawn in Pakistan and possibly Saudi Arabia. I accompanied a UN mission to the Taliban headquarters in Kandahar, and together we secured the release of all hostages to Iran—helping to prevent a regional war.

In Sierra Leone, it was the UN-mediated Lomé Peace Agreement that brought an end to one of the most brutal intrastate conflicts. When I became the UN Executive Representative of the Secretary-General in Sierra Leone, the war had only recently ended, and my task was to organize the peaceful transition to full sovereignty. During my four years there, we recorded only a single murder—in a country where previously hundreds were daily killed, maimed, or women mass raped. That was a success, even if newspapers such as *Der Standard* or the *Frankfurter Allgemeine Zeitung* chose to ignore it. And let us not forget: in Sierra Leone, 289 UN peacekeepers lost their lives.

Who speaks of them? In Western media, their sacrifice is of little interest—perhaps because those who lost their lives were not Europeans and had darker skin. Yet the same media never hesitate to speak ill of the UN.

There are indeed many cases where a ceasefire merely freezes a conflict. But if a comprehensive peace agreement cannot be reached, what is the alternative? To let the war decide, with all the victims that this would entail? And what guarantee is there that war would ever bring a better solution?

In the realm of war and peace, there are never just or perfect solutions—and the UN itself is not perfect. But again, what would be the alternative?

Since 2024 you are an independent member of the Parliament of the European Union on the list of Bündnis Sahra Wagenknecht- für Vernunft und Gerechtigkeit. Was your sincere quest of peace behind your election?

Sahra Wagenknecht once called me to ask whether I could strengthen the future BSW team in the European Parliament—and my wife simply said yes. As straightforward as that. Sahra's request was surely motivated by the shadow the Ukraine war casts over the Parliament. For the past year, I have tried to contribute to changing its stance: away from military posturing and an endless stream of sanctions, and toward genuine engagement with Russia through negotiations. In this effort, however, I have been painfully unsuccessful.

Why did you publish your book on 24 October 2025? What is your purpose? and what are your next steps on the difficult road to world peace according to the UN Charter?

We live in a world where the application of international law has all but collapsed. In Western Europe, few people know much about the UN Charter, and many dismiss the United Nations as utterly ineffective—whatever they imagine the UN to be. Yet the Charter has been the foundation of the international order since the end of the Second World War. In my view, it is even more vital today than in 1945: in an age of ever more destructive weapons and ever faster delivery systems, the Charter remains essential to humanity's survival.

The perception that the UN Charter—and by extension the UN itself—is useless prevails largely only in Western



NATO countries. In Asia, Africa, and Latin America, the picture is very different: there is strong and continuing support for the Charter. This matters, as these regions represent more than 85 percent of the world's population. The negative image in the West stems from the conviction that we live in a unipolar world dominated by "us," hence the rhetoric of a so-called "rules-based international order." But whose rules are these? Ours? Such assumptions are no longer tenable. We no longer live in a unipolar world—you need only look at the recent U.S. National Security Strategy published by the Trump administration to see the shift.

And do not forget: the UN Charter is owned by all countries – all 193 states have ratified the Charter making the Charter de-facto law in all countries. In contrast, the so-called "rules-based international order" has never been ratified by any state; it does not even exist as a treaty/document. It is purely Western hegemonic ideological phantasy.

And there is one more important aspect: The UN Charter begins with the simple words "We the people ..." and hence the Charter concerns to all of us. So, we all are responsible that our governments observe the principles of the UN Charter in pursuit of peace. This peace must belong to all of us, as any modern war will also affect – and possibly kill – all of us!

The European Union turning from a peace project into a war project: What are the perspectives of the European Union? With the militarization of the budget? What could be or should be the role of a neutral state like Austria?

I see the future of the European Union as bleak—not because I am a sceptic of European integration, but because the EU pursues an irrational policy drowned in war hysteria. The threat does not come from foreign forces; rather from its ideologically motivated policies and its refusal to recognize realities. With these the EU is in the process of committing political and economic suicide. I do not expect the Union, in its present form, to survive. We must rethink how we want to live together in Europe: how we secure a sustainable economy, how we protect our social achievements and social justice, and how we want to live with Russia and China – and indeed with BRICS. We must strive restoring peace by developing a new security framework based on mutual understanding

and respect, instead of chasing security through an arms race we cannot afford. The 1990 Charter of Paris for a New Europe may offer a better path than the endless war rhetoric dominating today's EU.

And what of Austria's neutrality? Listening to its foreign minister, one fears Austria has already lost its status as a place where feuding governments could meet to discuss peace settlements. Now there is talk of joining NATO. But would this make Austria more secure? Hardly. It would turn Austria into a front-line state. What has happened to Austrian diplomacy? I always regarded Austrian diplomats—especially compared with their German counterparts—as highly professional. Is Austria now joining Germany's quest to become the dominant player in NATO and to build the largest army in Europe? Is Austria joining in trying once again to push Russia out by gaining military control over Ukraine – despite its costly failures do so during WWI and WWII. In Austria's history, siding with Germany on war and peace issues have never ended well.

All the great work of Bruno Kreisky—gone, undone by mediocre politicians. How profoundly sad. We all needed a neutral Austria in Europe to keep the door open to negotiations. Now peace negotiations are in gulf states, in Turkey or possibly even in Hungary.

Resolution 2803 of the Security council: Resolution 2803 focus on the badly needed ceasefire in Gaza to stop a genocide but ignores the badly needed right of the Palestinian people to self-determination in political, economic, and cultural fields, It ignores settlement of the Israeli-Arab conflict according to previous Security Council resolutions and ICJ decisions and orders on Palestine.

The UN Security Council has supported the 20-point Trump peace plan for Gaza with near unanimity: thirteen members voted in favor, while only Russia and China abstained. Their abstentions nevertheless suggest a degree of support, as their reservations stemmed primarily from the absence of any explicit reference to a future Palestinian state. Taken together, the Council's position endorsing the plan as a means to end the violence, while leaving open the longterm possibility of Palestinian statehood, appears to me a good development.

We must never forget: there are no just or perfect peace



plans—never. There are only those that have a chance to work, and those that do not. I am cautiously optimistic about this one. First, all Arab states, and even Turkey and Qatar – traditional supporters of Hamas—have endorsed it, and they possess the financial resources needed to rebuild Gaza. Second, Israel has been weakened by its many wars, which have gone terribly wrong; it can no longer hope to achieve its aims militarily. Third, public opinion in the United States has shifted dramatically away from blanket support for whatever Israel does. Just listen to Tucker Carlson or read the new U.S. National Security Strategy.

When Israel invaded Gaza, destroying housing and killing Palestinians forced into the southern corner of the territory, it was driven by the ambition of creating a “Greater Israel.” The Trump peace plan has now halted this trajectory: Gaza will be returned to the Palestinians. Trump has also repeatedly stated that he would not accept annexation of the West Bank. Of course, the plan does not go so far as to establish a Palestinian state—but it keeps that hope alive. And that hope matters.

To those who criticize the plan—and there are indeed many aspects that deserve criticism—I would ask: what is the alternative? There is none. So let us try to make this work.

On Collective Security: How can Articles 43, 45, 46 47 and following of the UN Charter be implemented with regard to the special agreement for a permanent contingent of peacekeepers, under the command of a military, that can serve as an interposition force in armed conflicts around the world?

What appeal do you propose to address to the Security Council for said implementation of Articles 43,45, 47 of the UN Charter?

For me, this is a strange and dangerous question—especially at this time. Articles 43, 45, and 47 all belong to Chapter VII: Action with Respect to Threats to the Peace, Breaches of the Peace, and Acts of Aggression. They deal with the possibility for the Security Council to authorize joint military action against a state that disrupts peace, as happened in response to Iraq’s illegal occupation of Kuwait in February 1991. But this cannot be the core activity of the United Nations. To consider a permanent contingent of UN peacekeepers is, quite frankly, lunacy.

The UN’s greatest strength lies precisely in its weakness.

Yes—weakness. Acting on behalf of the international community, the UN must stand apart from member states—especially Western states—that increasingly view war as a legitimate means of settling conflicts. The UN must not follow the Roman maxim, now so popular in the West: “If you want peace, prepare for war.” The UN Charter says exactly the opposite! All 193 member states that signed the Charter agreed to negotiate their conflicts in order to prevent wars. The UN must remain a reminder that it is a collective security system designed to settle disputes peacefully, not by force.

When the Secretary General—and by extension his senior staff—engages in mediation, he comes without an army. He does not threaten military intervention or sanctions, nor does he have financial resources to promise. He has the right to speak in the Security Council, but no right to vote. All he possesses is the credibility and integrity of his office. And that is exactly as it should be.

A word on peacekeepers: they are not mentioned in the Charter, yet they have become a reality and, in my view, generally do good work. But it is crucial to remember that they are deployed only once a peace agreement has been reached. Their task is to up-hold a mutually agreed peace settlement—not to bring about a peace solution by force. Every peacekeeping operation must be authorized by the Security Council with a tightly formulated mandate. This means peacekeepers can only be deployed when they have all members support—or at least if no major power opposes it in the Council. Their mandates are determined by the Council and not by the Secretary General, and are reviewed at least every six months.

The idea of transforming the UN into a military power would destroy its role as a collective security system. That is why Articles 43, 45, and 47 must never dominate the UN.



L'ONU et la Palestine, 80 ans de désillusions ?

Raphaël Porteilla

La reconnaissance de l'Etat de Palestine le 22 septembre 2025 par la France¹ et neuf autres Etats², la résolution du 10 septembre 2025 de l'Assemblée Générale ONU (AG Onu) endossant la Déclaration de New York de juillet 25 réaffirmant la solution à deux Etats³ ainsi que le Plan Trump de cessez-le-feu rendu public le 19 septembre 2025⁴, constituent trois événements successifs donnant à voir que la « question de Palestine » est toujours présente à l'agenda international, 80 ans après la création de l'ONU, devant laquelle ce dossier sensible a été porté. Ils montrent aussi que cette question demeure sans solution effective pour le peuple palestinien en dépit d'une attention certes soutenue mais jamais effective. Sur ce « dossier », l'ONU, en tant qu'institution universelle, a produit nombre de résolutions, déclarations et autres textes⁵ sans toutefois réellement donner le sentiment de pouvoir agir efficacement sur cette question, notamment car elle n'est jamais parvenue à faire entendre justice à Israël depuis 1947⁶, c'est-à-dire à faire admettre la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien⁷.

Pourtant, dès 1919, l'article 4 du pacte de la Société Des Nations (SDN) consacre l'idée du droit du peuple palestinien à disposer de lui-même. Issu du programme en quatorze points du Président Wilson, cet article consacre à sa manière le principe des nationalités appliqués aux ter-

ritoires colonisés et sera la matrice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le système de « mandats de type A » ne confère aucune souveraineté au mandataire qui ne reçoit que des pouvoirs de législation et d'administration⁸. Ainsi en vertu de l'article 5 de son mandat, la Grande Bretagne « *garantit la Palestine contre toute perte ou prise de bail de tout ou partie du territoire et contre l'établissement de tout contrôle d'une puissance étrangère* ». Bien que la population de Palestine n'ait pas été consultée au sujet de son mandataire, contrairement à ce que le Pacte de la SDN avait établi, il ne faisait aucun doute que celle-ci se serait opposée car informée du soutien que la Grande Bretagne entendait apporter aux visées sionistes sur leur territoire⁹. La Déclaration Balfour de 1917 a en effet été intégrée au mandat britannique en 1922 (Conférence de San Remo), modifiant sensiblement la teneur du mandat¹⁰ qui se traduit pendant toute sa durée par un réel parti pris britannique pour le projet sioniste au détriment des détenteurs légitimes de la souveraineté sur ce territoire. Cette politique coloniale britannique, résumée en « *une nation promet à une seconde nation la terre d'une troisième nation* », participera à la modification certaine de la composition démographique et de la structure de la propriété foncière en Palestine¹¹. Cette politique, conjuguée à d'autres facteurs, a créé une situation dans laquelle au lieu d'accéder à l'indépendance comme d'autres régions sous mandat ont pu le faire¹², la « question de Palestine » fut transmise par la Grande Bretagne à la nouvelle ONU en février 1947,

1 Le discours est disponible sur <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2025/09/22/80e-session-de-lassemblee-generale-des-nations-unies-a-new-york-premiere-journee>

2 Ces 10 nouveaux pays portent à 158 Etats reconnaissant l'Etat de Palestine en 2025.

3 Déclaration faite lors de la conférence de New York le 29 juillet 2025 et adoptée par l'Assemblée Générale de l'ONU le 10 septembre suivant, intitulé « Adoption de la Déclaration de New York sur le règlement pacifique de la question de Palestine et la mise en oeuvre de la solution des deux Etats », A/80/L.1/rev.1.

4 Times of Israel, 30 septembre 2025. Le Conseil de sécurité de l'ONU l'a fait sien en adoptant le 17 novembre la résolution 2803, sur laquelle nous reviendrons plus avant.

5 Voir la thèse de Resagui Insaf, Un multilatéralisme de raison : la stratégie palestinienne au service de la reconnaissance de l'Etat de Palestine (2004-2024), soutenue en novembre 2024 et le récent moteur de recherche créé par le Monde diplomatique « Résolutions » qui recense toutes les résolutions et textes des Nations Unies depuis sa création.

6 Date du plan de partition issu de la résolution 181 (II), « Gouvernement futur de la Palestine », 29 novembre 1947.

7 Fondé sur l'article 1 point 2 de la Charte des Nations Unies (*Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde*) et rappelé dans la résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970, qui consacre le droit à l'autodétermination comme norme de jus cogens. Enfin, l'article premier du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels adoptés en 1966 affirme que « *tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes* ».

8 Chemillier-Gendreau Monique, *Rendre impossible un Etat palestinien. L'objectif d'Israël depuis sa création*, Textuel, Petite encyclopédie critique, Paris, 2025, p. 24.

9 Ibid.

10 Les Palestiniens deviennent ainsi une « communauté non juive » en Palestine.

11 Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, *Origines et évolution du problème palestinien*, New York, Nations Unies, 1990, Partie II, p. 177. (Par la suite, Comité...).

12 Sur cette période de la SDN, voir Sbeih Sbeih, « La Palestine de la SDN à l'ONU, histoire d'une hypocrisie occidentale », *Recherches Internationales* n° 133, Été 2025, p. 53 à 74.



ouvrant sur une longue période de vagues hésitations, d'ambiguïtés et d'impuissance qui ont rythmé les rapports entre l'ONU et la Palestine.

L'analyse de ces relations révèle une forme de séquençage qui laisse clairement voir pourquoi la Palestine est toujours dans l'anti-chambre des Etats alors que le peuple est constitué, que sa souveraineté a été admise dès 1919 et que le territoire, bien que fragmenté sous les effets de la colonisation et de l'occupation israéliennes, est une réalité tangible.

La question centrale qui domine ces relations est articulée autour du droit inaliénable des palestiniens à l'autodétermination qui a peiné et peine encore à être entièrement mis en œuvre. Il est donc loisible de constater qu'au cours de ces 80 années d'existence, l'ONU a entretenu des relations tourmentées avec la Palestine qui peuvent être ordonnées autour de trois séquences historico-thématiques, témoignant au final d'une assez grande désillusion pour le peuple palestinien. La première séquence de 1947 à 1969 se présente sous la forme d'une négation ou d'une méfiance à l'endroit de la Palestine ; la seconde, de 1969 à 2002, consacre les flux et reflux de l'action de l'ONU à l'égard de la Palestine, et enfin, la troisième courbe de 2004 à 2025, pendant laquelle l'ONU redevient certes un acteur privilégié quoiqu'encore impuissant/bridé.

1-De 1947 à 1969 : l'ONU et la question du règlement du différend au Moyen Orient

Bien que le plan de partition de 1947 envisage l'idée d'un Etat de Palestine, l'ONU n'en consacra jamais la finalisation au mépris du texte même de la résolution 181. Cette résolution, loin d'apporter la paix, contribuera au contraire à amplifier les tensions sur le terrain. L'ONU s'avère incapable d'arrêter l'engrenage de la guerre de Palestine d'abord¹³, puis entre Israël et les Etats arabes. En ordonnant un premier cessez-le-feu le 29 mai 1948, date à laquelle Israël avait déjà consolidé son emprise territoriale dans le droit fil du plan Dallet¹⁴ et sa conséquence

immédiate, la Nakba¹⁵, l'ONU parvient à freiner momentanément le conflit. Cependant, c'est la Commission de conciliation, prévue par la résolution 194 du 11 décembre 1948, qui permettra la signature des conventions d'armistice, signalant la fin des hostilités armées entre les Etats arabes et Israël. Dès cette époque, les termes retenus pour parler de la Palestine renvoient à un « problème palestinien » ou à « la question de Palestine », ne permettant pas de donner corps aux droits du peuple palestinien, délaissés depuis le mandat britannique et menacés par ce plan de partition.

Si pour le Conseil de Sécurité (CS Onu), l'approche privilégie la dimension du conflit, centrée sur la recherche de la paix et non sur le contexte colonial qui y préside, de son côté, l'AG Onu, traitera la question de Palestine davantage sous l'angle humanitaire (les réfugiés) et territorial, dans une perspective de conciliation entre Israël et les Etats arabes. La résolution 194 de 1948 a créé une Commission de conciliation aux Nations Unies qui organisera la conférence de Lausanne, tenue d'avril à septembre 1949, autour de l'idée de transformer les conventions d'armistice en accords de paix et trouver une solution humanitaire à la question des réfugiés palestiniens¹⁶. Cependant, cette conférence privilégiera les discussions bilatérales (entre Israël et chaque Etat arabe) plutôt qu'une discussion générale de sorte qu'Israël puisse éluder la question des réfugiés palestiniens, principale conséquence de la séquence 1947-1949¹⁷. L'autre objectif poursuivi par Israël est d'être accepté comme membre de l'ONU. Pour ce faire Israël et les Etats Arabes acceptent de signer le Protocole de Lausanne, document servant de base aux discussions à venir dans lequel ils reconnaissent les frontières prévues par la résolution de 1947¹⁸. De chaque côté des réserves sont toutefois mentionnées, notamment sur la solution ultime au conflit ; Israël en ajoutant de plus précises relatives à la question des réfugiés qu'elle refuse d'aborder à ce moment, et aux questions territoriales de sorte à ne se sentir lier par aucune décision définitive préférant laisser cours à l'interprétation des textes. Israël pourra ainsi signer le document et parvenir à entrer à l'ONU en mai

13 La Grande Bretagne décide de partir de Palestine le 15 mai 1948, le lendemain de la proclamation de l'indépendance de l'Etat d'Israël sans assurer le minimum de sécurité ni permettre à l'ONU de le faire. Laurens Henry, *La question de Palestine*, Tome 3, 1947-1967, Fayard, Paris, 2007, p. 100 et s.

14 Comité..., op. cit. p. 144.

15 Dès fin novembre 1947, les milices juives organisent sur le terrain le transfert forcé des populations palestiniennes dans un vaste mouvement de nettoyage ethnique organisé qui se poursuivra après mai 1948 condamnant entre 750 et 800 000 palestiniens à l'exil forcé, la catastrophe (Nakba) ouvrira sur la question des réfugiés palestiniens. Sur ce point, voir Pape Ilan, *La guerre de 1948 en Palestine, aux origines du conflit israélo-arabe*, La Fabrique, Paris, 2000.

16 Mansour Sandrine, « L'ONU et les Palestiniens : de l'ambiguïté à l'impuissance », *Cahiers d'histoire, Revue d'histoire critique*, n° 142, 2019 (version électronique), point 12.

17 Cette stratégie israélienne sera d'ailleurs fréquemment reconduite, l'ONU l'acceptant sans barguigner.

18 Laurens H., Tome 3, op. cit., p. 226 et s.



1949¹⁹, sans pour autant devoir considérer les frontières de son territoire comme définitivement admises. Dès lors, le territoire palestinien ne sera jamais considéré comme celui de la Palestine mais comme un territoire susceptible d'être conquis, y compris par la force alors même que le protocole de Lausanne déterminait des frontières claires issues de la résolution 181²⁰.

Concernant la question des réfugiés, l'AG Onu adopte le 8 décembre 1949 la résolution 302 qui crée l'UNRWA²¹ (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East). Temporaire, cet organe spécifique des Nations Unies reçoit des compétences larges pour tout ce qui concerne les réfugiés palestiniens de 1948²². Cette résolution établit surtout un lien entre ce statut et le droit au retour déjà signifié dans la résolution 194 (§11). Entrée en vigueur le 1^{er} avril 1950, l'UNRWA poursuivra son activité au-delà du terme initialement prévu d'un an, faute de solution politique. En effet, d'une part, Israël refuse tout système de compensation pour ne part être tenu responsable de cette tragédie. D'autre part, Israël adopte un corpus juridique qui lui permet de s'appropriier les biens des réfugiés (loi sur les biens des absents) et autorise la venue de tous les juifs du monde (loi de 1950). Un travail en commun entre l'UNRWA et la Commission de conciliation a bien été commencé afin de répertorier tous les biens en question mais n'a pas été conduit à son terme, la Commission mettant son activité en sommeil en 1966²³. Israël n'avait pas attendu cette fin dans la mesure où dès le 22 septembre 1948, une ordonnance permettait d'étendre la législation d'Israël aux territoires conquis en 1948, lesquels devenaient ainsi partie intégrante de l'Etat d'Israël, sans que l'ONU n'agisse alors que son propre droit (résolution 181 et 194) était ainsi contourné. Dans ce contexte asymétrique, où l'ONU est au mieux méfiant à l'égard de la Palestine, au pire, laisse faire la loi du plus fort, la question de Palestine se transforma en un vaste conflit, ce que nombre d'observateurs avaient signalé à cette époque, et ce que la guerre de Suez en 1956, puis surtout la guerre des Six en 1967, vinrent

confirmer.

Bien que la guerre des six jours n'impliquait aucunement la Palestine, ni les réfugiés de 1948, ni le territoire, elle eut néanmoins des répercussions immédiates sur la Palestine. Israël occupa toute la rive occidentale, la bande de Gaza et la partie Est de Jérusalem, soit toute la Palestine historique. Le problème des réfugiés palestiniens s'accroît encore, créant de nouveaux exilés forcés, alors que ceux restés dans ces territoires subissaient une occupation militaire, soumis à la loi militaire avec ses répercussions sur les libertés et les droits civils des palestiniens²⁴.

Immédiatement après le cessez-le-feu de juin 1967, le CS Onu adopte à l'unanimité la résolution 237 puis le 22 novembre, la résolution 242, plus connue. Ces deux résolutions marquent un changement dans l'approche du CS Onu à propos de la question de la Palestine dans le sens où elles proposent une perspective plus politique et sécuritaire²⁵. Toutefois, ces deux textes ne mentionnaient pas expressément la Palestine, évoquant surtout des questions humanitaires (résolution 237) et un « *juste règlement du problème des réfugiés* » (résolution 242, point 2 b). En outre, cette seconde résolution pose pour la première fois l'idée « *d'une paix juste et durable permettant à chaque Etat de la région de vivre en sécurité* » (point 1), demandant à Israël de se retirer des territoires d'avant 1967 (occupés lors du récent conflit), entérinant implicitement la juridiction israélienne sur le territoire occupé depuis 1948 c'est-à-dire, au-delà de la ligne fixée par la résolution 181. Cette formule a été interprétée de manière différente par la Jordanie et l'Egypte qui l'ont rejetée au motif qu'Israël devait se retirer de tous les territoires occupés pendant la guerre de 1967²⁶. Israël refusa cette version et déclara que la question du retrait, celle des réfugiés et les autres problèmes ne pouvaient être réglés que par des négociations directes avec les Etats arabes et la conclusion d'un traité de paix global. C'est dans cette optique que la mission Jarring a été décidée par le Secrétaire général des Nations Unies pour tenter de négocier un règlement au Moyen

19 Dans la résolution qui admet Israël à l'ONU, il est très clairement mentionné l'engagement d'Israël à appliquer les résolutions 181 et 194 qui formaient à ce moment le noyau central de la question de Palestine. Comité..., op. cit., p. 157.

20 Mansour S., op. cit., points 17 et 18.

21 Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

22 Un réfugié palestinien est ainsi compris comme « *toute personne qui a eu sa résidence habituelle en Palestine au moins pendant deux ans avant le conflit de 1948, et qui, en raison de ce conflit, a perdu son domicile et ses moyens de subsistance et a trouvé refuge en 1948 dans un des pays où l'UNRWA assure des secours* ».

23 Mansour S., op. cit., point 22.

24 « *Après la guerre des Six jours, près d'un demi-million de Palestiniens abandonnèrent leurs foyers et 900 000 restèrent dans les zones nouvellement occupées par Israël, ce qui donne un total d'environ 1,2 millions de palestiniens sous contrôle israélien et un million et demi étaient des réfugiés dans un autre pays que le leur* ». Chiffres cités par Comité..., op. cit., p. 159.

25 Resagui Insaf, « Les Nations unies et la perpétuation de l'ordre colonial israélien en Palestine », Recherches Internationales n° 133, Été 2024, p. 92.

26 Comité..., op. cit., p. 161.



Orient sur la base de la résolution 242. Pendant quatre ans, cette mission y a travaillé, sans y parvenir en dépit des promesses faites par Israël relatives « *au retrait de son armée sur des frontières sûres, reconnues et acceptées qui seraient fixées par un traité de paix, mais pas un retour aux frontières d'avant 1967* »²⁷. Cette perspective israélienne repose sur deux justifications pratiques, ouvrant sur ce qu'il sera convenu d'appeler « la politique des faits accomplis » : l'argument sécuritaire issu de la résolution 242 qu'Israël brandi dès ce moment, et l'argument de la colonisation des Territoires Palestiniens Occupés (TPO), niant l'identité palestinienne de ces territoires « disputés » (selon la terminologie israélienne) qui deviendront de fait « des satellites économiques d'Israël »²⁸.

Cette première séquence constate bien l'incapacité des instances onusiennes à prendre la pleine mesure de la question de Palestine²⁹, reléguée et réduite à des considérations régionales et humanitaires sans jamais la considérer comme celle d'un peuple en lutte contre le colonialisme qui, à cette époque, était, pour les puissances européennes/occidentales, considéré avec bienveillance et admis comme politique normalisée.

2-De 1969 à 2002 : flux et reflux de l'ONU sur la question de Palestine

*L'ONU, un acteur plus affirmé

Depuis le début des années 60, à la suite des vagues de décolonisation, plusieurs Etats africains et asiatiques nouvellement indépendants grossissent les rangs d'Etats portant les idéaux de la libération des peuples colonisés, comme le peuple palestinien³⁰. Aussi, le 10 décembre 1969, l'AG Onu adopte une nouvelle résolution (2535

XXIV), qui reconnaît concrètement et officiellement les droits inaliénables du peuple palestinien³¹, cinquante deux ans après la Déclaration Balfour. Cette reconnaissance par l'AG Onu sera reconduite chaque année de 1970 à 1973³² appelant à « *la reconnaissance du peuple palestinien du droit de jouir de l'égalité et d'exercer son droit à disposer de lui-même* »³³. Et bien que le CS Onu soit plus timide en adoptant la résolution 338 de 1973, après la guerre du Kipour/Ramadan d'octobre 1973, qui se borne à « *constater l'occupation et la colonisation israéliennes et en exiger la fin* » sans aucune sanction envisagée³⁴, l'AG Onu accentuera de son côté la reconnaissance du peuple palestinien à travers l'invitation de l'OLP, en octobre, à participer aux travaux de l'Assemblée. Un mois plus tard, une nouvelle résolution de l'AG Onu (3236) se déclare préoccupée par « l'absence de solution juste, par les risques pour la paix et la sécurité internationale », et reconnaît les droits du peuple palestinien à l'autodétermination et le droit au retour des réfugiés, en « *priant les Etats et organisations internationales d'aider le peuple palestinien dans sa lutte pour recouvrer ses droits* »³⁵. Sur ce fondement, l'OLP obtient le statut d'observateur à l'AG Onu, devant laquelle Y. Arafat prononcera un célèbre discours le 13 novembre 1974³⁶.

Cette prise de conscience par l'AG (essentiellement les pays africains) du colonialisme israélien en Palestine, découvre une autre idée, comme dans tout autre colonialisme, celle du racisme. Dans cette veine, l'AG Onu adoptera deux résolutions 3377 (XXX) et 3378 (XXX) le 10 novembre 1975 qui prévoient l'organisation d'une conférence mondiale contre la lutte contre le racisme et la discrimination raciale incluant le sionisme, qui se tiendra en 1978. En outre et surtout, la résolution 3379 (XXX) de 1975 considérera que « *le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale* ».

27 Ibid., p. 162.

28 Mansour S., point 31.

29 En dépit de plusieurs résolutions adoptées par l'AG Onu rappelant la validité de la résolution 194, l'identité des Palestiniens et leurs droits demeurent sans application.

30 En 1964, l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) est créée et en 1968, un nouveau pacte fût adopté enjoignant tous les Palestiniens à s'engager à poursuivre la lutte pour leurs droits « étant donné que la communauté internationale s'est révélée jusqu'à présent incapable de s'acquitter de sa responsabilité qui était la sienne depuis un demi-siècle », cité in Comité..., op. cit., p. 162.

31 Adoption sans grand enthousiasme, 47 pour, 22 contre et 47 abstentions, Ibid., p. 163.

32 La résolution de 1973 est plus large concernant tout peuple sous domination coloniale et étrangère dans laquelle il y a lieu de ranger le peuple palestinien, Ibid., p. 164.

33 Il convient de noter que la lutte du peuple palestinien, comme celle de tout peuple colonisé en vue de sa libération nationale, repose sur un cadre juridique fixé par plusieurs résolutions des Nations Unies (notamment celle de 1973 -3070) qui admettent « *la légitimité de résister pour tous moyens disponibles y compris la lutte armée* » et dont les limites seront toutefois précisées par les conventions de 1977.

34 Cette absence de volonté politique du CS Onu s'explique en grande partie par le rôle joué par les USA au sein du Conseil qui freinent toute velléité dans ce sens en opposant leur droit de veto à de très nombreuses résolutions.

35 Comité..., op. cit., p. 165-166.

36 Sur la base de cette résolution, les mouvements de libération nationale accèderont dorénavant un véritable régime juridique, Resagui I., « Les Nations unies ... », op. cit., p. 99.



Auparavant, la résolution 3376 (XXX) avait prévu la création du « Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien » soulignant l'intérêt croissant de l'AG pour les droits des Palestiniens, question devenue à partir de ce moment, centrale dans l'activité des Nations Unies en tant qu'institution chargée de la paix au Moyen Orient. L'AG Onu soutiendra dorénavant les recommandations faites par ce Comité en réaffirmant les bases du droit international en la matière : inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force, retrait des TPO et autres territoires arabes occupés par Israël, y compris Jérusalem Est et droit à l'autodétermination du peuple palestinien, y inclus un Etat indépendant³⁷. En complément, la Commission des droits de l'Homme de l'ONU rappellera sans ambiguïté que « *le peuple palestinien a un droit inaliénable en Palestine, qu'il doit pouvoir exercer son droit à l'autodétermination* » et condamnera fermement toutes violations des droits de l'Homme dans les TPO dont Israël se rendait coupable³⁸. Dans le souci de coopérer avec les Nations Unies, l'OLP appelle dès 1983 à la tenue d'une conférence internationale (tenue du 29 août au 7 septembre) sur la base des résolutions pertinentes³⁹. Cette conférence a eu le mérite à nouveau de souligner les obligations et responsabilités des Etats et des Organisations internationales afin de parvenir à une solution au problème du Moyen Orient. Deux instruments juridiques ont néanmoins été adoptés à cette occasion : la déclaration de Genève sur la Palestine qui a fixé les principes directeurs « *d'une action internationale visant à aboutir à un règlement global juste et durable* » et un plan d'action pour la réalisation des droits du peuple palestinien, précisant les obligations des Etats membres de l'ONU et des organes de Nations Unie ainsi que celui des ONG, qui vont par la suite ordonner le travail des instances onusiennes et servir de cadre d'action. Toutefois, si au fil des années, ce cadre a servi à l'AG Onu, au CS, au Comité et à d'autres organes, y compris le Comité International de Croix Rouge, pour examiner la situation, ils n'ont jamais vraiment pu influencer sur le cours des événements.

La dégradation des conditions de vie des Palestiniens, l'absence de solution viable et pérenne et les mesures

discriminatoires à leur rencontre, constitutives de la politique d'occupation et de colonisation israéliennes, ont provoqué une telle humiliation et exaspération qu'elles ont fini par exploser en décembre 1987. Le surgissement de l'Intifada (soulèvement) et son soutien large en Palestine ont changé la situation⁴⁰. Face à une résistance essentiellement non-violente, la répression israélienne féroce et meurtrière appellera le CS Onu à adopter de nouvelles résolutions, rappelant Israël à ses obligations de respect des conventions de Genève sur la protection des civils en temps de guerre.

Au-delà du terrain, l'année 1988 marque à sa manière un tournant diplomatique. D'une part, la Jordanie décide de renoncer à gérer la Cisjordanie et Jérusalem Est, ce qui acte de fait la reconnaissance de l'existence d'une identité palestinienne ainsi qu'un soutien dans leur action diplomatique en vue de leur indépendance⁴¹. D'autre part, à Alger mi-novembre, l'OLP affirme sa détermination à trouver une solution politique à la question de Palestine dans le cadre du droit international et des résolutions de l'ONU et déclare l'indépendance de la Palestine dans les territoires occupés depuis 1967 avec Jérusalem Est comme capitale de l'Etat de Palestine⁴². En outre, quelques jours plus tard devant l'AG Onu, Y. Arafat réitère ces propos en insistant sur le droit du peuple palestinien à la liberté et l'indépendance et renonce à la résistance armée et au terrorisme. De tels propos sont salués par les Etats membres de l'AG, notamment les USA qui décident d'entamer un dialogue avec l'OLP. Enfin, l'AG Onu prendra acte de cette dynamique de l'OLP en décidant, dans sa résolution 43/176 du 15 décembre 1988, d'utiliser le terme « Palestine » dans les travaux et documents des Nations Unies au lieu d'OLP, ce qui tend à la reconnaissance d'une entité étatique et non plus seulement un mouvement de libération. Ce changement de statut autorise la Palestine à participer à de nombreuses activités au sein des Nations Unies, mais sans avoir le droit de vote ou de présenter de candidature⁴³.

Ainsi, ce nouveau contexte qui signale les larges progrès dans la reconnaissance des droits du peuple palestinien, du statut de la Palestine et d'un plan de paix, à travers

37 Comité..., op. cit., p. 172 et s. Il est à noter que chaque vote sur le fondement des recommandations du Comité enregistre un soutien croissant de la part des Etats de l'AG Onu, passant de 98 voix pour en 1980 à 126 voix pour en 1983. Ibid., p. 207.

38 Ibid., p. 169.

39 Mansour S., op. cit., point 45.

40 Laurens Henry, La question de Palestine, Tome 5, 1982-2001, Fayard, Paris, 2015, p. 191 et s.

41 Ibid., p. 213-216.

42 Baron Xavier, Les Palestiniens, Genèse d'une nation, Ed. du Seuil, Collection Point Histoire, Paris, 2003, p. 535-537.

43 Mansour S., op. cit., points 51 à 54.



l'idée d'une nouvelle conférence internationale, qui n'ira toutefois pas à son terme, sera remis en cause par l'occupation du Koweït par l'Irak en 1990 et par la guerre du Golfe en 1991, modifiant irrémédiablement les rapports de force dans la région, mais aussi au sein des Nations Unies, délaissées dans les années à venir, pour ce qui relèvera de la question de Palestine.

*Reflux de l'ONU sur la question de Palestine

Le second temps de cette longue séquence s'inscrit dans un contexte international évolutif au sein duquel les USA et Israël se rapprochent en projetant sur le Moyen Orient une vision stratégique qui met à distance les instances onusiennes sur la question de Palestine. Ce reflux se matérialisera essentiellement à travers le processus d'Oslo pendant la décennie 90. Le nouveau contexte international (dont la fin de la guerre froide) confère aux USA un rôle moteur, en décidant d'organiser, sans les Nations Unies, une conférence à Madrid en octobre 1991. Devenus ainsi les « médiateurs de ce conflit », ils organisent cette conférence sous leur propre agenda et celui des Israéliens. De fait, ces derniers exigent l'abrogation de la résolution de 1975, ce qui est fait le 16 décembre 1991, soldant le rôle des Nations Unies pour un certain temps⁴⁴.

Les négociations qui se poursuivent dans le cadre du « processus de paix d'Oslo » s'étendront de 1993 à 1998, puis en 2000-2001, sans que les droits du peuple palestinien ne soient réellement pris en compte. Gagner du temps, interpréter les textes, reculer les deadlines et imposer des « *facts on the ground* », toujours plus nombreux (entendre poursuivre la colonisation), conduit à la fragmentation du territoire de la Cisjordanie⁴⁵, à une population toujours plus séparée, notamment avec la construction du mur en 2002, et à une Autorité palestinienne -AP- (nom du nouvel organe décisionnaire) assez vite délégitimée. Les Palestiniens (notamment Y. Arafat), sachant qu'ils sont bloqués au CS Onu par le veto américain, misent sur ces discussions trilatérales pour obtenir quelques concessions, ce qui s'avèrera finalement un mauvais calcul, douchant l'espoir d'une paix juste et durable. La seconde Intifada débutée fin 2000, en réponse aux provocations israéliennes, cherchant à gagner du temps et/ou à interpréter les textes (habitude récurrente), ainsi que les attentats suicides des

diverses branches armées palestiniennes, provoquent un choc de souffrance et de répression jusqu'en 2005, mais aussi, paradoxalement, le retour de l'ONU à partir de 2002.

3-De 2002 à 2025 : l'ONU, entre avancées et impuissance

Lors de cette dernière séquence, l'ONU, redevenu un acteur de la question de Palestine, déclinera son action de manière différenciée à travers ses principaux organes. Si le CS persiste dans son blocage, l'AG Onu rehausse le statut de la Palestine alors que la Cour Internationale de Justice (CIJ) formule clairement le cadre juridique applicable. Tous demeureront néanmoins impuissants à agir concrètement.

*Le blocage du CS Onu

A compter de 2002, le CS adhère de manière explicite à la solution à deux Etats, comme en témoigne la résolution 1397 du 12 mars 2002. L'attachement du CS à la vision « *d'une région dans laquelle deux Etats, israélien et palestinien, vivent côte à côte, à l'intérieur de frontières reconnues et sûres* », sera consolidé avec la feuille de route de 2003. Elaborée par le Quartet, comprenant les Nations Unies, les USA, la Russie et l'UE, cette feuille de route envisage de mettre en œuvre la solution dite à « deux Etats », soit la reconnaissance par Israël d'un Etat palestinien en contrepartie de l'abandon de la lutte armée et du terrorisme par les Palestiniens. Bien que le CS ait endossé cette feuille de route, soit un cadre normatif visant à la relance du processus de paix, elle ne sera jamais mise en œuvre car Israël a toujours renâclé à l'idée de l'établissement d'un Etat palestinien. Il en sera également ainsi avec les neuf autres résolutions adoptées par le CS jusqu'en 2023⁴⁶, qui toutes conditionneront l'établissement d'un Etat palestinien à la reprise des négociations entre les deux parties, ce qui a pour conséquence de soumettre le droit à l'autodétermination du peuple palestinien à l'acceptation par la puissance occupante⁴⁷. En outre, si la solution à deux Etats est redevenue un cadre pertinent, elle aurait dû ouvrir sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine par l'ONU. Or, ce même CS (les USA principalement) a toujours estimé que toutes les conditions fixées par la Charte des Nations Unies

44 Résolution 46/86.

45 Les Accords d'Oslo II de 1995 prévoient de diviser la Cisjordanie en trois zones A, B et C, selon une logique « paix contre territoire », avec des ajustements en 1998, de sorte qu'Israël ne perde pas le contrôle sécuritaire et maintienne sa dépendance économique sur les TPO.

46 Resagui I., « Les Nations unies... », op. cit., p. 93.

47 Ibid.



pour qu'un Etat devienne membre de l'ONU ne sont pas complètement réunies et n'a donc jamais transmis de recommandations en ce sens à l'AG qui a le pouvoir de statuer définitivement sur l'admission. Le blocage clairement identifié des USA en 2011 reposait sur l'incapacité de l'AP à administrer le territoire palestinien, en contradiction avec le droit et la pratique internationaux. Ainsi est reconnu à un membre du CS, doté du droit de veto, de bloquer l'admission d'un Etat à l'ONU, c'est-à-dire dans le cas d'espèce de conférer indirectement à la puissance occupante israélienne une position en surplomb sur l'entité palestinienne, compte tenu du soutien inaltérable des USA à Israël. Pourtant, en décembre 2016, le CS Onu adoptera une nouvelle résolution⁴⁸, pour laquelle seuls les USA s'abstiendront, exigeant un arrêt immédiat et complet de toutes les activités de peuplement dans les TPO, y compris à Jérusalem Est. Cette résolution avait en son temps été considérée comme une vraie avancée car le CS était pour la première fois clair et ferme. Toutefois, ce texte arrivait à la fin du second mandat de B. Obama, donc bien tardivement pour pourvoir en assurer l'effectivité nécessaire. Et de fait, aucun acte tangible n'a par la suite été observé en application de cette résolution, démontrant que le droit cédait encore au rapport de force politique. Un tel déséquilibre au détriment du droit à l'autodétermination, sera reconduit en 2024 quand l'AP souhaitera à nouveau demander son admission en tant qu'Etat membre ; les USA, encore plus à ce moment, indéfectible soutien d'Israël, bloqueront une nouvelle fois la démarche en ayant recours à leur droit de veto⁴⁹.

Ainsi, le droit de veto a surtout été utilisé pour ne pas permettre l'application pleine et entière du droit à l'autodétermination. Or, dans un vote en décembre 2025, pour lequel les pressions étatsuniennes ont été fortes⁵⁰, le CS Onu a adopté la résolution 2803, le 17 novembre, en fai-

sant sien le Plan Trump⁵¹. Pour une fois le veto américain n'a pas été utilisé et pour cause le projet de résolution était de son fait, mais surtout aucun pays ne s'est opposé à ce plan qui nie complètement le droit international tel que posé par la Cour Internationale de Justice (CIJ)⁵² et le droit à l'autodétermination du peuple palestinien⁵³. Au-delà du fait qu'il s'agisse d'une première en ce qu'une résolution adjoigne en annexe le dit-plan, lequel consacre non seulement la mise sous tutelle coloniale de Gaza en vue de sa reconstruction mais aussi entoure d'incertitudes le chemin vers l'autodétermination de la Palestine, cette résolution consacre le droit du génocidaire à imposer ses conditions aux génocidés. Ce renversement du droit ne sera pas sans conséquence sur l'avenir du CS et probablement du droit international plus largement⁵⁴, du moins tant que les USA, Israël, certains Etats occidentaux complices et lâches ainsi que les pays du Golfe, cyniques, s'arrogeront le droit de décider pour l'ensemble des peuples.

*Le rehaussement de la Palestine par l'AG Onu

Si l'AG a accordé progressivement de nouveaux droits à la Palestine, elle n'a pas de compétence pour prononcer seule l'admission d'un Etat membre. Aussi, l'AP choisira en 2007 de demander son admission à l'Unesco, qui aboutira en 2011, dans la mesure où les conditions ne sont pas les mêmes qu'à l'ONU⁵⁵. Fort de cette « victoire », l'AP orientera désormais sa demande devant l'AG Onu autour d'une argumentation juridique fondée sur l'exercice du droit à l'autodétermination liée à la réalisation de la solution à deux Etats⁵⁶. Et de fait, la résolution 67/19 du 29 novembre 2012 de l'AG accorde à la Palestine le statut d'Etat non membre observateur⁵⁷. Certes, ce statut est inférieur à celui d'Etat à part entière mais lui permet de pouvoir adhérer à des traités internationaux, de devenir membre d'organisations internationales dont

48 Résolution 2334 du 23 décembre 2016.

49 Sur l'ensemble des moyens d'obstruction déployés par les USA et Israël, voir Chemillier- Gendreau M., op., cit.

50 Les USA ont mis en garde contre les risques de conséquences « graves » pour les Palestiniens en cas de non adoption de la résolution. « *Un coup de pression sur les Nations unies alors que la Russie a proposé dans la même journée son propre projet de résolution* », rapporte agence Reuters, cité par L'Orient le jour, 14 novembre 2025.

51 Résolution S/RES/2803 du 17 novembre 2025, « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ». Voir le Monde diplomatique, novembre 2025.

52 Avis rendu le 19 juillet 2024.

53 Adoptée par 13 voix pour et 2 abstentions (Chine et Russie), cette résolution est très largement critiquée en tant que moyen d'assurer le renouvellement de la domination coloniale d'Israël sur Gaza mais aussi sur la Cisjordanie, sous la couverture d'une résolution onusienne, tout en bafouant totalement le droit international. Voir notamment le communiqué d'un groupe d'experts des Nations Unies « *Palestine : Any peace plan must respect international law, beginning with self-determination and accountability* », publié le 3 octobre 2025.

54 Voir Charvin Robert, « Qui veut tuer le droit international ? », L'Humanité magazine 9 au 22 octobre 2025, p. 48-50.

55 Resagui I., « Les Nations unies... », op. cit., p. 100.

56 Les Palestiniens ont aussi des pistes juridiques à faire valoir, trop souvent peu audibles. A titre d'exemple, Palestine and International Law, New Approaches, Proceedings on the conférence held in Birzeit University on 24-26 septembre 2010, Birzeit University Institute of Law, 2010.

57 A/RES/67/19, AG Onu du 29 novembre 2012.



les instances de justice⁵⁸ et de maintenir la solution dite à deux Etats comme un horizon possible. Toutefois, la partie israélienne a toujours été très hostile à cette perspective, ce qui a été rappelé dans une note d'un *think tank* proche du gouvernement israélien en 2025. Dans ce document, il est clairement indiqué que la « *création d'un État palestinien ne peut être imposée par les tribunaux internationaux ou les résolutions de l'ONU : elle ne peut être réalisée que par des négociations mutuelles et un processus graduel de mise en place d'institutions palestiniennes. L'ONU doit reconnaître qu'il n'existe pas de raccourci vers la création d'un État palestinien. L'attaque du 7 octobre a détruit les derniers vestiges de confiance entre les Israéliens et les Palestiniens épris de paix* »⁵⁹.

Il est incontestable que malgré certaines avancées significatives, le chemin vers l'autodétermination du peuple palestinien demeure encore semé d'embûches, voire de franches hostilités politiques⁶⁰, et la reconnaissance par une dizaine d'Etats de l'Etat de Palestine fin 2025 n'en a pas modifié la perspective car elle demeure sans effet politique concret. Cependant, la justice internationale a clairement formulé l'état du droit et ce n'est pas sans doute pas la moindre des éclaircies dans le ciel assombri de la Palestine.

*Un sursaut tardif, la justice internationale au secours de l'ONU ?

En tant qu'organe des Nations Unies, la justice internationale incarnée par la CIJ, a aussi été amenée à s'intéresser à la Palestine, de manière un peu tardive ; la Palestine n'étant pas un Etat au sens du droit international, avant l'avis rendu en juillet 2004⁶¹. Cet avis consultatif emporte plusieurs conséquences notamment en acceptant d'instruire le dossier, ce qui signifiait la reconnaissance par la CIJ, que seuls les Etats sont habilités à saisir, de l'existence de l'Etat de Palestine. En outre, en constatant l'illégalité de la construction du mur commencée en avril 2002, l'avis de la CIJ estime que non seulement il doit être stoppé et déconstruit, mais que les Etats ne doivent au-

cunement prêter assistance à son édification. Or, comme souvent, la nature consultative de l'avis ne conduit à aucune obligation juridique stricte, ni pour les Etats, ni pour Israël qui ne rendra jamais compte de ce qui a été fait pour stopper la construction. Au contraire, sur le terrain force est de constater que l'édification du mur sera poursuivie de sorte à être quasiment finalisée en 2025, encerclant des villages et des villes palestiniens, en en séparant d'autres, en accaparant des terres sous prétexte de la sécurité d'Israël. Aucune action concrète n'a été envisagée afin de contraindre Israël à se conformer à cet avis, pas davantage que les autres avis rendus par la CIJ.

Ainsi, en plein génocide à Gaza, la CIJ rend un nouvel avis en juillet 2024 sur une demande de l'AG Onu, formulée deux ans plus tôt⁶². Il s'agit, dans ce cas d'espèce, au-delà de tirer des conséquences relatives à la situation immédiate à Gaza⁶³, de surtout formuler un cadre juridique sur les principaux aspects constituant le « conflit entre Israël et Palestine » dans la situation post-1967, soit celle de l'occupation, de la colonisation et de l'annexion des territoires palestiniens. Cet avis est sans ambiguïté sur l'illicéité de l'occupation qui aboutit à l'annexion de larges portions du territoire palestinien et ce faisant viole le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Pour la Cour, Israël n'a aucun droit à souveraineté sur le TPO et les Accords d'Oslo ne peuvent servir de fondement au maintien de l'occupation israélienne pour des raisons de sécurité. D'autres pratiques israéliennes sont aussi considérées comme illégales par la Cour aboutissant à l'instauration d'un cadre législatif discriminatoire à l'encontre de la population palestinienne qui s'apparente à un système d'apartheid. Les conclusions de la Cour enjoignent Israël à cesser toutes activités de colonisation et d'occupation et à cesser toutes pratiques d'apartheid. Enfin, cet avis souligne clairement les obligations qui incombent à tous les Etats Membres de l'ONU ainsi qu'aux organisations internationales de ne plus soutenir, aider ou porter assistance à Israël, notamment « *ne pas entretenir de relations économiques ou commerciales de nature à renforcer la présence illicite* ».

58 L'AP a ratifié environ 100 traités internationaux et a adhéré à 21 organisations internationales, dont la Cour Pénale Internationale depuis avril 2015.

59 « *Statehood cannot be enforced by international courts or UN resolutions: it can only be achieved through mutual negotiations and a gradual process of Palestinian institution-building. The UN must recognize that there is no shortcut to Palestinian statehood. The October 7 attack has demolished the remnants of trust between peace-loving Israelis and Palestinians* », Galiberti Olimpia, Spinillo Alessandro and Tucker Andrew, *The Future of the « Occupied Palestinian Territory » : Will Common Sense Return to the United Nations ?*, The Hague Initiative for International Cooperation, February 2025, p. 48.

60 Le ministre des finances israélien B. Smotrich dira même en 2023 « que le peuple palestinien n'existait pas », ce qu'Israël avait pourtant reconnu en 1993, cité par Chemillier-Gendreau M. op. cit., p. 73.

61 « *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé* », avis rendu le 9 juillet 2004.

62 « *Conséquences juridiques découlant de politiques et pratiques d'Israël dans le PTO, y compris Jérusalem-Est* », avis rendu le 24 juillet 2024.

63 Dubuisson François, « La mobilisation de la CIJ dans la question de Palestine », *Recherches Internationales* n° 133, Été 2025, p. 115-116 et Maison Rafaëlle, « La CIJ. L'impératif du retrait israélien des territoires occupés », *Orient XXI*, 16 septembre 2024.



d'Israël dans le TPO » et doivent « *prendre toute mesure pour empêcher les échanges commerciaux et investissements* » qui iraient dans ce sens. La résolution de l'AG Onu du 18 septembre 2024 (A/RES/ES-10/24), appuyée sur cet avis, a accordé un délai de 12 mois à Israël pour se mettre en conformité avec le droit ainsi énoncé, ce qui n'a pas été le cas, pas davantage que les potentielles sanctions prises par des Etats ou par le CS Onu à l'encontre d'Israël afin de le contraindre à respecter l'entière du droit international clairement formulé. Comme pour l'avis de 2004, celui de 2024 demeura sans suite en l'absence d'une volonté politique d'assumer les conclusions de la CIJ, donc, dans ce cas précis, faire respecter le droit international c'est-à-dire, mettre fin à un ordre colonial, soutenu par une grande partie de l'Occident, au détriment des droits du peuple palestinien.

Enfin, la justice internationale a aussi été mobilisée dans le contexte spécifique de la guerre à Gaza depuis octobre 2023, contexte qui est devenu en 2025 cardinal et dont l'issue impactera l'avenir de la Palestine toute entière. Ainsi, la CIJ a d'abord été saisie par l'Afrique du Sud aux fins de l'application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la Bande de Gaza, donnant lieu à trois ordonnances de janvier à mai 2024⁶⁴. Une seconde affaire initiée par le Nicaragua contre l'Allemagne en mars 2024 a visé les manquements allégués à certaines obligations internationales relativement au TPO⁶⁵. En outre, à l'initiative de la Norvège en décembre 2024⁶⁶, l'AG Onu a demandé à la CIJ de rendre un avis concernant les « *obligations d'Israël en ce qui concerne la présence et les activités de l'ONU, d'autres organisations internationales et d'Etats tiers dans les TPO et en lien avec celui-ci, les obligations d'Israël relatives aux activités de l'ONU à Gaza* »⁶⁷.

Sans entrer dans les détails de chaque ordonnance ou avis, il est possible d'observer que la saisine de la CIJ a rarement été aussi fréquente sur une même « affaire » en un laps de temps si réduit. La Cour a surtout assumé son

rôle de dire le droit en réaffirmant les sources incontournables de ce qui ordonne depuis si longtemps le cœur de ce conflit, tout en s'appuyant sur l'actualité dramatique. Ainsi, la Cour fait reproche à Israël de s'engager sur une pente génocidaire répréhensible ou de manquer gravement à ses obligations en matière humanitaire, notamment en entravant la fourniture alimentaire et médicale⁶⁸. Cependant, aucune de ces décisions n'a conduit Israël à modifier son comportement et sa politique à l'égard de Gaza ou de la Palestine plus largement, soulignant une forme d'impunité et suggérant que le droit international, certes essentiel en tant que boussole d'humanité, n'est pas en mesure d'être appliqué faute de moyens spécifiques et de volonté politique. Ce qui soulève une question non négligeable : si le droit international est si peu effectif, pourquoi Israël et les USA déploient autant d'efforts pour tenter de l'évacuer en adoptant des sanctions contre la CIJ (USA) ou en proférant des injures contre les juges (Israël) ?

Il est d'ailleurs intéressant de noter que d'autres instances des Nations Unies font l'objet de telles critiques virulentes, comme le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme, notamment sa rapporteuse spéciale *pour les territoires palestiniens occupés depuis 1967*, F. Albanese. Les quatre rapports rendus publics⁶⁹ ont en effet étayé de manière précise non seulement les exactions commises par Israël à Gaza mais aussi les pratiques coloniales et d'occupation plus larges et anciennes et établit les chaînes de responsabilités des Etats et autres instances internationales, débouchant sur une réprobation large de la part des USA et d'Israël. Comme le reste du droit énoncé par la CIJ, ces rapports déterminent largement les cadres juridiques ainsi que les éléments d'explication documentés de cette guerre génocidaire tout en posant aussi les références juridiques ordonnant la manière dont le « conflit entre Israël-Palestine » pourrait prendre fin, et c'est là, sans doute là la source de l'hostilité d'Israël et de USA à l'endroit de ces instances onusiennes.

64 La première ordonnance est en date du 26 janvier, la seconde du 28 mars et la troisième du 24 mai 2024, « [Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza \(Afrique du Sud c. Israël\)](#) ».

65 La demande du Nicaragua porte essentiellement sur la responsabilité des Etats dans le crime de génocide et sur la cessation des livraisons d'armes « [Manquements allégués à certaines obligations internationales relativement au Territoire palestinien occupé \(Nicaragua c. Allemagne\)](#) ».

66 Résolution 79/232 du 19 décembre 2024.

67 Rendu le 28 octobre 2025, cet avis, centré spécifiquement sur la guerre à Gaza, a clairement déclaré que les accusations portées par Israël à l'endroit de l'UNRWA étaient sans fondement et a ordonné la levée de cette entrave contraire au droit international. La CIJ constate également dans son avis l'utilisation de la famine comme arme de guerre dans la bande de Gaza et exhorte Israël à assurer les « *besoins primaires* » de la population gazaouie. Enfin, la CIJ a aussi statué sur le devoir de non-entrave de l'assistance médicale fournie par les organisations humanitaires.

68 Dubuisson F., op. cit., p. 120.

69 1^{er} juillet 2024, « Anatomie d'un génocide » ; 1^{er} octobre 2024, « L'effacement colonial par le génocide » ; 3 juillet 2025, « D'une économie d'occupation à une économie de génocide » et 20 octobre 2025 « Le génocide de Gaza : un crime collectif ».

Parcourir 80 années de l'ONU au regard de son activité à l'endroit de la Palestine revient à dessiner un tableau impressionniste, où le caractère éphémère de la lumière (quelques avancées certaines) produit trop peu d'effets sur les objets (impuissances manifestes) signalant que le droit, bien qu'établi de manière indiscutable, cède trop souvent devant le rapport de force politique. Cette forme de complicité au profit du plus fort tient en grande partie à la structure décisionnelle du CS Onu, qui autorise ce rapport de force comme l'illustre de façon certaine la résolution 2803 de novembre 2025⁷⁰, en bafouant le droit que cette instance est censée appliquer et mettre en œuvre⁷¹. Dans le cas qui nous occupe, les désillusions sont donc grandes pour les Palestiniens, mais aussi les juristes, les militants du droit et l'opinion publique désorientée, qui constatent avec effroi que les USA et Israël, adossés à la complicité des Etats occidentaux et arabes, font prévaloir le droit de la force sur la force du droit, laissant prospérer un rapport colonial de domination en lieu et place d'un rapport de coexistence. Et en conséquence, c'est l'ensemble de l'édifice ONU/droit international qui vacille⁷², découvrant un ordre fondé sur des règles (*rules based orders*)⁷³ loin d'être neutres en ce qu'elles matérialisent et pérennisent une longue domination et surtout, propices à toutes les asymétries de pouvoirs. L'avenir n'est sans doute pas écrit, la société civile est toujours présente, elle veille et s'insurge car au fond c'est elle qui peut jouer un rôle décisif comme l'entend le préambule de la Charte « *Nous, peuples des Nations Unies...* ».

Raphaël Porteilla

Professeur de science politique à l'Université de Bourgogne-Europe, enseigne le droit constitutionnel et les relations internationales depuis plus de 30 ans.

Il a travaillé sur l'Afrique du Sud post-apartheid et depuis 20 ans sur le conflit israélo-palestinien auquel il a consacré plusieurs articles et organisé plusieurs colloques.

70 Une résolution sur le Sahara occidental a été adoptée le 31 octobre 2025 ([S/RES/2797](#)) qui va dans le même sens d'un bafouement du droit établi.

71 L'AG Onu pourrait dès lors s'inspirer d'une résolution ancienne, *United for peace* de 1950, afin de contourner le CS et décider à sa place dans la mesure où il n'est plus en capacité d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationale.

72 Voit Heurtaux Jérôme, *Le droit international est-il mort à Gaza ?*, Riveneuve, Paris, 2025.

73 Robert Anne-Cécile, *Le Monde diplomatique*, novembre 2024.



Le droit à la santé doit et peut être concrétisé : Médecine et recherche médicale à Cuba

Rémy Herrera

Résumé : *La santé est un droit fondamental de l'être humain, reconnu par de très nombreux instruments juridiques internationaux, régionaux et nationaux. Toutefois, dans une grande majorité de pays, y compris dans la première économie du monde, les États-Unis, son application est aujourd'hui loin d'être réalisée (Partie I). De nos jours, Cuba fait pourtant la démonstration que le droit à la santé doit et peut être non seulement concrétisé par les textes de statuts juridiques les plus élevés (Partie II), mais encore effectivement et efficacement matérialisé dans la réalité des cadres national (Partie III) et international (Partie IV).*

Abstract: *Health is a fundamental human right, recognized by numerous international, regional, and national legal instruments. However, in a large majority of countries, including the world's largest economy, the United States, its implementation is far from being realized (Part I). Today, Cuba demonstrates that the right to health must and can be not only concretized by the highest legal texts (Part II), but also effectively and efficiently materialized in the reality of both national (Part III) and international (Part IV) frameworks.*

Mots clés : *droit, santé, médecine, recherche, Cuba, socialisme, internationalisme, Charte des Nations Unies.*

Key words: *law, health, medicine, research, Cuba, socialism, internationalism, Charter of the United Nations.*

Introduction

Dans son article 55 alinéa 2 du chapitre IX intitulé « Coopération économique et sociale internationale », la Charte des Nations unies, adoptée le 26 juin 1945 lors de la conférence de San Francisco, affirmait qu'« [e]n vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, les Nations Unies favoriseront : 1. le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de

progrès et de développement dans l'ordre économique et social ; 2. la solution des problèmes internationaux dans les domaines économique, social, de la santé publique et autres problèmes connexes, et la coopération internationale dans les domaines de la culture intellectuelle et de l'éducation ; 3. le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion »¹.

La santé est en effet un droit fondamental de l'être humain, aux côtés d'autres droits humains également consacrés par ce traité déterminant les principes, objectifs, missions et pouvoirs de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Il est aujourd'hui reconnu par de très nombreux instruments juridiques internationaux, régionaux et nationaux. (Partie I). Toutefois, dans une large majorité de pays, y compris – de manière assez surprenante – dans le premier d'entre eux économiquement, à savoir les États-Unis, hégémonie du système mondial capitaliste actuelle (contestée, mais encore effective), l'application de ce droit est à l'heure présente loin d'être réalisée. Dans le cadre du socialisme, le peuple et le gouvernement révolutionnaires de Cuba démontrent néanmoins que le droit à la santé doit et peut être non seulement concrétisé dans les principaux textes juridiques d'un pays (Partie II), mais surtout effectivement et efficacement matérialisé dans les réalités à la fois nationale (Partie III) et internationale (Partie IV).

Le droit à la santé : reconnaissance juridique, application difficile

Dans le préambule de sa Constitution adoptée lors de la Conférence internationale de la Santé de New York en 1946, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), la plus haute instance dirigeante des politiques sanitaires au niveau international, définit la santé comme « un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consist[ant] pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité »². Et d'ajouter : « La possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain, quelles

¹ <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/full-text>.

² Voir : <https://www.who.int/fr/about/governance/constitution>.



que soient sa race, sa religion, ses opinions politiques, sa condition économique ou sociale. La santé de tous les peuples (...) dépend de la coopération la plus étroite des individus et des États. (...) Les gouvernements ont la responsabilité de la santé de leurs peuples ; ils ne peuvent y faire face qu'en prenant les mesures sanitaires et sociales appropriées »³. La santé y est ainsi définie, de façon large, comme « la jouissance du meilleur état de santé possible », tandis que les principes de ce droit sont énumérés en tant que développement sain de l'enfant, de même que les mesures à prendre par les États afin d'assurer une santé adéquate de tous. Il s'agissait ici de la première affirmation dans un cadre juridique international, après la Charte des Nations unies de 1945, d'un droit à la santé établi comme « droit humain fondamental et inaliénable » que les États sont tenus de protéger et promouvoir.

Dans son article 25 portant sur les droits économiques, sociaux et culturels, la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 10 décembre 1948 à Paris, base éthique et source juridique des droits humains toujours en vigueur, mentionne le droit à la santé en ces termes : « 1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux, ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté. 2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales »⁴. L'interdépendance des droits soulignée par cette Déclaration établit pour les États une « responsabilité [allant] au-delà de la fourniture de services de santé pour s'attaquer aux déterminants de la santé, tels que la fourniture d'une éducation adéquate, d'un logement, d'une alimentation et de conditions de travail favorables », déterminants qui sont « des droits de l'homme en soi et nécessaires à la santé », y compris la protection de la santé au travail.

Le droit à la santé a depuis lors été consacré, en particulier, par l'article 5 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

de 1965 (« (...) les États parties s'engagent (...) à garantir le droit de chacun (...) à la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels, notamment au droit à la santé, aux soins médicaux, à la sécurité sociale et aux services sociaux »⁵), par les articles 11 et 12 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1979 (« Les États parties s'engagent à prendre toutes les mesures appropriées (...) afin d'assurer (...) les mêmes droits, et en particulier (...) [l]e droit à la sécurité sociale, notamment aux prestations (...) de maladie, d'invalidité (...) ou (...) de perte de capacité de travail, (...) [l]e droit à la protection de la santé (...) [et] en vue de leur assurer (...) les moyens d'accéder aux services médicaux »⁶) et par l'article 24 de la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989 (« Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant de jouir du meilleur état de santé possible et de bénéficier de services médicaux et de rééducation » et « prennent des mesures pour [r]éduire la mortalité parmi les nourrissons et les enfants ; [a]ssurer à tous les enfants l'assistance médicale et les soins de santé nécessaires (...) ; [l]utter contre la maladie et la malnutrition, (...) grâce notamment à l'utilisation de techniques aisément disponibles et à la fourniture d'aliments nutritifs et d'eau potable, compte tenu des dangers et des risques de pollution du milieu naturel »⁷).

Il en va de même d'instruments régionaux relatifs aux droits de l'homme, comme, par exemple, l'article 11 de la Charte sociale européenne de 1961 – adoptée donc avant la première des trois conventions citées ci-dessus – (« en vue d'assurer l'exercice effectif du droit à la protection de la santé, les parties contractantes s'engagent à prendre (...) des mesures appropriées tendant notamment à éliminer (...) les causes d'une santé déficiente ; à prévoir des services de consultation (...) [pour] l'amélioration de la santé et le développement du sens de la responsabilité individuelle en matière de santé ; à prévenir (...) les maladies épidémiques, endémiques et autres »⁸). Tel est également le cas de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981 (« Les États parties de la présente Charte s'engagent à prendre les mesures nécessaires en vue de protéger la santé de leurs populations et de leur assurer l'assistance médicale en cas de maladie »⁹) ou, de manière plus indirecte, du Protocole additionnel à

3 *Idem*.

4 <https://www.ohchr.org/en/human-rights/universal-declaration/translations/french>.

5 <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/international-convention-elimination-all-forms-racial>.

6 <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/convention-elimination-all-forms-discrimination-against-women>.

7 <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/convention-rights-child>.

8 <https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list?module=treaty-detail&treatynum=035>.

9 https://au.int/sites/files/treaties/african_charter_on_human_and_peoples_rights_f.pdf.



la Convention américaine relative aux droits de l'homme de 1988 (« Toute personne a le droit de vivre dans un environnement salubre et de bénéficier des équipements collectifs essentiels »¹⁰).

Partie intégrante de la Charte des droits de l'homme, aux côtés de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), traité multilatéral adopté le 16 décembre 1966 par l'Assemblée générale de l'ONU, entré en vigueur en janvier 1976 et désormais ratifié par 171 États, requiert des États membres qu'ils agissent en vue d'assurer le plein exercice des « droits économiques, sociaux et culturels », et spécialement le droit à la santé. Dans un cadre général posant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et contenant l'ensemble juridique international le plus complet sur le droit à la santé, l'article 9 de ce Pacte énonce le droit à la sécurité sociale, l'article 10 la protection de la famille et la maternité, l'article 11 le droit à un niveau de vie suffisant et à la sécurité alimentaire et l'article 12, enfin, le droit à la santé, à la sécurité sanitaire et à une couverture maladie universelle. Ce dernier article précise : « 1. Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit qu'à toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre. 2. Les mesures que les États parties au présent Pacte prendront en vue d'assurer le plein exercice de ce droit devront comprendre les mesures nécessaires pour assurer : a) la diminution de la mortalité et de la mortalité infantile, ainsi que le développement sain de l'enfant ; b) l'amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle ; c) la prophylaxie et le traitement des maladies épidémiques, endémiques, professionnelles et autres, ainsi que la lutte contre ces maladies ; d) la création de conditions propres à assurer à tous des services médicaux et une aide médicale en cas de maladie »¹¹.

Quant à lui, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CODESC) établit que « la santé est un droit fondamental de l'être humain, indispensable à l'exercice des autres droits de l'être humain. Toute personne a le droit de jouir du meilleur état de santé susceptible d'être atteint, lui permettant de vivre dans la dignité. La réalisa-

tion du droit à la santé peut être assurée par de nombreuses démarches, qui sont complémentaires, notamment la formulation de politiques en matière de santé ou la mise en œuvre de programmes de santé »¹².

La Déclaration d'Alma-Ata (aujourd'hui Almaty au Kazakhstan) adoptée lors de la conférence de l'OMS sur les soins de santé primaires du 12 septembre 1978 reconnaissait que « les inégalités flagrantes dans la situation sanitaire des peuples, aussi bien entre pays développés et pays en développement qu'à l'intérieur même des pays, sont politiquement, socialement et économiquement inacceptables et constituent de ce fait un sujet de préoccupation commun à tous les pays »¹³. Le droit à la santé figure aussi dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne de 1993¹⁴, dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994¹⁵, mais également dans la Convention relative aux droits des personnes handicapées de 2006, qui affirme que ces dernières « ont le droit de jouir du meilleur état de santé possible sans discrimination fondée sur le handicap » et que les États doivent offrir à ces personnes la même « gamme, qualité et niveau de soins de santé, ainsi que les services spécifiques requis pour la prévention, l'identification et la gestion du handicap »¹⁶.

Ajouté à ceci, force est ici de reconnaître que le droit à la santé est « lié à d'autres droits de l'homme et dépend de leur réalisation : il s'agit des droits énoncés dans la Charte internationale des droits de l'homme, à savoir les droits à l'alimentation, au logement, au travail, à l'éducation, à la dignité humaine, à la vie, à la non-discrimination et à l'égalité, le droit de ne pas être soumis à la torture, le droit au respect de la vie privée, le droit d'accès à l'information et les droits à la liberté d'association, de réunion et de mouvement. Ces droits et libertés sont des composantes intrinsèques du droit à la santé »¹⁷.

De surcroît, un nombre aujourd'hui considérable de dispositions constitutionnelles nationales reconnaissent ce droit à la santé. Une soixantaine de Constitutions le mentionnent explicitement et une quarantaine d'autres s'y réfèrent indirectement. Un rôle est aussi imparti aux organismes et programmes de l'ONU, et spécialement à la

10 <https://www.cidh.oas.org/Basicos/French/c.sansalvador.htm>.

11 <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-economic-social-and-cultural-rights>.

12 <https://www.right-to-education.org/fr/resource/comite-des-droits-economiques-sociaux-et-culturels-observation-g-n-rale-no-14>.

13 <https://www.who.int/fr/publications/i/item/WHO-EURO-1978-3938-43697-61471>.

14 <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/vienna-declaration-and-programme-action>.

15 <https://www.un.org/fr/conferences/population/lecaire1994>.

16 <https://www.un.org/disabilities/documents/convention/convoptprot-f.pdf>.

17 <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/full-text>.



fonction clé attribuée à l'OMS dans la réalisation du droit à la santé, ou à celle de l'UNICEF pour ce qui regarde spécifiquement les enfants.

Cependant, la reconnaissance du droit à la santé dans ces divers corpus juridiques ne suffit pas, loin s'en faut, à le réaliser dans les faits. Pour plusieurs milliards de personnes dans le monde, à commencer par les paysans pauvres et le petit peuple des bidonvilles urbains, la jouissance de ce droit demeure un idéal inatteignable. Presque partout, les inégalités d'accès aux soins sont criantes. Fort rares sont les pays où les populations bénéficient d'une pleine couverture santé. Cela tient, bien sûr, au fait que les différentes formes de politiques néolibérales, devenues la norme au Nord comme au Sud, compromettent le bien-être des peuples, mais également au fait que les secteurs de la santé sont actuellement dominés à l'échelle mondiale par des firmes pharmaceutiques transnationales dont l'objectif est de maximiser leurs profits privés, et non de satisfaire les besoins médicaux des individus.

La place du droit à la santé dans le corpus juridique cubain

Le gouvernement et le peuple révolutionnaires de Cuba socialiste refusent de considérer la santé comme une marchandise et s'efforcent de rendre effectif le droit à la santé, ailleurs souvent si incomplètement appliqué. Une telle vision renoue avec les grands textes juridiques, traités et déclarations des organisations internationales que nous avons mentionnés. Elle s'oppose ainsi à l'interprétation qu'en donne généralement les tenants néolibéraux actuels du capitalisme qui rejettent la mise en place d'une couverture universelle, dans la mesure où cela impliquerait des dépenses budgétaires considérablement accrues pour les États comme pour les organismes de sécurité sociale, et donc aussi des opportunités réduites d'accaparer des profits privés pour ceux qui s'enrichissent aux dépens de la santé d'autrui¹⁸.

Avant la Révolution de 1959, et malgré l'existence d'une certaine tradition scientifique ayant marqué l'histoire de Cuba, la société prérévolutionnaire était si inégalitaire et l'austérité telle dans la médecine qu'à l'époque, ces savoirs

ne profitaient quasiment pas à la population locale et ses retombées positives restaient largement inaccessibles à la grande majorité des Cubains. Ce n'est qu'avec la victoire de la Révolution que put être engagée l'édification d'un système de santé. Dès le début, la santé publique allait être placée au cœur de la stratégie de développement. En quelques années, sur le socle d'un système éducatif entièrement repensé, furent formés des chercheurs hautement qualifiés, et bâti un réseau d'infrastructures permettant de développer des productions pharmaceutiques et biotechnologiques destinées à en faire bénéficier le peuple cubain et, comme on va le voir, bien d'autres que lui¹⁹.

Après la victoire de la Révolution, une loi fondamentale fut décrétée le 7 février 1959, reprenant dans une large mesure les termes de la Constitution de 1940 – laquelle s'inspirait elle-même en partie de la Constitution espagnole de 1933 de la Seconde République et avait été adoptée à Cuba dans un moment historique particulier du pays au cours duquel des ministres communistes avaient participé au gouvernement et influencé la rédaction du nouveau texte constitutionnel pour lui donner une teinte progressiste. Ainsi, l'article 80 de cette Constitution de 1940 précisait que « l'aide sociale sera mise en place sous la direction du ministère de la Salubrité et de l'Aide sociale [en espagnol « Ministerio de Salubridad y Asistencia Social »²⁰], qui l'organisera au moyen de la législation appropriée et lui fournira les réserves nécessaires avec les fonds qu'il déterminera »²¹.

Ce n'est pourtant qu'avec la première Constitution révolutionnaire, celle adoptée le 24 février 1976 à la suite du référendum organisé le 15 février de la même année et du premier Congrès du Parti communiste de Cuba de 1975²², que, pour la toute première fois, le droit à la santé fut officiellement consacré sur l'île. Au chapitre VI, l'article 49 de la Constitution de 1976 stipulait que « [t]oute personne a droit à des soins et à la protection de sa santé. L'État garantit ce droit : en fournissant des soins médicaux et hospitaliers gratuits, grâce au réseau d'établissements de services médicaux ruraux, des polycliniques, hôpitaux, centres prophylactiques et de traitement spécialisé ; en offrant des soins dentaires gratuits ; en développant des programmes d'éducation et de sensibilisation à la santé, des examens médicaux périodiques, la vaccination génée-

18 Herrera (2025a).

19 Herrera (2025b).

20 https://www.ecured.cu/Evoluci%C3%B3n_del_Ministerio_de_Salud_P%C3%ABlica_de_Cuba.

21 <https://pdba.georgetown.edu/Constitutions/Cuba/cuba1940.html>.

22 <https://www.pcc.cu/1er-congreso-del-pcc>.



rale et d'autres mesures préventives contre les maladies. L'ensemble de la population coopère à ces programmes et activités par l'intermédiaire des organisations sociales et de masse »²³. Le droit à la santé était protégé par un principe d'égalité, fondement et condition de la jouissance des droits humains par les citoyens, et considéré comme intrinsèque au droit à la santé lui-même. La loi n° 41 du 13 juillet 1983 relative à la Santé publique a explicité les mécanismes d'organisation et de fonctionnement du système de santé cubain comme garanties de réalisation du droit à la santé²⁴.

Dans la nouvelle et actuelle Constitution de la République de Cuba entrée en vigueur le 10 avril 2019, la première mention du droit à la santé se repère à l'article 46 du chapitre V (intitulé « Droits ») de son titre V (« Droits, devoirs et garanties »), qui le place aux côtés d'autres droits fondamentaux, tels que le droit à la vie – non seulement celui de vivre, mais surtout celui de vivre dignement – : « Toutes les personnes ont droit à la vie, à l'intégrité physique et morale, à la liberté, à la justice, à la sécurité, à la paix, à la santé, à l'éducation, à la culture, aux loisirs, au sport et à son développement intégral »²⁵. L'obligation qui est faite à l'État de garantir les soins médicaux aux citoyens est solidaire d'autres droits. Corrélat au droit à la vie, celui à la santé constitue une étape dans l'accomplissement de la dignité humaine, elle-même valeur suprême reconnue constitutionnellement comme une condition indissociable de l'humanité²⁶.

Selon l'article 72 de ce même titre V de la Constitution de 2019, « la santé publique est un droit pour tous et il incombe à l'État de garantir l'accès, la gratuité et la qualité des services de soins, de protection et de rétablissement. Afin de rendre ce droit effectif, l'État met en place un système de santé accessible à tous les niveaux de la population et développe des programmes de prévention et d'éducation à la santé, auxquels contribuent la société et les familles. La loi définit les modalités de prestation des services de santé »²⁷.

Plus récemment, une nouvelle loi sur la Santé publique, abrogeant la précédente de juillet 1983, fut approuvée par l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire de Cuba le 20 décembre 2023²⁸. Les interconnexions avec la société comme avec les sciences nécessitent en effet d'actualiser la réglementation en vigueur afin d'approfondir les efforts d'optimisation des services de santé. L'extension de la protection des droits de l'homme exigeait ainsi de redéfinir le droit à la santé de façon à prendre position sur certaines questions morales fondamentales de la modernité, allant de la bioéthique, des multiples applications du progrès scientifiques et de la recherche sur les êtres humains jusqu'aux droits sexuels et reproductifs des personnes, aux théories du genre ou aux impacts des écosystèmes et des autres êtres vivants sur la santé humaine, en passant par le consentement éclairé, les dons d'organes et les transplantations, les dispositions relatives à la procréation assistée, à la fin de vie ou à l'éducation sexuelle et aux méthodes contraceptives ou de planning familial, entre autres sujets. Le but est de reconnaître des droits humains toujours plus complets, de renforcer l'efficacité de leur réalisation et de garantir la prestation de services contribuant au plus haut niveau possible de bien-être des individus et des communautés sur la base de valeurs humanistes.

Les principes du système national de santé à Cuba, appuyés sur une conception socialiste de la société, énoncent que la santé est un droit de la population, qu'elle relève de la responsabilité de l'État, que ses services touchent tous les citoyens de façon équitable, ses pratiques reposent sur une base scientifique solide et ses actions sont axées sur la prévention, mais également que la participation sociale est inhérente à son développement²⁹. Le caractère exclusivement public des établissements de santé cubains est confirmé par la loi. C'est elle qui assure une égalité des sexes, notamment grâce aux dispositions du Programme national de promotion de la femme et à celles de la Stratégie intégrale de prévention et de réponse aux

23 [https://es.wikisource.org/wiki/Constituci%C3%B3n_de_la_Rep%C3%BAblica_de_Cuba_\(1976\)](https://es.wikisource.org/wiki/Constituci%C3%B3n_de_la_Rep%C3%BAblica_de_Cuba_(1976)).

24 <https://extranet.who.int/mindbank/item/958>.

25 <https://www.granma.cu/file/pdf/gaceta/Nueva%20Constituci%C3%B3n%20240%20KB-1.pdf>.

26 En effet, cette même Constitution établit par son article 40 que « [l]a dignité humaine est la valeur suprême qui sous-tend la reconnaissance et l'exercice des droits et devoirs consacrés dans la Constitution, les traités et les lois » et en son article 41 que « L'État (...) reconnaît et garantit à chaque individu la jouissance et l'exercice inaliénables, imprescriptibles, indivisibles, universels et interdépendants des droits de l'homme, conformément aux principes de progressivité, d'égalité et de non-discrimination. Leur respect et leur garantie sont obligatoires pour tous » (voir : <http://www.cubadebate.cu/noticias/2019/04/09/descargue-la-constitucion-de-la-republica-de-cuba-pdf/>).

27 <https://www.granma.cu/file/pdf/gaceta/Nueva%20Constituci%C3%B3n%20240%20KB-1.pdf>.

28 <http://www.cubadebate.cu/noticias/2023/12/22/parlamento-cubano-aprueba-ley-de-salud-publica/>.

29 https://www.ecured.cu/Sistema_Nacional_de_Salud.



violences sexistes.

À Cuba, le droit à la santé implique que cette dernière soit accessible – chacun devant pouvoir bénéficier des personnels de santé, des infrastructures et des avantages prévus –, fondée sur un principe d'acceptabilité – c'est-à-dire de sensibilité, de respect et d'empathie –, mais également appuyée sur une vision éthique – les soins médicaux devant toujours être fournis de manière inconditionnelle, équitable, juste et non discriminatoire – et, enfin, de qualité. L'objectif majeur du système cubain est de produire le meilleur état de santé possible dans chacune des situations tout en générant une satisfaction maximale à la fois individuellement et socialement. Dès lors, tout patient se trouve protégé juridiquement de sorte qu'il ou elle devra se voir correctement informé(e) sur sa propre santé, être en mesure de décider en pleine connaissance de cause de suivre ou non un traitement, et bénéficier de soins dans la dignité.

La concrétisation du droit à la santé à l'échelle nationale : le système cubain

Parmi les premières décisions de la Révolution en 1959 figure celle de construire un système de santé, placé au cœur de la stratégie de développement et porté à un niveau exceptionnel pour un petit pays du Sud sans ressources naturelles – et, qui plus est, sous un embargo étasunien. Ce système se caractérise par sa nature publique, sa couverture universelle, son entière gratuité pour tous les soins – des simples consultations aux opérations chirurgicales les plus lourdes – et l'accent mis sur la prévention. Au nombre des mesures prophylactiques adoptées, citons : la protection materno-infantile, les campagnes d'immunisation, les consignes d'habitudes hygiéno-sanitaires et de modes de vie sains, les plans anti-paludisme, les formations dispensées à la population (aux gestes de premiers secours, comportements à adopter face à une catastrophe naturelle ou techniques de survie, par exemple). Une mobilisation des communautés est encouragée par la participation aux prises de décisions et aux tâches de santé elles-mêmes.

L'efficacité de ce système repose en particulier sur le modèle d'attention dit « du Médecin et de l'Infirmier de la Famille », en lien avec les demandes du peuple et les évolutions de son environnement. Ce programme est étendu à la totalité de la population, qui peut en bénéficier depuis les soins prénatals durant la grossesse jusqu'à l'assistance

au troisième âge, en passant par un suivi permanent et des diagnostics précoces au cours de la vie adulte. Les consultations médicales, qui ont lieu dans des cabinets situés au cœur même des lieux de vie communautaire, se réalisent sans le moindre échange monétaire ni aucune pression sur les médecins ou sur les patients (pas de nécessité de créer une patientèle pour les uns, ni de temps limité pour les autres). Des visites sont également régulièrement effectuées à domicile afin de suivre l'évolution de l'état de santé des personnes les plus vulnérables. Grâce à ce dispositif, les nombres de cas d'urgence, d'admissions à l'hôpital et d'interventions chirurgicales ont été réduits, maintes maladies épidémiques contenues, et les indicateurs de santé du pays hissés à des niveaux remarquablement satisfaisants. Cuba est de ce fait parvenue à éliminer la plupart des maladies infectieuses et/ou liées à la pauvreté et a acquis un profil sanitaire assez similaire à celui d'un pays développé du Nord.

Cuba consacre aujourd'hui plus de 6% de son PIB et 27% des dépenses budgétaires à la santé. L'île compte à l'heure présente 284 hôpitaux (dotés de près de 81000 lits, soit 7,5‰ habitants). Sur ce total, 91 sont équipés de services de soins intensifs, 26 spécialisés en pédiatrie, 18 en gynécologie-obstétrique et 16 dans les soins de la mère et de l'enfant. S'y ajoutent encore 436 polycliniques provinciales ou municipales et, associés à elles et répartis sur tout le territoire national, plus de 15000 centres de consultations, ainsi que des cabinets de stomatologie, des foyers pour jeunes mères, pour handicapés ou pour personnes âgées. Une approche humaniste priorise les soins destinés aux catégories en ayant le plus besoin. Tel est le cas des programmes materno-infantile et du troisième âge. Une attention spéciale est portée aux urgences médicales, ainsi qu'aux soins bucco-dentaires et ophtalmologiques. Le dispositif comprend également des programmes de lutte contre les maladies chroniques non transmissibles mais dominantes dans le profil épidémiologique de mortalité, et contre les maladies transmissibles pour limiter les facteurs de risques, circonscrire les épidémies ou poursuivre l'éradication par la vaccination. L'État n'a procédé à aucune privatisation ni fermeture d'institution médicale.

Dès que les conditions furent réunies, la recherche médicale a pu être impulsée. Lancée tôt après 1959, la reconstruction d'un système éducatif a permis de former les ressources humaines qui ont très vite été en mesure d'atteindre une masse critique de scientifiques hautement qualifiés. À la fin des années 1980, l'État ouvrit le Pôle



scientifique, un vaste complexe d'industries pharmaceutiques capables de fabriquer souverainement médicaments et vaccins indispensables, efficaces et peu coûteux, en intégrant le secteur prometteur des biotechnologies qui émergeait. Purent alors être produits sur l'île le premier interféron et les premiers anticorps monoclonaux de conception locale, aux multiples usages médicaux. Dans la continuité, le Centre d'ingénierie génétique et de biotechnologie, l'Institut Finlay et de très nombreux autres centres de recherche spécialisés furent créés. En 2012 était fondé le groupe BioCubaFarma, rassemblant ces diverses institutions. Parmi les produits distribués par ce conglomérat, mentionnons : le Heberprot-P, pour le traitement des ulcères ; le CIMAvax-EGF, qui ralentit la prolifération des cellules cancéreuses du poumon ; le VAXIRA, vaccin contre la leucémie et les cancers du côlon, de la prostate ou du sein ; le Policosanol PPG, utilisé contre le cholestérol ; le VA-MENGOC-BC, seul vaccin au monde efficace contre la méningite B ; ou le NeuroEpo, qui freine le processus neurodégénératif de la maladie d'Alzheimer.

D'après les données statistiques de la Banque mondiale³⁰, Cuba a dépassé les États-Unis sur la période 1960-2020 pour des indicateurs comme l'espérance de vie (aujourd'hui plus élevée) et le taux de mortalité infantile (désormais plus faible). L'ampleur et la cohérence de son système de santé lui ont permis de faire face à la pandémie de Covid-19 de façon plus humaine et efficace que beaucoup d'autres pays. L'information de la population a été marquée par la compétence et la transparence. Les protocoles prévoyaient, en particulier, la prise d'une formule d'interféron alpha-2B humain recombinant, mais aussi, pour les malades les plus gravement infectés, de plusieurs autres médicaments de production locale. Plus de 28000 étudiants en médecine furent déployés dans tout le pays pour réaliser des visites en porte-à-porte d'environ quatre millions de personnes chaque jour. Les recherches des équipes scientifiques aboutirent à la mise au point de vaccins cubains, administrés à la population. La pandémie de Covid-19 fut ainsi maintenue sous – relatif – contrôle à Cuba, avec un taux de létalité enregistré parmi les plus bas du monde.

Cuba exporte dans une soixantaine de pays des centaines de médicaments et vaccins inventés et fabriqués par ses chercheurs. Les laboratoires cubains ont tissé d'étroites coopérations dans le domaine des sciences médicales

avec de nombreux pays, y compris du Nord. Mais c'est surtout avec le Sud global et avec l'Est, spécialement au sein des BRICS – que Cuba a rejoint en janvier 2025 –, que ces coopérations se sont développées le plus fructueusement en termes d'exportations et de joint-ventures. Avec la Chine, les échanges en la matière s'intensifient depuis la décennie 2000. D'importants accords ont aussi été conclus avec la Russie. Pendant la pandémie, les vaccins cubains ont été achetés, en plus des deux pays cités précédemment, par le Vietnam, le Venezuela, l'Iran, l'Inde, le Pakistan ou l'Argentine, entre autres. Plus de 50 pays ont aussi acheté de l'interféron alpha-2B recombinant fabriqué à Cuba.

Toutes ces activités destinées à améliorer le bien-être non seulement de la population cubaine mais aussi d'autres peuples du monde s'effectuent malgré l'embargo des États-Unis contre l'île, privant cette dernière d'un accès normal aux ressources, marchés et transferts de connaissances. L'embargo impose aux exportateurs étasuniens d'acquiescer des licences spéciales et de respecter des procédures strictes et dissuasives. Les firmes étrangères s'aventurant à vouloir le contourner courent le risque d'être condamnées à de lourdes amendes par les tribunaux étasuniens en raison de son extraterritorialité. Après un net durcissement lors du premier mandat de Donald Trump, les sanctions sont restées pour l'essentiel en vigueur sous l'administration Biden, y compris durant la période de la pandémie de Covid-19 quand Washington a interdit à Cuba d'acheter des médicaments, de l'oxygène médical, des équipements destinés à sauver des vies humaines ou des intrants nécessaires à la fabrication locale de vaccins. En réduisant la disponibilité de tels produits, l'embargo a exacerbé les manques et menacé l'état de santé de la population, surtout des personnes les plus sensibles en accroissant leurs souffrances. Un drame humanitaire ne fut évité que par la volonté de l'État de maintenir son modèle socialiste garantissant à tous un accès gratuit à la santé. L'embargo est une grave violation des droits humains du peuple cubain et une entrave aux missions médicales menées en solidarité avec divers pays pauvres. Les États-Unis commettent un crime en limitant ainsi le droit à la santé.

En dépit de cette agressivité des États-Unis et de l'inhumanité de leur embargo, Cuba présente des indicateurs de santé inédits pour un pays du Sud et comparables à

³⁰ <https://data.worldbank.org/country/cuba>.



ceux des pays du Nord. Cela n'a été possible que grâce à la mise en œuvre d'une stratégie de développement planifiée par l'État accordant une priorité à la santé et à la recherche depuis le début des années 1960. Ces secteurs ont prospéré sans investissement privé ni concurrence exacerbée, ni obsession du profit, mais en étant financés par les budgets publics et intégrés à un système de santé placé au service du peuple. Leur essor s'appuie sur le dévouement des professionnels de santé, une saine synergie entre chercheurs et à une générosité à l'égard de tous les autres peuples de la planète. Cuba démontre qu'il est possible de prodiguer à sa population des soins de qualité et sans frais, mais aussi de partager ses ressources médicales au-delà de ses frontières, malgré des contraintes financières extrêmes. En cela, elle contribue à construire un monde meilleur où la santé ne serait plus une marchandise, cesserait de constituer le privilège des plus riches et deviendrait enfin, effectivement, un droit pour tous.

La concrétisation du droit au niveau international : les missions de solidarité cubaines

La solidarité internationale de Cuba en matière de santé se matérialise à l'heure présente par la présence dans 76 pays du monde de plus de 50000 professionnels, dont approximativement 50% de médecins. Son but n'est pas de disséminer une doctrine politique ou d'exercer une pression diplomatique, moins encore d'ouvrir des marchés ou de réaliser des profits ; il est d'améliorer concrètement et rapidement l'état de santé et la qualité de vie des populations aidées, ainsi que les conditions sociales du développement de leur pays, tout en affirmant des principes éthiques et appliquant des valeurs humanistes par et dans la pratique de la médecine. Les équipes sont envoyées là où il n'y a ni infrastructure sanitaire ni médecin local, donc le plus fréquemment dans des endroits reculés et difficiles d'accès. Les consultations et actes médicaux réalisés sont tous gratuits pour les patients des pays hôtes où, en général, un système privé exige des malades qu'ils soient assurés pour être soignés – soit l'inverse de la conception cubaine.

Après 1959, Cuba ne tarda pas à proposer son assistance sanitaire par des missions à l'étranger, et ce quelle que soit l'orientation politique des gouvernants des pays aidés. Ainsi, dès mai 1960, une toute première brigade médicale d'urgence fut fournie au Chili frappé par un tremblement de terre, alors que le président de ce pays était hostile à la

Révolution cubaine. Entre mai 1963 et juillet 1965 fut envoyée en Algérie la première brigade dite « permanente ». Depuis cette époque, des équipes, apportant avec elles des tonnes de médicaments, sont intervenues dans différents pays victimes de catastrophes naturelles ou d'épidémies. Lorsque l'ouragan Mitch dévasta l'Amérique centrale en octobre 1998, Cuba vint au secours des populations, et décida dès le mois suivant de mettre en place dans la région un Programme intégral de santé, puis de l'étendre progressivement à l'Amérique du Sud, l'Afrique, l'Asie et même l'Océanie. En 1999, à la suite d'inondations au Venezuela, 447 professionnels cubains partirent aider les sinistrés. Au Sommet du Millénaire de 2000, Cuba mit à disposition de l'OMS les personnels nécessaires à un plan d'envergure de lutte contre le sida en Afrique. Cette initiative conduisit à ouvrir dans plusieurs pays des structures où travaillent ensemble médecins cubains et africains.

L'année 2005 marqua un nouveau tournant. Après l'ouragan Katrina qui frappa les États-Unis en août, le gouvernement cubain mit sur pieds le Contingent Henry Reeve, composé de brigades de personnels mobilisables en 24 à 48 heures et spécialisés dans l'aide humanitaire médico-sanitaire aux victimes de catastrophes naturelles et d'épidémies à l'étranger. Malgré le différend politique les opposant, Cuba proposa d'envoyer des médecins aider les sinistrés aux États-Unis – une proposition restée sans réponse. Depuis la création de ce Contingent, plus de 88 brigades ont œuvré dans 56 pays. Leur effectif permanent dépasse 10000 professionnels de santé, tous volontaires et généralement très expérimentés. Après les séismes d'octobre 2005 au Pakistan, 2564 d'entre eux ont soigné pendant huit mois près de deux millions de victimes. Le Sri Lanka et l'Indonésie, frappés par un tsunami, reçurent aussi des brigades cette même année. Au début de la décennie 2020, 24 pays avaient signé un accord de Programme intégral de santé avec Cuba. Dans ces cas, l'assistance est axée sur les soins primaires et complétée par des dispositifs spécifiques destinés, notamment, à réduire la mortalité infantile ou lutter contre le sida. À ceci s'ajoutent 41 autres pays accueillant des missions permanentes – les équipes restant sur place deux ou trois ans avant d'être relayées. En 2010, les médecins cubains ont découvert et fait face à une épidémie de choléra en Haïti, où ils ont prodigué des soins à près de 400000 personnes. Courant 2014, Cuba réalisa une campagne de vaccination antipaludique dans 15 pays africains. En septembre de la même année, 265 volontaires cubains furent sélectionnés



et allèrent combattre Ebola au Sierra Leone, au Libéria et en Guinée – unique mission médicale au monde qui apporta une assistance directe aux malades. Plus de 2000 personnes furent soignées.

En avril 2003, le gouvernement d'Hugo Chávez lança la mission Barrio Adentro, un plan de médecine générale intégrale destiné à prodiguer des services de santé complets et gratuits à la population vénézuélienne grâce à l'envoi sur place de plus de 20000 médecins cubains. Cela se matérialisa par l'ouverture d'« hôpitaux du peuple » et de dispensaires pour les soins les plus urgents, rendant ainsi les soins accessibles à tous. Ont été incorporés au dispositif des centres pédiatriques, d'odontologie et d'ophtalmologie, ainsi que des laboratoires d'analyse, eux aussi gratuits. Aujourd'hui, cette mission compte environ 1600 unités de santé sur le territoire national, répondant aux besoins de soins primaires ou complexes de la population. Ce schéma fut complété par Barrio Adentro 2 en juin 2005 offrant aux citoyens, gratuitement, des centres de diagnostic et de rééducation ; par Barrio Adentro 3 en août 2005, consistant à élargir le réseau hospitalier dans les déserts médicaux ; et par Barrio Adentro 4 en 2006, pour ouvrir des hôpitaux spécialisés (comme en chirurgie pédiatrique). S'y ajoute Barrio Adentro Deportivo, qui vise à massifier les exercices physiques dans les communautés grâce à plus de 5000 professeurs de sport cubains. À partir de juillet 2004, dans le cadre de l'Alliance bolivarienne de notre Amérique (ALBA), Cuba avait initié la mission Milagro pour opérer – gratuitement – des personnes atteintes de cataractes ou d'autres maladies oculaires et incapables de financer ces opérations dans leur pays. Les premiers patients arrivèrent à Cuba en juillet 2005. Puis une cinquantaine de centres de santé ont été ouverts dans les pays d'Amérique latine et caribéens, avant qu'en septembre de la même année, la mission soit étendue à l'Afrique et à l'Asie. Depuis, plus de quatre millions de patients venus de 35 pays ont pu être soignés.

L'assistance de Cuba a aussi pris la forme de la création à l'étranger d'écoles de médecine fonctionnant grâce à la présence sur place de personnels cubains. Cette coopération dans l'enseignement a concerné près de 230000 étudiants en médecine, ayant ainsi bénéficié de formations cubaines. En 2006, Cuba lança un programme pour les Caraïbes dans le cadre de l'École d'infirmiers de la Dominique, ainsi que de centres similaires dans la Communau-

té caribéenne. Dès novembre 1998, l'École latino-américaine de médecine (ELAM) avait ouvert ses portes à La Havane afin d'offrir des formations en sciences médicales durant six années à de jeunes étrangers issus de familles défavorisées ou de minorités discriminées n'ayant pas les moyens de suivre un tel cursus dans leur pays. Les frais d'études sont pris en charge par des bourses d'enseignement supérieur octroyées par l'État cubain – certains étudiants participant au financement grâce à des bourses accordées par leur pays d'origine. Dotée d'auditoriums et de laboratoires modernes, l'ELAM débuta ses cours en février 1999. La première promotion de 1610 étudiants, venant de 18 pays, fut diplômée en août 2005. La condition exigée des étudiants est qu'une fois diplômés, ils acceptent de retourner exercer dans des quartiers pauvres ou des communautés ayant besoin de structures de soins dans leur pays. Il y a actuellement 11000 inscrits à l'ELAM, dont sont sortis avec un doctorat depuis sa création près de 40000 médecins, en majorité généralistes. Sont concernés plus de 140 pays, surtout latino-américains et africains, mais sont également là des étudiants étasuniens (la plupart afro-américains ou hispaniques).

Le ministère de la Santé publique (MINSAP) a comptabilisé 605000 missions accomplies dans le domaine médical entre 1960 et 2020 dans 165 pays, auxquelles ont participé plus de 326000 professionnels de santé. Au total, ces équipes ont réalisé plus de deux milliards de consultations, 14,5 millions d'opérations chirurgicales, 4,3 millions d'accouchements accompagnés et 12 millions de vaccinations d'enfants. Sur le sol africain, quelque 77000 médecins et infirmiers cubains ont effectué des missions dans une quarantaine de pays depuis 1963. La générosité et le désintéressement qui animent la vision cubaine de la santé, impulsée par la volonté politique d'un gouvernement et la conscience morale d'un peuple qui font passer la vertu avant le profit, en dépit de budgets publics contraints à l'extrême, peuvent être illustrés ici par un exemple. En 1990, Cuba décida d'accueillir plus de 26000 enfants ukrainiens âgés de cinq à 15 ans victimes de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl. Souffrant de cancers et/ou de malformations causés par les irradiations, ils furent tous soignés à l'hôpital pédiatrique de Tarará à La Havane – gratuitement, précisons-le. Ceux qui nécessitèrent des soins plus prolongés ont pu continuer à être pris en charge – toujours gratuitement –, même lorsqu'après le démantèlement de l'URSS, les nouveaux dirigeants de l'Ukraine se rangèrent derrière les États-



Unis.

Durant la pandémie, Cuba apporta également son aide à de nombreux pays étrangers, y compris du Nord. Avec l'arrivée dès 2020 de médecins et d'infirmiers en Italie, des Cubains menaient pour la première fois des missions sanitaires en Europe occidentale. Mi-2020, le gouvernement cubain répondait favorablement à la sollicitation de la France dont le besoin en personnel médical s'exacerba dans ses territoires d'outre-mer. Des brigades du Contingent Henry Reeve, composées de plus de 2600 professionnels – auxquels s'ajoutent 28000 médecins présents dans 59 pays au moment où éclata la pandémie –, furent envoyées combattre la Covid-19 dans une quarantaine de pays.

Une autre entrave que les États-Unis ont instaurée à l'essor du système de santé cubain a été l'encouragement à l'émigration de professionnels de ce secteur. Promu depuis Washington par les Départements d'État et de Sécurité intérieure à partir de 2006, et appuyé par la propagande d'organisations non gouvernementales et de médias anti-cubains à Miami, le programme appelé Cuban Medical Professional Parole visait à inciter à la fuite de cerveaux et à la désertion de personnels de santé cubains en mission à l'étranger en leur octroyant des visas pour émigrer aux États-Unis. Washington a assoupli ce dispositif en 2016, en même temps que la politique Wet Feet-Dry Feet appliquée depuis 1995 qui, en violation des accords migratoires passés, encourageait l'émigration illégale en réservant des modalités d'immigration préférentielles aux Cubains par l'octroi d'un titre de résidence permanente un an après leur arrivée sur le sol étasunien. L'administration de Washington fait par ailleurs pression sur des dirigeants de gouvernements étrangers pour en finir avec l'accueil de missions médicales cubaines chez eux. Malgré ce sabotage, Cuba poursuit son aide aux institutions internationales de santé, ainsi qu'aux peuples du monde qui en ont besoin.

Conclusion

La santé est un droit humain inscrit dans la Constitution cubaine et une conquête inaliénable de la Révolution socialiste, qui manifeste la volonté de l'État de renforcer le bien-être du peuple. Force serait, d'abord, de reconnaître le rôle significatif de Cuba dans l'accomplissement de ce droit pour sa propre population comme aussi pour de très nombreuses personnes dans le monde, ensuite de pren-

dre exemple sur l'exceptionnel sens de la solidarité que ce pays déploie depuis des décennies afin que puissent se multiplier de la part d'un maximum d'autres gouvernements des missions internationales en matière de santé à destination des populations qui le nécessitent et, enfin, de mettre immédiatement fin à l'embargo que l'administration des États-Unis impose unilatéralement à Cuba, en contradiction avec la lettre et l'esprit de la Charte des Nations Unies comme avec les résolutions successives de l'immense majorité des pays membres.

Bibliographie indicative

- Agresiones de Estados Unidos a Cuba (1979), 1787-1976, Editorial de Ciencias Sociales, La Havane.
- American Association of World Health (1997), *The Impact of the US embargo on Health and Nutrition in Cuba*, Washington D.C.
- Amin, Samir et Rémy Herrera (2005), « *Fifty Years After the Bandung Conference: Towards a Revival of the Solidarity Between the Peoples of the South?* », *Inter-Asia Culture Studies*, 6(4), 546-556, New York.
- Herrera, Rémy (2025a), *A People's History of Cuba: 1492-Present*, série Global University for Sustainability, Palgrave Mcmillan, New York.
- (2025b), « *Healthcare System and Pharmaceutical and Biotechnological Industries in Cuba, or How a Socialist Revolution Can Materialize* », miméo, CNRS UMR 8174 - Centre d'Économie de la Sorbonne, Paris.
- (2015), « *L'Internationalisme cubain, ou la révolution au-delà d'elle-même* », *Recherches internationales*, 104, 45-55, Paris.
- (2013), « *For the Respect of the Right of the Cuban People to Decide Its Future and for the Lifting of the US Embargo* », joint written statement (présenté par le CETIM et l'American Association of Jurists), United Nations Human Rights Council, 23^e session, Genève.
- (2010), *Les Avancées révolutionnaires en Amérique latine*, Parangon, Lyon.
- (2007), « *ALBA et droit au développement* », in T. Kunanayakam (dir.), *Quel développement ? Quelle coopération internationale ?*, Éditions CETIM-CRID-CNCD, Genève.
- (2006a) (dir.), *Cuba révolutionnaire - Économie et planification*, tome 2, L'Harmattan, Paris.



Reframing the Right to Peace: Challenges and Future Perspectives -

Jun Sasamoto

Abstract

This article re-evaluates the right to peace as a normative framework capable of transforming state-centered security into human-centered security. Drawing on the author's doctoral research on UN Human Rights Council deliberations leading to the 2016 UN Declaration on the Right to Peace, it situates the right within security theory and human security. The paper shows that UN debates were marked by contestation over individual versus collective rights, self-defense, and disarmament, resulting in a declaration limited to an individual right. It argues that this limitation reduces the right's transformative potential in addressing imperialism, militarization, and structural violence. Reframing the right to peace through Global South, anti-imperialist, and non-aligned movements, the article conceptualizes it as a post-imperial norm and demonstrates, through domestic court cases, its capacity to constrain militarized security policies.

Introduction

The *right to peace* seeks to transcend state-centered conceptions of security and instead pursue *human-centered security* in the face of political realities that prioritize peace through force and the security of states. In my doctoral dissertation in January 2025, I examined the significance of the right to peace within security theory by analyzing the deliberations of the United Nations Human Rights Council.

However, the right to peace remains merely *soft law* adopted by the United Nations, and many of its normative components are still ambiguous. Whether the creation of such a right can meaningfully contribute to an international society where the use of force remains pervasive is still an open question. My dissertation primarily analyzed the 2016 UN Declaration on the Right to Peace and assessed its implications, but in light of contemporary global challenges, this paper critically re-examines the 2016 declaration and explores possibilities for reframing and further developing the right to peace.

In this article, I draw upon the findings of my dissertation, *"The Impact of the Right to Peace on Security seen in*

the Deliberations in the United Nations," and, with an eye toward the realities of contemporary international politics, identify the challenges involved in repositioning the right to peace in relation to anti-imperialist, anti-colonial, anti-fascist, non-aligned, and Global South movements. The right to peace is a new normative language designed to constrain state violence and safeguard the security of peoples. It is not merely a component of human rights; it has the potential to become a foundational right capable of reconstructing the international order.

I. Significance of the Right to Peace in Light of Deliberations within the United Nations

My doctoral dissertation positioned the *Right to Peace* as a right that enables individuals to legally approach—and potentially place constraints on—the state's traditionally monopolized domains of military force and security. Its aim was to clarify the theoretical significance of this right within security studies.

Although previous scholarship generally treated the right to peace as a matter of human rights, systematic analyses from the perspective of security theory were scarce. This research therefore, situates the right to peace within the theoretical framework of *human security*, which shares the common objective of "freedom from fear," and analyzes the deliberative process leading up to the adoption of the 2016 UN Declaration on the Right to Peace to elucidate its relevance for security theory.

1-1 GENEALOGY OF SECURITY THEORY

Security theory is broadly divided into the state-centered concept of *national security* and the emancipatory orientation of *critical security studies*. Critical security theory (e.g., Ken Booth) sought not only to develop human security as a policy concept but to reconstruct the theoretical foundations of the relationship between the state and the individual. Because human security was proposed in 1994 within the UN as a policy initiative, it enumerated various forms of human insecurity but did not theoretically clarify the relationship between the state and individuals (as noted by Edward Newman).



Accordingly, this dissertation identified three unresolved theoretical issues within human security studies:

1. the security implications of the right to peace as an individual right;
2. whether the concept encompasses rights addressing structural conditions; and
3. whether the right to peace can transcend the framework of national security.

The dissertation examines these theoretical problems through an analysis of the UN deliberations on the Right to Peace.

1-2 HISTORICAL DEVELOPMENT OF THE RIGHT TO PEACE

Until the late nineteenth century, war and peace were exclusive prerogatives of states, and individual suffering was not incorporated into the international legal system. However, beginning with the 1898 Hague Peace Conference, the concept of *humanity* emerged as a normative limit on the state's war-making authority. This conference also marked the first formal international debate on what would become international humanitarian law.

The 1945 UN Charter articulated respect for human rights as a foundational principle, and subsequent development of international human rights treaties affirmed the “interdependence of human rights and peace.” It was within this historical trajectory that the right to peace became an agenda item within the United Nations.

1-3 ANALYTICAL FRAMEWORK—NORM THEORY AND CONSTRUCTIVISM

The analysis of UN deliberations in this study draws on constructivist norm research, specifically approaches that emphasize the role of *contestation* in the formation and evolution of norms.

Rather than focusing solely on the final adopted text, the research adopts an analytical framework that highlights the processes of learning and sharing normative meanings during deliberation. The criteria for analysis were:

1. the extent to which actors recognized the formation of normative meaning through contestation; and
2. the extent to which shared understandings emerged as a result.

The study also examines the role of *norm entrepreneurs* in norm formation—particularly NGOs such as the Span-

ish Society for International Human Rights Law (SSI-HL)—and evaluates the degree to which their proposed themes and concerns were reflected in the UN agenda.

1-4 ANALYSIS OF DELIBERATIONS WITHIN THE UN HUMAN RIGHTS COUNCIL

The eight years of deliberation (2008–2016) within the Human Rights Council revealed three principal areas of contestation:

First, whether the right to peace should be considered a *collective right of peoples* or an *individual right*.

The Advisory Committee initially proposed a collective right with an individual dimension, but governmental negotiations ultimately failed to reach consensus on collective rights, resulting in agreement only on an individual-rights formulation. NGOs emphasized the individual—human rights-based—dimension of the right to peace, shaping the UN debate.

Second, the relationship between the right to self-defense and the right to peace.

The United States opposed the recognition of a right to peace on the grounds that it could potentially restrict the exercise of the right of self-defense. Interpreting these statements in reverse, however, suggests that even when the use of force is lawful under Article 51, the right to peace could still function to limit the exercise of self-defense. Supporting states voted in favor of adoption while fully aware of this possible limitation.

Third, the relationship between the right to peace and existing disarmament regimes. Opposing states argued that disarmament should remain within the framework of existing institutions and treaties.

Statement by the Representative of the United States

“There are United Nations bodies and subsidiary organs that deal with disarmament issues—the Conference on Disarmament, the IAEA, the First Committee of the General Assembly, the UN Disarmament Commission, and the Security Council.

The draft declaration on the right to peace appears to interfere with the work carried out by these entities.



The approach taken in the draft risks creating confusion in the field of disarmament and could undermine the effectiveness of ongoing efforts pursued through bilateral approaches.”

Supporting states, however, endorsed the creation of a new right while recognizing that the right to peace could impose certain constraints upon such mechanisms and institutions.

1-5 SHARED NORMATIVE MEANINGS AND THEORETICAL SIGNIFICANCE FOR SECURITY STUDIES

The deliberations culminating in the 2016 UN Declaration on the Right to Peace produced a structural shift: individuals can now participate—through the exercise of rights—in a domain previously monopolized by the state. As a means of realizing human security, centered on “freedom from fear,” this framework offers a normative and institutional response to the emancipatory goals of critical security theory, even if expressed in abstract language.

By establishing the right to peace as an individual right, implementation becomes possible through UN Special Rapporteurs, working groups, future treaty-making processes, and individual communications procedures. At the domestic level, the constitutions and national laws will explicitly incorporate the right to peace, opening pathways for judicial review of violations of the right to peace.

The right also enables challenges to structural systems that produce human insecurity, potentially overcoming the “institutional dependency” inherent in human security frameworks. Regarding the relationship between national security and human security, the right to peace provides a theoretical basis for prioritizing the latter over the former in situations where they conflict. Judicial decisions in Japan and South Korea—such as those concerning U.S. military bases or the deployment of forces to Iraq—cite violations of the “right to live in peace,” demonstrating practical cases where human security could override state-centered security. A Costa Rican judgment also found nuclear-related legislation unconstitutional on the grounds of violating the right to peace.

1-6 ACADEMIC CONTRIBUTIONS

Through this analysis, the dissertation positions the right to peace as a *legal form through which human security can be realized as an individual right*. Its core contribution lies in

institutionalizing the relationship between individuals and the state as one of rights and obligations, thereby opening possibilities for ensuring human security beyond the limits of national security.

The right to peace is conceptualized as a modality through which individuals can influence existing orders and institutions, offering a theoretical and practical framework for transcending state-centered security. By elucidating the process through which normative meanings were learned and shared through contestation, the dissertation advances a theoretical horizon for the right to peace—one that addresses the gap in human security theory concerning the “theorization of security”—and thereby constitutes a significant scholarly contribution.

II Reframing the Right to Peace in the Context of Anti-Imperialism, Decolonization, Anti-Fascism, Non-Alignment, and Global South Movements

2-1 LIMITATIONS OF THE 2016 UN DECLARATION

In my doctoral dissertation, *The Impact of the Right to Peace on Security seen in the Deliberations in the United Nations* (2025), the primary focus of analysis was the declaration adopted by the UN General Assembly in 2016. The right to peace endorsed at that time was limited to an *individual* right to peace; the collective dimension—the *right of peoples to peace*—strongly opposed by Western states, was excluded from the final text. As a result, the 2016 declaration made almost no progress with respect to collective rights.

Because the 2016 declaration was negotiated through a consensus-seeking procedure, most of its final content was confined to what had historically been accepted within the UN. Thus, perspectives central to the 1978 and 1984 declarations—such as resistance to the arms race and concrete disarmament provisions—were not carried over into the 2016 text.

However, contemporary struggles—global movements opposing U.S. imperialism, transnational mobilizations within the Global South, and resistance against military alliances—cannot be adequately addressed by a right to peace solely as an *individual* right. If the right to peace is interpreted only as an individual remedial right, it risks being reduced to a mechanism of personal relief, making it difficult to develop it into a legal tool capable of transforming the institutional structures of security.



For this reason, it is necessary to reconsider the development of a *collective*, peoples-based right to peace. Nonetheless, the 2016 deliberations did reveal important conceptual points that apply to both individual and collective formulations of the right to peace: namely, the articulation of rights against structural sources of violence and the possibility of transcending the framework of state-centered national security.

When considering the collective right to peace, it is also essential to recognize developments outside the United Nations. UN declarations are state-driven international instruments adopted by government representatives. Yet rights also function as *social norms* embedded in societal movements. Declarations issued by NGOs—such as the 1976 Algiers Declaration, the 1998 Asian Human Rights Charter, and the 2010 Santiago Declaration—together with the 1986 African Charter on Human and Peoples' Rights, not only influenced UN deliberations but also played concrete roles within anti-imperialist, decolonial, and social justice struggles.

Within the UN system, state interests, diplomatic compromises, and past consensus norms constrain outcomes. Thus, collective formulations of the right to peace may not be adopted—even if they reflect the demands of peoples and movements. Furthermore, even when such rights are recognized at the UN level, they do not necessarily correspond directly to the aspirations of Global South states and communities engaged in anti-imperialist and decolonial struggles.

Indeed, major Global South initiatives such as the 1986 UN Declaration on the Right to Development and the 2018 UN Declaration on the Rights of Peasants were adopted without consensus, due to opposition from Western states. Therefore, it is necessary to advance both dimensions of the right to peace—its *individual* and *collective* forms—and to further develop the right as a *social norm* embodied in peoples' struggles.

In particular, given the realities of contemporary warfare, mass atrocities, and violent conflict, this paper aims to re-conceptualize the right to peace within the broader currents of anti-imperialism, anti-colonialism, anti-fascism, non-alignment, and Global South solidarity. Its goal is to articulate the right to peace as a **“post-imperial norm”** capable of contributing to the reconstruction of

the international order in the twenty-first century.

2-2 THE THREE UN DECLARATIONS ON THE RIGHT TO PEACE AND THE RIGHTS OF PEOPLES

The 1978, 1984, and 2016 UN declarations each emerged from distinct historical contexts and embody different normative significances.

The 1978 Declaration: Anti-Imperialist Orientation

The 1978 Declaration on the Preparation of Societies for Life in Peace was adopted by 138 votes in favor, with socialist countries such as Poland and many Global South states playing central roles.

During the 1970s, détente between the United States and the Soviet Union was beginning to unravel, and the arms race between NATO and the Warsaw Pact—including the expansion of intermediate-range nuclear forces—was escalating. The 1978 declaration referred to the need to eliminate the threat of the arms race (para. 6).

At the same time, the decade witnessed the deepening of the Bandung-inspired Non-Aligned Movement, demands for a New International Economic Order (NIEO, 1974), and other anti-imperialist initiatives. The 1976 Algiers Declaration of the Rights of Peoples, adopted by the Permanent Peoples' Tribunal, affirmed the right of peoples to self-determination (Art. 5), using “peoples” in the sense of holders of the right to self-determination. Within this environment, debates in the UN Human Rights Commission during the 1970s culminated in the 1978 UN declaration.

The 1984 Declaration: Emphasis on Collective Rights

The 1984 declaration explicitly framed the right to peace as a right of peoples, thereby identifying peoples as the rights-holders and seeking to establish a political foundation that would constrain the legalization of the use of force. Led by socialist states such as Mongolia, the declaration was adopted with 92 votes in favor, largely supported by Global South countries; 34 mainly Western states abstained.

The 1984 context included: the peak of the nuclear war crisis (NATO–INF deployment, the SDI initiative), the convening of the UN Special Session on Disarmament, strong political mobilization by non-aligned and Global



South states, resistance to imperialism and colonialism (South Africa, Palestine, Latin America), and the emergence of third-generation “solidarity rights.” Although the text of the 1984 declaration is abstract, UN deliberations emphasized state obligations to respond to the escalating global crises.

The 2016 Declaration: Substantive Debates on Individual Rights

After 1984, the Cold War ended, and the United States—now possessing overwhelming military dominance—initiated unilateral interventions in Afghanistan and Iraq. NATO conducted humanitarian interventions in Kosovo and Libya, and major-power military action was justified under the “responsibility to protect.” At the same time, with the end of the Cold War, development issues such as the MDGs and SDGs came to the fore, and the concept of human security was introduced. Yet tensions between the Global South and Western states became more pronounced.

Deliberations on the right to peace began in the Human Rights Council in 2008, led by Cuba and Latin American states (CELAC), with NGOs heavily involved in drafting proposals. The negotiations culminated in the adoption of the declaration by 131 votes, primarily from the Global South.

The three declarations—1978, 1984, and 2016—emerged from distinct historical contexts and embody different normative orientations. To make the right to peace socially effective, these contextual features must be meaningfully integrated.

Since the adoption of the 2016 declaration, the world has witnessed Russia’s war against Ukraine, Israel’s genocide in Gaza, attacks on Iran, and repeated violations of the UN Charter’s prohibition on the use of force. Military tensions have also intensified through the strengthening of alliances and military exercises across Asia and Europe.

The key question is: How can the right to peace respond to these contemporary realities?

Since the 1970s, Global South states and NGOs have advanced the right to peace within the UN. In contrast, Western states have consistently argued that “security is

the responsibility of states, and peace should be an aspiration, not a right of individuals or peoples,” thereby opposing the recognition of peace as a right.

Here we see the normative meaning of the right to peace.

It is crucial to note that the “Western states” opposing the right to peace do not include Russia or China, but rather the former colonial powers and imperial states aligned with the United States—European countries, Japan, South Korea, Australia—states bound by U.S. military alliances. These Western states, historically engaged in colonial domination and post-war military interventions, refused to accept the creation of a right to peace because it would impose obligations beyond existing international norms, potentially limiting their freedom of military action. They feared that individuals and peoples, as rights-holders, could invoke the right to peace to restrict state power.

Meanwhile, after decolonization and the global expansion of human rights awareness, peoples and individuals increasingly recognized themselves as subjects of rights. For many Global South states, the struggle to achieve self-determination and independence reaffirmed the value of the right to peace and generated the conviction that questions of peace and security should not remain the exclusive prerogative of states—which often serve as the locus of imperialist or fascist violence. Thus emerged the normative project of constructing state obligations corresponding to individual and peoples’ rights to peace.

UN deliberations on the right to peace represent a confrontation between the Global South and Western states led by the United States—a struggle that can be understood as a contest over the democratization of security. Likewise, the post-Cold War transformation from national security to human security can be read as a process through which the right to peace challenges the state’s monopoly over the domain of security.

2-3 PEOPLES’ RIGHTS AND COLLECTIVE RIGHTS

The right to peace also contains a *collective* dimension, most clearly articulated in the 1984 declaration as the *right of peoples to peace*.

During the negotiations for the 2016 declaration, some states argued in the Working Group that the 1984 for-



mulation of “peoples’ rights” represented *rights of states vis-à-vis other states* rather than human rights, and therefore, collective rights were excluded from the final 2016 text.

However, “peoples’ rights” possess multiple meanings beyond the state-centric interpretation advanced by socialist states during the Cold War. The term *peoples* may refer to:

- the **entire population of a state as the holder of the right to self-determination** (common Article 1 of the ICCPR and ICESCR);
- **cultural or ethnic communities**, as in the rights of indigenous peoples; and
- **all oppressed groups**, as articulated in the 1976 Algiers Declaration.

Thus, the concept of *peoples* is diverse and context-dependent. In the field of peace and security, the most significant articulation of peoples’ rights is found in the **1976 Algiers Declaration**.

The Algiers Declaration was drafted by the *Permanent Peoples’ Tribunal*, established as a mechanism for peoples excluded from traditional state-centered international law to articulate their rights. Rooted in the decolonization struggles of Asia and Africa (Bandung Conference 1955, Non-Aligned Movement), as well as resistance to imperialist interventions in Vietnam (until 1975), Chile (1973), Palestine (1967), and elsewhere, the declaration rejected traditional international law’s exclusive reliance on state sovereignty and territorial integrity. It asserted instead a new framework in which *peoples of the Global South* are recognized as genuine subjects of international law.

The Algiers Declaration begins with a preambular assertion that:

“The struggles of liberation have aroused the peoples of the world against the internal and international structures of imperialism and have overthrown colonial regimes — an era of struggle and victory in which new ideals of justice within states and among states have been adopted — and an era in which the United Nations General Assembly, from the Universal Declaration of Human Rights to the Charter of Economic Rights and Duties of States, has clearly expressed the pursuit of a new international, political, and economic order.”

Here, the declaration situates itself explicitly within the historical moment in which peoples overthrew colonial domination.

It then codifies substantive rights, including:

- the **right of peoples to existence** (Art. 1),
- the **right of peoples to maintain their territory in peace** (Art. 3),
- the **inalienable right to self-determination** (Art. 5), and
- the **right to liberation from colonial or foreign domination** (Art. 6).

Unlike the 1948 Universal Declaration of Human Rights—which did not reflect the voices of peoples still under colonial rule—the Algiers Declaration foregrounded *collective rights* and demanded the democratic transformation of international law. Whereas the 1948 declaration centered on “individual rights,” the Algiers Declaration centered on “the rights of peoples.”

This intellectual lineage continued in the 1986 African Charter on Human and Peoples’ Rights and influenced subsequent UN documents such as the 1978 and 1984 peace declarations and the Declaration on the Right to Development.

2-4 CONTEMPORARY MANIFESTATIONS OF U.S. IMPERIALISM AND THE RIGHT TO PEACE

(1) Imperialism in Galtung’s Framework

Johan Galtung theorized imperialism not merely as military or political domination, but as a form of structural violence, offering a new conceptual framework for peace studies. Galtung (1971) defined the structure of imperialism as a violent system maintained through unequal exchange relations between the *center (core)* and the *periphery*. The UN Human Rights Council Advisory Committee also invoked Galtung’s concepts of positive peace and structural violence in its progress report for the 2016 Declaration (progress report A/HRC/17/39).

Galtung identified five types of imperialism, which interact to form a global structure of domination:

1. **Economic imperialism** – domination through trade, aid, and investment



2. **Political imperialism** – subordination of political systems
3. **Military imperialism** – alliances, overseas bases, arms transfers
4. **Communication imperialism** – control of information and media
5. **Cultural imperialism** – imposition of language, education, and value systems

The Preamble and Article 1 of the UN Charter designate “the maintenance of international peace and security” as a core purpose of the UN, yet historically this responsibility has been entrusted to states. In practice, however, powerful economic and military states—particularly imperial powers—have frequently used force in violation of international law.

Thus, when decisions about the use of force are left entirely to states, the perspectives of individuals and peoples are marginalized, and legal constraints remain insufficient.

The emergence of the right to peace offers a legal innovation by shifting the subject of peace from the state to individuals and peoples, transforming the traditional state-centric system of sovereignty. As demonstrated in my doctoral dissertation, the right to peace functions as a legal tool enabling the transition from state security to human security. At times, it allows human values to prevail over state-centered security considerations.

(2) Contemporary Forms of Imperialism

Here, I identify the contemporary manifestations of imperialism, the most prominent being U.S. imperialism, which exhibits all five elements enumerated by Galtung.

1. **Economic imperialism – domination through trade, aid, and investment**
Recent examples include President Trump’s coercive tariff negotiations, using economic and military asymmetry to impose political objectives. U.S. dominance over the global economic structure through the World Bank and IMF also belongs to this category. These mechanisms force peripheral states into compliance with imperial economic power.

subordination of political systems

Although not limited to the United States, the five permanent members of the UN Security Council wield veto power, dominating the UN Charter system.

3. Military imperialism – alliances, bases, arms transfers

The United States maintains global dominance through NATO, the U.S.–Japan–ROK alliance, and a vast network of overseas bases, imposing military subordination on host and threat to adversary states alike.

Behind this lies the immense military–industrial complex, which perpetuates international conflict and makes war appear inevitable. In the Ukraine war, NATO’s eastward expansion served as a trigger, and although weapons were supplied, direct involvement was avoided, rendering the conflict a proxy war. In East Asia, the U.S. fuels confrontation between China and Taiwan. In Israel’s assault on Gaza, the U.S. supports Israel militarily and thereby contributes to genocide. The U.S. maintains around 800 overseas bases, a scale unmatched by any other major power.

4. Communication imperialism – control over information and media

Since World War II, the United States has engaged in intelligence and covert operations through the CIA and, more recently, through institutions such as the NED to intervene in other countries’ domestic affairs. These efforts have included orchestrating the overthrow of uncooperative governments, coups, or mass unrest (e.g., Ukraine, Nepal). Western media dominance reinforces narratives such as the “China threat” or “Russia threat,” shaping public opinion through propaganda.

5. **Cultural imperialism – domination through language, education, and value systems**
U.S. cultural influence permeates global society, including customs, holidays, sports, and lifestyle, embedding American norms into daily life around the world.

2. Political imperialism

– (3) Anti-Imperialism and the Right to Peace



How, then, can the right to peace be utilized in struggles against imperialism?

The 1976 Algiers Declaration on the Rights of Peoples states:

“Imperialism continues to develop new forms of oppression and exploitation of the peoples of the world. Often with the complicity of governments installed by itself, imperialism continues to dominate parts of the world through violent means. Through direct or indirect intervention, multinational corporations, manipulation of corrupt local politicians, support for military regimes based on police repression, torture, and elimination of opposition, and through a set of practices known as ‘neocolonialism,’ imperialism tightens its grip over many peoples.”

The declaration sees imperialism as neocolonialism, and also affirms:

- the **right of peoples to maintain their territory in peace** (Art. 3),
- the **right to self-determination** (Art. 5), and
- the **right to free themselves from colonial or foreign domination** (Art. 6).

If the spirit of the Algiers Declaration is applied to the right to peace, one can conceptualize **freedom from militarization, occupation, and foreign military bases** as essential components of the right to peace for individuals and peoples.

UN advisory committee draft clarifies **the right to live in a world free of nuclear weapons** (Art. 3-3), and NGO Santiago Declaration (2010) included **the right to live in a world free of foreign military bases** (Art. 7-1). And from the perspective of U.S. imperial practices, the right to peace could also be understood as: **the right to be free from foreign interference, and the right to reject military occupation.**

2-5 The Right to Self-Determination, Decolonization, and the Right to Peace

(1) The Right to Self-Determination and the Right to Peace

The legal expression of struggles to escape oppression and exploitation is the **right to self-determination**. In international law, this right appears in **Common Article 1** of the two International Covenants on Human Rights. Self-determination includes both:

- the right of colonized peoples to resist domination by the suzerain power, and

- the right of peoples under foreign occupation (as in Palestine/Gaza) to liberate themselves.

Article 6 of the **Algiers Declaration** states:

“All peoples have the right to break free from any colonial or foreign domination, direct or indirect, and from any racist regime.”

Similarly, the **African Charter on Human and Peoples’ Rights** provides:

- **Article 19:** rejection of domination by other nations;
- **Article 20(1):** the right to existence and self-determination;
- **Article 20(2):** the right to liberation from colonization;
- **Article 20(3):** the right to receive support in struggles against foreign domination.

(2) Decolonization and the Right to Peace

The **1960 Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples** declares in Article 1:

“The subjection of peoples to alien subjugation, domination and exploitation constitutes a denial of fundamental human rights, is contrary to the Charter of the United Nations and is an impediment to the promotion of world peace and cooperation.”

Thus, colonialism is identified as an obstacle to world peace.

Colonial rule often imposed foreign military bases and military cooperation agreements on colonized territories. These bases then became sites of military conflict, and were used to maintain foreign control.

Article 2 of the same 1960 declaration affirms the **right of all peoples to self-determination**. Conditions in which the right to self-determination is denied, and peoples are held under colonial or foreign occupation, cannot be considered peaceful. Consequently, the denial of self-determination and the persistence of colonial structures are fundamentally incompatible with peace. Peace is not merely the absence of inter-state war; it is inseparable from peoples’ self-determination and liberation from colonial rule.



This understanding shaped developments such as:

- the incorporation of right to self-determination into the 1966 UN human rights covenants,
- the 1976 Algiers Declaration on the Rights of Peoples, and
- the 1978 and 1984 UN declarations on the right to peace.

(3) Right of Peoples to Peace in the Context of Self-Determination and Decolonization

Another reason the right to peace should be framed as a right of peoples is that the establishment of foreign military bases and occupation forces directly violates the rights of the affected peoples.

In the case of Diego Garcia in the Indian Ocean, the construction of a U.S. military base in the 1970s led to the forced removal of the indigenous Chagossian people. Although the island—originally a British colony—was returned to Mauritius in 2025 as part of decolonization, the UK subsequently secured a 99-year agreement allowing the continued operation of the U.S. base. This is a paradigmatic example of how imperialist militarization undermines the right of peoples to peace.

The construction of U.S. military bases deprives indigenous peoples of residence, creates environmental and social harms, and violates their collective rights. The NGO Santiago Declaration on the Human Right to Peace (2010) explicitly recognizes **the right of individuals and peoples “not to allow foreign military bases”** (Art. 7(1)). Broader formulations would include: **the right of local populations to refuse military bases without their consent.**

2-6 THE GLOBAL SOUTH, THE NON-ALIGNED MOVEMENT, AND THE RIGHT TO PEACE

(1) The Bandung Conference and the Non-Aligned Movement (NAM)

The Non-Aligned Movement (NAM) traces its origins to the **1955 Bandung Conference**, followed by the 1961 Belgrade Summit, and subsequent NAM summits.

The goals of NAM were to:

- reject subordination to either the U.S. or Soviet blocs during the Cold War,
- oppose colonialism and imperialism, and

- pursue a “third way” independent of military alliances.

The **1961 Belgrade Declaration** affirmed that world peace can be achieved only when imperialism, colonialism, and neo-colonialism are abolished.

The concept of the right to peace can be understood as an attempt to translate this spirit of non-alignment into the language of modern international human rights law. NAM's multilateral posture offers a counterweight to NATO, the U.S.–Japan–ROK military alliance, and unilateralism. Walden Bello describes the 1955 Bandung Conference as a “*mythic moment of the Global South*,” and depicts the subsequent seventy years of South–South solidarity—from NAM, G77, and UNCTAD through the NIEO and today's BRICS—as a “long march”.

(2) Global South Movements and the Right to Peace

All three UN declarations on the right to peace (1978, 1984, 2016) were championed by NAM states, CELAC, and G77 countries, while Western states abstained or opposed them. This demonstrates that the *movement for the right to peace* is fundamentally a *project of a decolonial international order*.

The Bandung Conference's emphasis on peaceful dispute settlement and fidelity to the UN Charter resonates strongly with the right to peace. For the Global South, the right to peace provides a theoretical, practical, and legal foundation for resisting imperialist and colonial domination.

The movements of the Global South and the “Right to Peace” are not merely parallel phenomena; they are mutually constitutive normative movements that have shaped each other. However, as Walden Bello notes, the institutionalization of the Bandung spirit has often produced contradictions, as state-led initiatives sometimes diverged from the anti-imperialist and people-centered ideals. Some Global South governments have themselves adopted repressive policies against their own peoples. Thus, the right to peace must also be grounded in peoples' movements, not solely in state-led diplomacy.

2-7 ANTI-FASCISM AND THE RIGHT TO PEACE



The right to peace stands within the broader lineage of the post–World War II anti-fascist international order. Fascism legitimizes exclusion, surveillance, and violence under the pretext of “security.” According to Buzan et al. (1998), *securitization* is the process by which political issues are framed as existential threats, thereby justifying emergency measures and exceptional powers. State repression justified in the name of “national security” is a hallmark of fascism. The right to peace—whose core includes structural peace and “freedom from fear”—directly challenges such repression. Ensuring the right to live in peace against authoritarian governments becomes central in this context.

In fact, the UN Advisory Committee’s draft for the 2016 declaration incorporated a provision (Article 7) recognizing the **right to resist and oppose oppression**, linking the right to peace with anti-fascist principles.

2-8 JAPAN’S CONSTITUTIONAL “RIGHT TO LIVE IN PEACE” AND THE RIGHT TO PEACE

The Preamble of the Japanese Constitution (enacted in 1946) declares that “*all peoples of the world have the right to live in peace, free from fear and want.*” This *right to live in peace* represents a pioneering expression of what is now called the international right to peace; the ideal form of that right appeared in the Japanese Constitution even before its articulation in international law.

Although the Japanese government opposed the creation of the right to peace at the United Nations as part of the Western bloc, at the level of civil society and local communities, lawsuits have been brought invoking the constitutional right to live in peace, producing significant results. Similar litigation has occurred in South Korea and Costa Rica.

When missiles were deployed at a Self-Defense Force base in Japan, local residents sued on the grounds that their right to live in peace was being violated. In a 1973 decision, the court recognized standing by interpreting the right to live in peace as including the right not to be attacked by an enemy state. Likewise, in a lawsuit challenging the dispatch of Self-Defense Forces to Iraq during the 2003 Iraq War, a 2008 decision recognized the right to live in peace as a legal right protecting citizens from being compelled to participate indirectly in acts of war.

In South Korea, courts have also recognized the right of residents near U.S. military bases to live in peace. In a 2006 decision, the Korean Constitutional Court held that individuals have a right to live peacefully without being drawn into armed conflict or violence, and to be free from war and terrorism—rights that fall under the constitutional right to live in peace. In Costa Rica, a 2008 Constitutional Chamber decision held that regulations allowing the production of nuclear fuel and reactors violated the value of peace and the right to peace because such technologies could be linked to acts of war.

These cases from Japan, South Korea, and Costa Rica demonstrate that military and defense activities justified in the name of national security can be legally constrained through the right to peace understood as a human right. Thus, the constitutional right to live in peace can be exercised through courts and social movements.

By contrast, the right to peace is a broader, higher-order concept: a *right of individuals, peoples, and humankind as a whole*. It encompasses liberation from structural violence, imperialism, colonialism, environmental destruction, nuclear weapons, and all forms of broad-based violence—down to the individual right to live in peace. The Santiago Declaration (2010) and the UN Advisory Committee draft operate from this broader understanding.

The right to peace and the right to live in peace should therefore be seen as mutually complementary. Each can reinforce the other as their substantive content evolves.

III Challenges for Realizing the Right to Peace

Although the right to peace is universal in principle, it remains only a UN declaration and does not yet possess binding force in positive international law. Its future application by the ICJ or the Human Rights Council remains an open task. Contemporary violence is no longer limited to the use of force; it includes economic sanctions, cyberattacks, disinformation, and environmental destruction.

Lawsuits in Japan challenging the constitutionality of the Self-Defense Forces or the Iraq deployment were early efforts to question state military action based on the right to live in peace. Reinterpreting these cases within the framework of the international right to peace can re-



affirm the global significance of Article 9 of the Japanese Constitution.

Organizations such as the IADL and the other networks have developed the right to peace as a *people-centered norm*. Peoples serve as actors of “social international law” that complement inter-state politics, and their creativity is indispensable for the realization of the right to peace. The core of the right to peace is the transformation from fear-based state security to trust-based and solidarity-based human security.

Drawing on the author’s research, this paper has repositioned the right to peace in relation to anti-imperialist, anti-colonial, anti-fascist, non-aligned, and Global South movements. The right to peace is a new normative language that constrains state violence and secures the safety of peoples. It is not merely a subset of human rights but a foundational right capable of reconstructing the international order.

The key task ahead is to institutionalize the right to peace within international law and to recognize it as a concrete right within domestic constitutional orders. The right to peace serves as a normative compass guiding the way toward a world order beyond violence and domination.

IV Reference (Order appeared in the paper)

- Sasamoto, Jun. 2025. *The Impact of the Right to Peace on Security Seen in the Deliberations in the United Nations*. PhD diss., The University of Tokyo.
- Booth, Ken. 1991. “Security and Emancipation.” *Review of International Studies* 17, no. 4: 313–326.
- Buzan, Barry, Ole Wæver, and Jaap de Wilde. 1998. *Security: A New Framework for Analysis*. Boulder, CO: Lynne Rienner.
- Commission on Human Security. 2003. *Human Security Now: Protecting and Empowering People*. New York: Commission on Human Security.
- Deitelhoff, Nicole, and Lisbeth Zimmermann. 2020. “Things We Lost in the Fire: How Different Types of Contestation Affect the Robustness of International Norms.” *International Studies Review* 22, no. 1: 51–76.
- Falk, Richard. 1979. “The Algiers Declaration of the Rights of Peoples and the Struggle for Human Rights.” In *UN Law: Fundamental Rights—Two Topics*

in International Law, edited by Antonio Cassese, 225–235. Alphen aan den Rijn, Netherlands: Sijthoff & Noordhoff.

- Finnemore, Martha, and Kathryn Sikkink. 1998. “International Norm Dynamics and Political Change.” *International Organization* 52, no. 4: 887–917.
- Galtung, Johan. 1971. “A Structural Theory of Imperialism.” *Journal of Peace Research* 8, no. 2: 81–117.
- Newman, Edward. 2010. “Critical Human Security Studies.” *Review of International Studies* 36, no. 1: 77–94.
- Walden Bello. 2025. “The Long March from Bandung to the BRICS.” In *70th Anniversary of the Bandung Conference*, 1–31.

Primary Documents / Declarations

- Advisory Committee of the United Nations Human Rights Council. 2012. *Draft Declaration on the Right to Peace*. UN Doc. A/HRC/20/31. <https://docs.un.org/en/A/HRC/20/31>
- United Nations General Assembly. 2016. *Declaration on the Right to Peace*. UN Doc. A/RES/71/189. <https://docs.un.org/en/A/RES/71/189>
- Spanish Society for International Human Rights Law (AEDIDH). 2010. *Santiago Declaration on the Human Right to Peace*. <https://www.aedidh.org/sites/default/files/Santiago-Declaration-en.pdf>
- Algiers Declaration: Permanent Peoples’ Tribunal. 1976. *Universal Declaration of the Rights of Peoples*. <https://permanentpeopletribunal.org/wp-content/uploads/2016/06/Carta-di-algeri-EN.pdf>
- Bandung Conference (Asian-African Conference). 1955. *Final Communiqué of the Asian-African Conference of Bandung, 24 April 1955-en-676237bd-72f7-471f-949a-88b6ae513585.html*
- Belgrade Declaration of Non-Aligned Movement. 1961. https://www.iri.edu.ar/publicaciones_iri/manual/Ultima-Tanda/Movimiento-paises-no-alineados/2.º20Belgrade_Declaration.pdf



Colonisation, Africa, the United Nations Charter and the Westphalia Order of International Law

Chief Charles A. Taku

Chairman, Committee on Reparations, African Bar Association (AfBA)

Former President, International Criminal Court Bar Association (ICCBA)

Counsel before International Courts and Tribunals, The Hague.

Abstract

The United Nations Charter (UN) pledged in its preamble to save succeeding generations from the scourge of war which twice in the lifetime of its members, brought untold sorrow to mankind. The UN Charter reaffirmed faith in fundamental human rights, in the dignity and worth of the human person, in equal rights of men and women and nations large and small. It pledged to establish conditions under which justice and respect for the obligations arising from treaties and other sources of international law would be realized for the promotion of social progress and better standards of life in larger freedom. These principles, which found their way into the UN Charter, were adopted at the Peace of Westphalia, which brought an end to the 30-year war in Europe on October 23, 1648. Europe applied the principles capriciously because they laid the foundations of international law and peace in Europe but enabled the partition and colonization of Africa among European countries at the Berlin Conference in 1884.

This paper establishes that the post-Second World War (WWII) order which was firmly established in the UN Charter, legitimized colonialism, racism and historical wrongs against Africa but also laid the foundation for self-determination, independence and the quest for freedom. The paper critically analyzes UN Charter pledges and obligations towards the liberation struggles of colonized and non-governing peoples worldwide, particularly African countries, for independence and the legacy of colonialism which the UN inherited and legitimized. The paper will further demonstrate that the UN Charter is a capricious construct which normalized and legitimized the colonial status of European African colonies while providing the mechanisms and enabling legal frameworks

for decolonization without reparations.

Keywords: Africa, Charter, Colonialism, Constitutions, Humanity, Impunity, International, Justice, Preamble, self-determination, Treaty, War

Introduction

The United Nations was founded in 1945 in San Francisco in the United States of America (USA) at the end of the Second World War. At the founding of the United Nations, Africa, South East Asia, the Caribbean, Pacific and indigenous peoples in many parts of the world, were not considered as subjects of international law and therefore, were not contemplated when the universal pledge on peace, security, justice, economic and human rights were adopted and made salvific tenets of international justice; a new world order and civilization. Their colonial status under the Westphalian order was maintained, legitimized and exploited under the world order which was established in the UN Charter and international law.

On attaining independence by the 1960s, more than half a century after the founding of the UN in 1945, membership in the UN by African states -- erstwhile European colonial possessions -- did not insulate them from being subjected to violations of the UN Charter's fundamental rights and obligations. Centuries-old colonial exploitation, domination, racism, imposed value systems, belligerent aggression through colonial treaties by erstwhile colonial masters, have continued with unrestrained ferocious intensity and impunity. Acquired colonial interests were deemed legitimate under the UN Charter and international law treaties. For the UN Charter to fulfil its universal ambitions, the decolonization of the UN Charter and international law is a necessary endeavor to undertake for the total independence of Africa to occur under universal principles of sovereign equality, humanity, freedom, self-determination, justice, prosperity, peace and security.

Westphalian Colonialism

On October 24, 1648, the peace of Westphalia, which redefined international relations among European countries, established the modern state system which recog-



nized the sovereign equality of states after the 30 years' war concluded.¹ The Peace of Westphalia established a state-centric order with limited recognition of individuals as having rights separate and independent from their states.

The core principles of the peace of Westphalia informed the preservation of the balance of power and the observation and preservation of the Westphalia system in the UN Charter. These principles were intended to serve the peace, security and justice needs of Europe but were not applicable to Africa when the UN was created and remained so, until the independence of African states beginning with Ghana in 1957. The Westphalian system framework in the Charter of the UN encompasses:

- State sovereignty, independence and equality of states to each other.
- Prohibition from interfering in the internal affairs of other sovereign states
- Right of self-preservation/ self-defence.
- Right to remain neutral in a conflict between other states.
- Right to diplomatic privileges and immunities, including officials of the state and their organs.
- Peoples' right to self-determination.
- States' obligation to protect the rights of minority religions within their territories.
- States' right to trade freely with each other.
- All states have the right to navigate the ocean freely, whether or not a state was a coastal or land-locked country.
- Right to develop International Law which was to be secular.
- States had an obligation to settle their disputes peacefully;²

Under the Westphalian system, how states treated their nationals was an internal affair. Westphalia recognized

limited human rights for individuals, the right of self-determination, protection of minority religions and diplomatic immunities for organs and personnel of the state.

Given the origin of the Westphalia order, which came at the end of a long war, it would be hard to have a lasting peace without the recognition and protection of the rights of the individual. The Westphalia system did not extend similar rights and protections beyond Europe and did not recognize non-Europeans who made up a majority of the world. Outside Europe, territories and peoples had no rights and were not granted protections under international law. They were considered uncivilized and their land was characterized as *terra nullius*. This allowed European states to expand and conquer territories in Africa, Asia and the Americas with impunity. Westphalia international law gave European states unchecked impunity to colonize, enslave, and kill the native population of these territories.³ The partition of Africa (1884-1885) and the criminal use of international law to justify the commission of genocide, crimes against humanity, looting, theft and plunder for African cultural heritage objects; desecration of spiritual ethos and the destruction of the creative ingenuity and the civilization of Africans were sanctioned, enabled and legitimized by the Westphalian order.

The General Act of the Berlin Conference, which was signed on 26 February 1885 by nineteen European powers in Berlin, Germany, gave them sovereignty over African resources, cultural heritage, treasures and enslaved forced African labor. Article VI of the said General Act, which was titled "*Provisions relative to protection of the natives, of missionaries and travelers, as well as relative to religious liberty*", extended the right to loot African resources, cultural heritage and treasures to European missionaries and defined the colonial agenda as a mission of civilization over Africans. It invoked the name of God to bless the colonial enterprise conferring:

All the Powers exercising sovereign rights or influence in the aforesaid territories bind themselves to watch over the preservation of the native tribes, and to care for the improvement of the conditions of their moral and material well-being, and to help in suppressing slavery, and especially

¹ "The Peace of Westphalia: Ending the Thirty Years War.: German Culture: <https://germanculture.com.ua/german-history/the-peace-of-westphalia-1648/>

² Max Hilaire, *The Evolution And Transformation of International Law: Developments in International Law, From the Peace of Westphalia to The Post United Nations Charter*, (2023) p 18

³ Ibid., footnote 2 p 35-36



the slave trade. They shall, without distinction of creed or nation, protect and favour all religious, scientific or charitable institutions and undertakings created and organized for the above ends, or which aim at instructing the natives and bringing home to them the blessings of civilization.⁴

This legal framework legitimized the ruthless enforcement of colonialism through the impunity of atrocity crimes against humanity and genocide of an unimaginable scale; and with enduring intergenerational effects searing into the fabric and soul of the UN Charter and the capricious elasticity of colonial international law.

Objectives of the UN Charter.

The UN Charter pledged in Article 1 (1);

To maintain international peace and security, and to that end; to take effective collective

measures for the prevention and removal of threats to the peace, and for the suppression of acts of aggression or other breaches of the peace, and to bring about by peaceful means, and in conformity with the principles of justice and international law, adjustment or settlement of international disputes or situations which might lead to a breach of the peace;

Article 1(2), To develop friendly relations among nations based on respect for the principle of equal rights and self-determination of peoples, and to take other appropriate measures to strengthen universal peace;

Article 1(3), To achieve international co-operation in solving international problems of an economic, social, cultural, or humanitarian character, and in promoting and encouraging respect for human rights and for fundamental freedoms for all without distinction as to race, sex, language, or religion.⁵

The Charter conferred the power to maintain international peace and security on the UN Security Council in Articles 2(4) and 39 and conferred on the General Assembly through the United for Peace Resolution (1950) the authority to exercise the peace and security mandate in the case of a deadlock of the UN Security Council.⁶

The UN Charter in Article 13 confers on the General Assembly the right to initiate studies and make recommendations for the purpose of:

promoting international co-operation in the political field and encouraging the progressive development of international law and its codification.

promoting international co-operation in the economic, social, cultural, educational, and health fields, and assisting in the realization of human rights and fundamental freedoms for all without distinction as to race, sex, language, or religion.

The UN General Assembly represents the collective will of the entire international community, hence its resolutions receive overwhelming support. It can inform the development of international law or delegitimise an existing customary international law (see ICJ Advisory Opinions in the Namibia and Western Sahara Cases).⁷

The United for Peace Resolution (1950) expanded the power of the General Assembly. The resolution granted the GA the power to debate any issue about a threat or breach of international peace and security if the Security Council is deadlocked to make recommendations. The resolution came in the wake of the stalemate during the Korean war when the USSR vetoed the extension of the US-led force in Korea. Except in a few cases, the GA has rarely invoked this new power granted to it. The GA has on occasions authorized peace-keeping missions or other missions, such as the International Civilian Mission in Haiti established under GA Res. 47/28B (April 20, 1993).⁸

The UN has dual mandates, to achieve international co-operation to maintain international peace and security and to promote and protect human rights and funda-

4 Full text of "General Act of the Conference of Berlin Concerning the Congo". Available at: https://archive.org/stream/jstor-2212022/2212022_djvu.txt

5 Charter of the United Nations. <https://treaties.un.org/doc/publication/ctc/uncharter.pdf>

6 Uniting for Peace General Assembly resolution 377 (V), Uniting for Peace, A/RES/377(V)[AD]. <https://digitallibrary.un.org/record/666464?v=pdf&ln=en>

7 International Court of Justice, Advisory Opinion of 21 June 1971. 53 - Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in Namibia (South West Africa) notwithstanding Security Council Resolution 276 (1970). Permalink: <https://www.icj-cij.org/index.php/node/103754>; International Court of Justice, Western Sahara. Permalink: <https://www.icj-cij.org/case/61>

8 Ibid footnote 2 pn33,35,36



mental freedoms for all without discrimination as to race, religion, sex, language and religion, which is one of the objectives of the UN enshrined in the UN Charter. Articles 1(3), 13(b), 55(c) and 62 (2).

The UN Charter Legitimized Colonialism

A critical examination of significant developments which occurred during the Post World War II world order under the UN Charter establishes that some UN Charter pledges have faltered or failed to fulfil the promises of hope which they elicited in the aftermath of the Second World War. For example, the “Never Again” pledge which was intended to rid the world of the scourge of war and enthrone a collective culture of peace and justice has failed a critical test of reliability. The State of Israel for example, was established in 1948⁹. The United Nations Mandated Administering Authority over Palestine, Great Britain, and/or the UN did not take realistic enforceable guarantees and measures to safeguard peace and security for both Israel and Palestine by establishing an inviolable homeland for an independent state of Palestine and for Israel within a two-state solution. The international protections under the UN Charter and international law for the state of Palestine were ruthlessly and recklessly ignored thereby laying the basis for conflict and genocide of Palestinians despite the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (1948)¹⁰ which was adopted the same year the State of Israel was founded. The objective was to lay an durable foundation of peace and security in the region. It was a missed opportunity to ensure make the “Never Again” pledge a living binding obligation for humanity.

Great Britain and the UN exhibited a similar capricious conscious misjudgment over the UN Trust Territory of the Cameroons under British Administration by failing to fulfill the operative implementation of UN General Assembly Resolution (UNGA) 1608 XV(5).¹¹ Paragraph 5 of the UNGA Res.1608 invited the UN Trusteeship Administering Authority Great Britain, the Government of the Southern Cameroons and the Republic of Cameroon to initiate urgent discussions with a view to finalizing

before October 1, the arrangements by which the agreed and declared policies of the parties concerned will be implemented prior to the termination of the UN trusteeship over the territory. This condition precedent was not fulfilled. Great Britain simply abandoned the Trust Territory, allowing the Republic of Cameroon to annexation the territory. This laid the foundation for the ongoing armed conflict which has claimed thousands of lives and a genocide which is occurring on the watch of the UN and the international community.

Another example is the no war, no peace situation in the Korean Peninsula. War broke out in the Korean Peninsula in 1950.¹² Allies in the Second World War turned their weapons towards each other and embarked on a dangerous arms race during an ideologically inspired cold war between the West led by the US and the East led by the Soviet Union. The concomitant impact of the cold war and the Westphalian order with its racist ideological colonial entrapment, further legitimized colonialism and the brutal suppression of nationalist aspirations for independence in Africa and Southeast Africa. With France, which was humiliated after World War II, leading the way. Belgium, Spain and Portugal waged genocidal wars against persons in their “colonial possessions” whose crimes were that they asserted the rights of their people to self-determination, independence and the fundamental freedoms contained in the UN Charter and the Universal Declaration of Human Rights (1948). The enduring devastating effects of liberation wars in the continent of Africa are still being felt by millions.

Right to Self-Determination

International law recognises that people have the right of self-determination as an *erga omnes* obligation under customary international law and by Articles 1 (2) and 27 of the UN Charter.

The UN Charter in Chapters XI and XII establishes the rights of colonial and non-self-governing peoples to the right of self-determination in the colonial context. Self-determination has a longer political history than a

9 Declaration of the Establishment of the State of Israel, 1948. Available at Jewish Virtual Library: <https://www.jewishvirtuallibrary.org/israel-wing/government-politics/constitutional-framework/the-declaration-of-the-establishment-of-the-state-of-israel>

10 Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide. Adopted 9 December 1948. Permalink: <https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/convention-prevention-and-punishment-crime-genocide>

11 The future of the Trust Territory of the Cameroons under United Kingdom administration. 1961,

UN. General Assembly (15th sess. : 1960-1961) <https://digitallibrary.un.org/record/206162?ln=en&v=pdf>

12 Remembering the Forgotten War: Korea, 1950-1953, Naval History and Heritage Command. <https://www.history.navy.mil/our-collections/art/travelling-exhibits/remembering-the-forgotten-war-korea-1950-1953.html>



legal norm.¹³

Both the International Covenant on Human Rights (1966) in its Article 1 and the International

Covenant on Economic, Social and Cultural Rights recognise the right to self-determination. The UN Charter elevated international human rights to the same level as state sovereignty. This is a remarkable achievement. Anne Bayefsky, explains that UN Charter Chapters XI, XII afforded special status of colonies and other self-governing territories to states in embryo, a status which initially was based on the development of the right of self-determination of peoples focused on issues of decolonisation, pursuant to Chapters XI and XII of the UN Charter dealing with non-self-governing territories.¹⁴ It is only in the context of decolonisation that self-determination has been applied as a legal basis for achieving independence and has been recognized as such by the International Court of Justice (ICJ).¹⁵

Some states felt that it would be difficult to enforce the rights under these arrangements which they construed as being at variance with their customs, traditions and religions considering them as a continuation of Western imperialism. However, in the Universal Declaration of Human Rights (UDHR) these rights are aspirational in nature and in this regard, the UN fulfilled its mandate by establishing human rights conventions and human rights as aspirational and others with enforceable mandates, forming the corpus of international human rights law; many which have attained the status of international customary law, and are thus enforceable as such.

Sweeney argues that while all the rights proclaimed in the UDHR and International Covenants are protected and internationally recognized human rights, some rights are fundamental and intrinsic to human dignity, and a consistent pattern of violations of such rights as a state policy, may be deemed “gross,” *ipso facto*. He cites as examples:

systematic harassment, invasions of privacy of the home, arbitrary arrest and detention (even if not prolonged), denial of freedom to leave a country when a country of haven is available, denial of right to return to one's own country, mass uprooting of a country's population, denial of freedom of conscience and religion, denial of personality before the law, denial of basic privacy such as the right to marry and raise a family, invidious racial or religious discrimination. A state party to the Covenant on Civil and Political Rights is responsible even for single, isolated violations of one of these rights, and a state is liable under customary law for a consistent pattern of violations of any such rights as state policy.¹⁶

Colonialism as a Crime Against Humanity

The United Nations General Assembly and international human rights treaties contain a body of international human rights laws and Resolutions which affirm the criminal nature of colonialism, colonial crimes and egregious violations. The prevailing situation of international law prescribes reparations, restitution and repatriation as remedies for harm suffered from colonialism. These resolutions do not have an enforceable effect and have largely been ignored, therefore, a robust United Nations Security Council Resolution may be required to make them enforceable.

Some of the UN resolutions which affirm the criminal nature of colonialism and recommend reparations and forms of remedies for the harms caused include the following:

On 18 December 1973, the United Nations General Assembly passed Resolution 3187 for the return of cultural objects to ‘countries which are victims of expropriation.’¹⁷

A Sub-Commission of the United Nations Human Rights Council (Human Rights Advisory Committee) passed resolution 2002/5 of 12 August 2002 on violations of human rights which arose during the period of slavery,

13 Anne Bayefsky, *Self-determination in International Law: Quebec and Lessons Learnt: Legal Opinions and Selected and Introduced*, Kluwer International, P.O. Box 85889, 2508 LN, The Hague Netherlands

14 Ibid., footnote 10

15 15 Legal consequences for states of the continued presence of South Africa in Namibia (South West Africa) Notwithstanding Security Council Resolution 276 (1970), Advisory Opinion (1971) I.C.J. Reports 16 at 31-32, paras. 52-53 East Timor (Portugal and Australia) (1995), I.C.J. Reports, 12 90. At 102, para. 29.

16 Joseph Modeste Sweeney, Covey T. Oliver, Noyes E. Leech, *International Legal System, Cases and Material*-(1988) Third Edition p 639 University Casebook Series (1989) The Foundation Press INC, 615 Merrick, Ave, Westbury, N.Y. 11590 (1988)

17 17 United Nations General Assembly Resolution 1514 ‘Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples’ (1960); United Nations General Assembly Resolution 2106 (XX) ‘International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination’ (1969); United Nations General Assembly Resolution 55/146 ‘Second International Decade for the Eradication of Colonialism’ (2001); United Nations General Assembly Resolution 65/119 ‘Third International Decade for the Eradication of Colonialism’ (2011); United Nations General Assembly Resolution 3187 ‘Restitution of Works of Art to Countries Victims of Appropriation’ (1973).



colonialism, and wars of conquest.¹⁸

The United Nations General Assembly, at its 44th plenary meetings, adopted a resolution on the return or restitution of cultural heritage to countries of origin.¹⁹

The Basic Principles and Guidelines on the Right to a Remedy and Reparation for Victims of Gross Violations of International Human Rights Law and Serious Violations of International Humanitarian Law, 2005, attached to the UNGA Resolution 60/147 of 16 December 2005, provides a framework of guidance to seek remedy for reparations which specifically addresses access to justice (Article 12), Statute of limitations (Article 6) Restitution (Article 19), Satisfaction (Article 22).²⁰

The Basic Principles and Guidelines in its preamble referenced applicable international human rights law and international humanitarian law regime in the following provisions:

Article 6 states that where so provided for in applicable treaty or contained in other international legal obligations, statutes of limitations shall not apply to gross violations of international human rights law and serious violations of international humanitarian law which constitute crimes under international law.

Article 7. Domestic statutes of limitations for other types of violations that do not constitute crimes under international law, including those time limitations applicable to civil claims and other procedures, should not be unduly restrictive.

Article 12. A victim of a gross violation of international human rights law or of a serious violation of international humanitarian law shall have equal access to an effective judicial remedy as provided for under international law. Other remedies available to the victim include access to administrative and other bodies, as well as mechanisms modalities and proceedings conducted in

accordance with domestic law. Obligations arising under international law to secure access to justice and fair and impartial proceedings shall be reflected in domestic law.²¹

The Permanent Court of International Justice, which was established by the League of Nations, decided in the *Chorzów Factory Case* that 'it is a principle of international law that the breach of an engagement involves an obligation to make reparations in an adequate form.'²²

Pursuant to these international instruments, Germany has established the Framework Principles for dealing with collections from colonial contexts. The Framework dated 13 March 2019 pledged,

To create conditions for the return of human remains and of cultural objects from colonial contexts which were appropriated in a way which is no longer legally and/or ethically justifiable [...] with the requisite urgency and sensitivity. Through the violent appropriation of cultural objects in the wake of European colonialism, many societies were robbed of cultural objects which are crucial in defining their history and their cultural identity. Cultural objects embody connections which are of fundamental importance for the cultural identity.²³

European colonial states have not made a similar pledge of restitution despite the slow but steady post-Second World War international legal order which declared colonisation a crime against humanity with a right of restitution and reparations for colonial crimes and violations.

Need for International Legal Frameworks for Reparations

The UN Charter, regional treaty regimes and international legal frameworks do not have enforceable mandates for reparations and restitution. Individual and collective efforts by affected communities are stymied by institutional and diplomatic structures of governance in erstwhile co-

18 United Nations Sub-Commission on the Promotion and Protection of Human Rights Resolution 2002/5 'Recognition of Responsibility and Reparation for Massive and Flagrant Violations of Human Rights Which Constitute Crimes Against Humanity and Which Took Place During the Period of Slavery, Colonialism and Wars of Conquest' (2002).

19 United Nations General Assembly Resolution 76/16 'Return or Restitution of Cultural Property to the Countries of Origin' (2021).

20 United Nations General Assembly Resolution 60/147 (n 42).

21 Ibid.

22 *Factory at Chorzów (Germany v Poland)* Judgment no 13 (PCIJ, 13 September 1928)

23 Framework Principles for Dealing with Collections from Colonial Contexts Agreed by the Federal Government Commissioner for Culture and the Media, the Federal Foreign Office Minister of State for International Cultural Policy, the Cultural Affairs Ministers of the Länder and the Municipal Umbrella Organisations, 13 March 2019; https://www.cp3c.org/relevant_documents/cp3c_Framework_Principles_for_dealing_with_collections_from_colonial_contexts_20210812.pdf accessed 29 May 2024.



lonial states and neocolonial states in Africa which are not sufficiently motivated to defend reparation requests from affected communities and victims of the intergenerational harms caused by colonialism.

Discriminatory international response to requests for restitution and reparations caught the attention of the African Bar Association and elicited a strong response from Chief MKO Abiola during the biennial conference of the African Bar Association, which took place in Abuja, Nigeria, from 18–22 March 1991. Chief MKO Abiola (24 August 1937 – 7 July 1998) delivered a keynote address in which he launched the campaign for restitution and reparations for stolen African cultural heritage. The venerated Nigerian businessman and politician forcefully presented Africa's case for the restitution of Africa's looted artefacts and the payment of reparations. In his speech titled 'Social Justice and the New World Order', Chief Abiola forcefully submitted that,

The Iraqis committed terrible crimes against the Kuwaiti people during six months of brutal occupation. Tell us a single thing that Iraq did to Kuwait which the colonial masters did not do to us for six centuries and still continue to do? [...] If Iraq was punished for not returning stolen treasures from Kuwait, we too deserve an immediate return of our plundered treasures now on display in the magnificent museums of Europe and America.²⁴

Chief Abiola's address was made shortly after the First Iraq War (16 January 1991 – 28 February 1991). Decrying the discriminatory unbalanced scales of justice by the West Chief Abiola submitted further,

If we accept – and men and women of good will must – that Iraq should be punished and made to pay reparations for plundering Kuwait for six months, how can it be honestly said that Africa should not be compensated after being plundered for six centuries? If we cannot express concretely this expanded idea of equality before the law of individuals as well as of states, nations, and continents, I regret to say it, but it must be said, that the law is an ass.

Kindly tell what Iraq did to Kuwait which the United Kingdom, France, Spain, Portugal, Germany, Belgium, Italy, and Holland did not do to Nigeria, Ghana, Zimbabwe, Namibia, Angola, and every other African country except Liberia, which was used as a dumping ground for free slaves from the US? The Iraqis committed terrible crimes against the Kuwait people during six months of brutal occupation. Tell us a single thing that Iraq did to Kuwait that our colonial masters did not do to us for six centuries and continue to do. Palaces were destroyed and looted in Kuwait. So were they in Benin, Sokoto, Ndebeleland, Timbuktu, Agadez and thousands of other African cities.

Justice and conscience demands that just as America and their allies were fighting to rebuild the palaces and cities of Kuwait, we, too, demand that our cities and palaces be rebuilt. If Iraq were punished further for not returning treasures it stole from Kuwait, we, too, deserve an immediate return of our own plundered treasures now on display in the magnificent museums of Europe and America.

Of far greater importance is the plunder of human treasures, the millions of young men and women in the full bloom of youth, plucked like fresh fruits from the soil of our motherland. We, as a people and a continent, have a right to be compensated for the far greater crimes of slavery, colonialism and neo-colonialism which lasted for centuries and cost hundreds of millions of lives. Many of the problems afflicting Africa today are products of damage done by slavery and colonialism. Without reparations these problems cannot be solved. In view of the excruciating debt burden imposed on the continent, time has come for us to seek for the economic kingdom since political kingdom advocated by Kwame Nkrumah had been attained.²⁵

On 23 September 2021, it was reported that the United States was repatriating 17,000 Iraqi artifacts, which were stolen and taken to the United States during the war from 2001–2003.²⁶ African cultural heritage artifacts have not

²⁴ Charles Taku, *Africa: Hopes and Aspirations Crucified* (Tencam Press Douala, Cameroon 1999)17.

²⁵ Ibid.

²⁶ Oscar Holland, 'US Returns Over 17,000 Looted Artifacts to Iraq' (CNN, 5 August 2021) <https://www.cnn.com/style/article/iraq-us-artifacts-repatriation/index.html> accessed 29 May 2024.



been repatriated and reparations for colonial crimes have not been paid. The unbalanced scales of justice have tilted against Africa and black people by historical crimes and violations.

African Charter on Human and Peoples' Rights

Writing about the African Charter on Human and Peoples' Rights (21 October 1986), Anne Bayefsky stated that the idea of a treaty on human rights conventions and commissions dates to 1961 and lists the following major conceptual innovations in the field of human rights.

'For the first time an international treaty undertakes to ensure to people not only the right to self-determination, but as well the rights of existence, equality, development, peace, security and general satisfactory environment.

Secondly the ACHPR provides several fundamental duties of individuals towards his family and society, the state, other legally recognised communities and the international community.

One of the duties is to preserve and strengthen positive cultural values in relation with other values of society.

The emphasis on the protection of morals and traditional values recognised by the community and on family as the basic unit and basis of society underlines the specific community oriented approach that distinguishes the African Charter from other international human rights instruments'.²⁷

The underlying ideological perspective of human and peoples' rights are captured in the preamble of the Charter as follows;

The African States, members of the Organization of African Unity, parties to the present convention entitled "African Charter on Human and Peoples' Rights",

Recalling Decision 115 (XVI) of the Assembly of Heads of State and Government at its Sixteenth Ordinary Session held in Monrovia, Liberia, from 17 to 20 July 1979 on the preparation of a "preliminary draft on an African Charter on Human and Peoples' Rights providing inter alia for the establishment of bodies to promote and protect human and peoples' rights":

Considering the Charter of the Organization of African Unity, which stipulates that "freedom, equality, justice and dignity are essential objectives for the achievement of the legitimate aspirations of the African peoples":

Reaffirming the pledge they solemnly made in Article 2 of the said Charter to eradicate all forms of colonialism from Africa, to coordinate and intensify their cooperation and efforts to achieve a better life for the peoples of Africa and to promote international cooperation having due regard to the Charter of the United Nations and the Universal

Declaration of Human Rights:

Taking into consideration the virtues of their historical tradition and the values of African civilization which should inspire and characterize their reflection on the concept of human and peoples' rights:

Recognizing on the one hand, that fundamental human rights stem from the attributes of human beings which justifies their national and international protection and on the other hand that the reality and respect of people's rights should necessarily guarantee human rights;

Considering that the enjoyment of rights and freedoms also implies the performance of duties on the part of everyone.

Convinced that it is henceforth essential to pay a particular attention to the right to development and that civil and political rights cannot be dissociated from economic, social and cultural rights in their conception as well as universality and that the satisfaction of economic, social and cultural rights is a guarantee for the enjoyment of civil and political rights.

Conscious of their duty to achieve the total liberation of Africa, the peoples of which are still struggling for their dignity and genuine independence, and undertaking to eliminate colonialism, neo-colonialism, apartheid, zionism and to dismantle aggressive foreign military bases and all forms of discrimination, particularly those based on race, ethnic group, color, sex, language, religion or political opinions;

Reaffirming their adherence to the principles of human and peoples' rights and freedoms contained in the declarations, conventions and other instrument adopted by the Organization of African Unity, the Movement of Non-Aligned Countries and the United Nations;

²⁷ Anne Bayefsky, footnote 7 p727-728



*Firmly convinced of their duty to promote and protect human and people's rights and freedoms taking into account the importance traditionally attached to these rights and freedoms in Africa,*²⁸

Have agreed as follows:

Part I: Rights and Duties.

Article 1 The Member States of the Organization of African Unity parties to the present Charter shall recognize the rights, duties and freedoms enshrined in this Chapter and shall undertake to adopt legislative or other measures to give effect to them.

Article 4. Human beings are inviolable. Every human being shall be entitled to respect for his life and the integrity of his person. No one may be arbitrarily deprived of this right.

Article 5 Every individual shall have the right to the respect of the dignity inherent in a human being and to the recognition of his legal status. All forms of exploitation and degradation of man particularly slavery, slave trade, torture, cruel, inhuman or degrading punishment and treatment shall be prohibited.

Article 6 Every individual shall have the right to liberty and to the security of his person. No one may be deprived of his freedom except for reasons and conditions previously laid down by law. In particular, no one may be arbitrarily arrested or detained.

Article 23 All peoples shall have the right to national and international peace and security. The principles of solidarity and friendly relations implicitly affirmed by the Charter of the United Nations and reaffirmed by that of the Organization of African Unity shall govern relations between States.

Ongoing Neo-Colonial Aggression

Despite the prohibition of foreign military bases in Afri-

ca in the African Charter on Human and Peoples' Rights (October 211986), Adekeye writes that the European Union (EU), encouraged by France seeking a means to justify its own continued military presence, has evinced a willingness to find ways of being militarily involved in Africa. He laments that "through conquest, Africa became a patchwork of territories ...under the sovereignty of one or another European power." He recalls the painful memory of three months of negotiations which altered the fate of Africa with the painful reality that there was not a single African representative on the 'horseshoe negotiating table during which both the French and the Italians in their more strategic moments saw an expansion of Europe southwards across the Mediterranean'.²⁹

Recalling the tortuous path to self-determination during the post-World War II world order which is marked by two parallel trends of profound importance: The movement for decolonisation of Europe's empires, all of which had become unsustainable for a continent which had but all been destroyed, and the triumph of American power and the rise of the Soviet Union to superpower status which gave a boost to nationalist movements, in theoretical support of self-determination of people as articulated in the charter of the United Nations, which it was hoped in 1945 would be more effective than the ill-fated League of Nations had been between the two world wars.³⁰

The neocolonial deathtrap through which independent but not free Africa neo-colonies were tethered to the sovereign enslavement of former colonial powers took place in Yaoundé, Cameroon. The so-called Yaoundé Conventions (1963) and (1968), the forerunners of African Caribbean and Pacific (ACP) Lome Convention (1975) and Cotonou Agreement (2000) established the Association EuroAfrique, grouping fourteen ex-French colonies, three ex-Belgian and one Italian, purposely to carter for French interests based on the thinking in France that what was good for France was also good for Europe. Adekeye questioned how far EU military actions and interventions through the European Fund for Development, which financed such operations such as US and NATO in Libya (2011), and the French Operation Licorne, an intervention of 4,600 soldiers in Cote d'Ivoire in 2002 are in the

28 African (Banjul) Charter on Human and Peoples' Rights (Adopted 27 June 1981, OAU Doc. CAB/LEG/67/3 rev., 21 I.L.M. 58 (1982), entered into force 21 October 1986).

29 Adekeye Adebajo; Kaye Whiteman (Ed) *The EU and Africa: From Euro.Afrique To Afro-Europa* (2012) p 17,24, 29, 30,31, 38, 275 Hurst Company, London (Publishers) Ltd,41 Great Russell Street, London, WC1B 3 PL www.hurstpub.co.uk

30 Ibid footnote 22 pp 30,31



interest of Africa.³¹

Conclusion

This paper is not a catalogue of recriminations about the harms which Africa endured and continues to endure under an international rule of law system which itself is undergoing significant challenges. The UN Charter and post-World War II world order is proving inadequate to meet challenges which the UN legal architecture did not contemplate. The UN Charter pledges and obligations have been undermined by the very superpowers the UN placed in the international peace and security mandate for the collective security of humanity.

The framers of the UN Charter in 1945, which was anchored on the Westphalian state-centric system, did not contemplate that non-state actors would emerge and possess tremendous ability to breach the protective shield of state sovereignty, with a tremendous ability to influence foreign relations and world governance. Climate change, pandemics, modern technology and impending threats to world peace and security have signaled the advent of a potential new world order. This calls for urgent reforms of the UN system to take into consideration major transformations and challenges which the post-World War II world order have undergone, for the collective survival of humanity. The new world order will need a reformed and reinvigorated UN Charter which Africa will participate in formulating as subjects of international law with a major role in deciding binding transformative world problems. The new world order requires recognition of the contributions of Africa with its abundant resources to the economy and security stability and progress of the world.

A UN Charter which legitimized colonialism and perpetuated injustices and existential crisis against Africa and major racial nationalities in many parts of the world, and which haunted the continent and with profound generational consequences, no longer meets the existential needs of humanity. The new world order must reform the UN Charter to reflect the face of humanity, world diversity and economic sovereignty.

REFERENCES

Adekeye Adebajo; Kaye Whiteman (Ed), *The EU and Africa: From EuroAfrique To Afro-Europa* (17,24, 29, 30,31, 38, 275

Anne Bayefsky, *Self-determination in International Law: Quebec and Lessons Learnt*, Legal Opinions and Selected and Introduced, Kluwer International P.O Box 85889. 2508 LN, The Hague Netherlands

Brownlie's Documents on Human Rights, Sixth Edition, Edited by Ian Browne and Guy S. Goodwin-Gill, (2010) Oxford University Press, Great Clarendon Street, Oxford OX 2 6DP

Charter of UN Chapters XI, XII. Special status of colonies and other self-governing territories as states in embryo.

Legal consequences for states of the continued presence of South Africa in Namibia⁹South West Africa) Notwithstanding Security Council Resolution 276 (1970) , Advisory Opinion (1971) I.C.J Reports 16.at 31-32, paras.52-53 East Timor (Portugal and Australia) (1995), I.C.J Reports , 12 90. At 102, para.29.

Joseph Modeste Sweeney, Covey T. Oliver, Noyes E. Leech, *International Legal System, Cases and Material- Third Edition* (1988) p 639 University Casebook Series, The Foundation Press INC, 615 Merrick, Ave Westbury, N.Y.11590

<https://au.int/en/treaties/african-charter-human-and-peoples-rights>

<https://au.int/en/treaties/protocol-african-charter-human-and-peoples-rights-establishment-african-court-human-and>

Falana v African Union <https://africanlii.org/akn/aaau/judgment/afchpr/2012/5/eng@2012-06-26>

Atabong Denis Atemkeng v African Union <https://africanlii.org/akn/aaau/judgment/afchpr/2013/51/eng@2013-03-15>

Article 4 (m) of the Constitutive ACT of the African Union Article 4 ((m) respect for democratic principles, human rights, the rule of law and good governance)

Olivier De Schutter, *International Human Rights Law* (2010), p 953-954, Cambridge University Press

Protocol to African Charter on Human and Peoples' Rights Establishing the African Court on Human and Peoples' Rights (entered into force on 25 Jan.2004)

³¹ Ibid footnote 22, pp 17,24, 29, 30,31, 38, 275



Sans la mémoire, il n'y a ni vérité, ni justice, ni réparation - Interview with Bernard Anoumou Dodji Bokodjin

Introduction FR :

Militant des droits humains, expert en justice transitionnelle et membre du bureau de l'LADL, Bernard Anoumou Dodji Bokodjin, auteur de l'ouvrage « Togo : comment faire face au passé pour une réconciliation durable », revient sur son travail relatif aux processus de justice transitionnelle au Togo.

Introduction/summary EN:

How does a nation move on from a massacre? This was the question Togo faced following a 2005 coup d'état and civil war which left thousands dead. The task of Togo's Commission Vérité, Justice et Réconciliation (Truth, Justice, and Reconciliation (CVJR) was to produce an official record of events, but to date it only released the first of the four volumes of its report, citing the sensitivity of the contents. Human rights activist, transitional justice expert and member of the LADL bureau Bernard Anoumou Dodji Bokodjin, knows this sensitivity to his cost. His book summarising the findings of the CVJR has yet to see the light of day after he was advised that publication would risk threats from those named.

In his book 'Togo: how to deal with the past for lasting reconciliation', Mr Bokodjin explains the importance of memory to the transitional justice procedure. Unlike in a 'traditional' justice process, transitional justice seeks repair of the community as a whole and requires the guilty must admit their wrongs and ask pardon of the victims. To simply offer compensation without an official recognition of what happened, he explains, looks like buying silence. Transitional justice must be responsive to the political and cultural context of a situation and requires consultation with the victims to determine their priorities and needs. This may involve the community seeking practical reparations, such as requests for a health centre or a source of drinking water.

Pourquoi as-tu décidé de commencer ce projet ?

En fait, j'avais un projet de livre depuis un bon moment, puisque depuis 2010 je travaille sur le sujet de la justice traditionnelle dans mon pays, quand le Togo s'est engagé dans ce processus.

Mais beaucoup ne comprennent pas ce qu'est la justice traditionnelle exactement. Quelle différence avec la justice

classique ? Quel est son avantage pour les victimes ? Pourquoi devrait-on suivre ce chemin ? Dans quel contexte un pays s'engage dans ce processus ? Est-ce technique ou politique ?

Donc il y a beaucoup de questionnements. Et après, j'ai eu l'opportunité d'aller au Burkina et d'appuyer le Haut-Commissariat à la Réconciliation pour l'Unité Nationale (HCRUN), la commission du Burkina Faso sur ce processus. Après le Burkina, j'ai ensuite apporté mon appui à la Commission de Vérité du Mali, au lendemain de la signature de l'Accord d'Alger qui devait ramener la paix, à la suite de la crise de 2012.

Donc, après avoir fait ces expériences-là, je me suis dit qu'il faut écrire sur ce que nous vivons dans nos pays. Parce que, d'habitude, les livres que nous avons dans nos universités, la majorité sont écrits par, excusez-moi le terme, des personnes qui ne connaissent pas bien la réalité, qui viennent, qui passent un mois, deux mois, et qui partent et qui écrivent, et ils orientent nos manières de penser sans réellement connaître nos réalités au fond.

Donc je me suis dit que, pour nous, il faut qu'on laisse quand même des traces, et qu'on sensibilise et qu'on éduque aussi, nos jeunes frères de la prochaine génération. C'est pour ça que j'ai décidé d'écrire.

En 2005, le président Eyadéma Gnassingbé décède, après avoir fait 38 ans au pouvoir, et son fils le remplace. Bon, en fait, l'armée impose son fils par la force en violation de la Constitution qui prévoyait que le président de l'Assemblée Nationale succède au président. La population s'est soulevée, et il y a eu des massacres. Les Nations Unies ont envoyé une commission d'enquête, et ils ont dénombré entre 400 et 500 morts officiellement, mais des organisations de la société civile locales avaient dénombré plus de mille morts.

Le nouveau président sait qu'il ne peut pas gouverner dans ces conditions, parce que personne ne lui fait confiance. Alors qu'est-ce qu'il a fait ? Il a lancé une certaine ouverture en disant « j'appelle tous les acteurs, venez, on va gouverner ensemble, on va se parler et régler nos problèmes en famille ». Il y a eu donc le dialogue inter togolais, qui a



ensuite connu la présence d'un facilitateur étranger.

Le dialogue a abouti à la signature d'un accord politique global (APG) en 2006, et c'est dans cet accord qu'ils ont prévu travailler sur les causes des conflits au Togo et aller à la réconciliation nationale, identifier les victimes et leur accorder les réparations.

Donc ils ont voulu lancer ce processus. Sauf que pour un processus de réconciliation, demander aux victimes de s'identifier... c'est un peu difficile. Si vous êtes le bourreau et que vous demandez aux victimes : « on va se réconcilier ». C'est un peu difficile. Donc du coup, le processus ne marche pas bien comme il faut. J'ai été l'un des premiers acteurs à dénoncer que ça ne va pas marcher, parce que le bourreau ne peut pas demander « viens, on va se réconcilier », sans demander pardon, sans reconnaître les faits. Mais quand même, le processus a été lancé, et ça, ils ont travaillé de 2009 jusqu'en 2012. La commission de vérité dirigée par un prêtre catholique, un archevêque, a fait un travail qu'on n'attendait pas a sorti un rapport. La commission est allée fouiller dans les archives, ils ont enquêté sur les moments graves, les grandes violations des droits de l'homme au Togo, et ils ont mis des noms, des auteurs, sur les crises et sur les violations.

Ce rapport, ils ont remis le 1^{er} volume au chef de l'État, et ils l'ont publié en même temps en ligne le 03 avril 2012. Donc vous pouvez le retrouver aussi en ligne aujourd'hui : si vous tapez *Commission vérité réconciliation du Togo rapport final*, vous allez voir le 1^{er} volume. C'est un volume de 309 pages. Par contre, le 2^e, 3^e et le 4^e volume, jusqu'à aujourd'hui, ne sont pas publiés. Pourquoi ? Parce qu'il y a des informations dedans qu'on ne veut pas faire sortir, notamment la liste des bourreaux, la liste des victimes, les modes de réparation proposés etc. Des informations trop 'sensibles'. Bon, sauf que quand on parle de justice traditionnelle, le premier pilier, c'est le droit à la vérité. C'est le droit de savoir. La population doit savoir ce qui s'est passé, qui a fait quoi et pourquoi. Comme dans le cas de l'Afrique du Sud, où avec les audiences publiques c'était clair : les présumés auteurs venaient se confesser. Donc pour le Togo, ce n'était pas le cas. Donc moi, ça m'a intrigué. Je me suis dit, il faut faire un travail sur ce rapport, et pour le grand public.

Donc moi, j'ai pris le temps de le lire en profondeur, de rencontrer des acteurs et tout, et je me suis dit : je vais sortir un livret sur chaque cas de violation que la Commission a documenté et ça deviendrait plus facile pour tout le

monde, parce que le gros livre de 309 pages, quand tu le retrouves en ligne, tu te dis : je n'ai pas le temps pour lire ça. Mais quand on te présente un petit livret de 30 pages, 40 pages, avec les éléments, tu te dis, c'est facile, je peux le porter. Et là, l'information passe.

J'ai donc écrit un premier livre, qui parlait d'un événement qu'on appelle 'l'attaque de la Primature'. Les événements de la Primature, c'était un événement qui s'est passé dans les années 90 après la conférence nationale souveraine, où l'armée avait envoyé des soldats pour attaquer le Premier ministre d'alors, qui était de l'opposition, à son bureau, à la Primature. Et les échanges de tirs ont fait plusieurs morts, et le Premier ministre a été arrêté. Donc c'est un événement important au Togo, ça cristallise les attentions. Mais les jeunes ne le connaissent pas. Je suis allé chercher les informations sur ces événements-là dans le rapport de la CVJR, sortir les commanditaires. Je l'ai envoyé en maison d'édition, et on a sorti le premier exemplaire. Et je l'ai soumise au président de la Commission vérité du Togo pour son appréciation et demandée de le préfacer. Le livre n'est pas encore publié à ce jour.

Le président de la CVJR, m'a dit avoir lui aussi soumise le livre à l'appréciation d'une autorité, et elle lui a conseillé de me dire, de ne pas publier le livre parce que « si tu le publies, tu pourrais être menacé, parce qu'il y a des personnes qui sont cités dans le livre qui sont encore aujourd'hui très forts dans le pays. Ou carrément tu prends un pseudonyme. Si tu veux le publier avec ton nom alors, il faut attendre encore quelques années, pour que ça change vraiment au niveau politique d'abord, ou bien, tu ne publies pas ». Cet exemplaire est toujours dans ma bibliothèque. J'attends le bon moment.

Mais qu'est-ce qu'il faut faire ? Surtout que depuis 2014, le Togo a créé un organe qu'on appelle le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) qui a pour objectif de mettre en œuvre les recommandations de la Commission Vérité et de dérouler le programme de réparation. Or le programme de réparation, c'est tout ce que je viens de citer : c'est la vérité, c'est la justice, c'est la mémoire, c'est la garantie de non-répétition, surtout prendre des initiatives pour que les violations ne se répètent plus dans le futur. Et pour ça, il faut la mémoire, et la mémoire c'est faire connaître notre histoire à notre génération.

Le HCRRUN a commencé l'indemnisation des victimes depuis 2017 et plus de 30 000 victimes identifiées dans le



pays ont déjà reçu leur indemnisation financière qui s'élève entre 420 000F Cfa et 2 100 000F Cfa.

Mon livre est une contribution à ce processus en relevant l'aspect mémoriel qui devrait accompagner les indemnisations. La mémoire est le pilier de la justice transitionnelle en ce sens que sans la mémoire, il n'y a ni vérité, ni justice, ni réparation. Ce sont ces éléments-là que j'ai rassemblés pour pouvoir faire ce petit livret, et je me suis dit que ça peut quand même contribuer à alimenter le débat au niveau du Togo. Et je me suis engagé à produire chaque fois des livres appelés 'carnet de mémoire' sur cette thématique pour accompagner ce que le gouvernement est en train de faire, qui n'est pas mal, mais qui ne prend pas en compte totalement tous les piliers de la justice transitionnelle, qui doit amener la cohésion sociale et la réconciliation nationale, qui est l'objectif final.

Est-ce qu'il y a une différence entre la procédure que vous avez faite pour le 1 et le 2 livre ?

Oui, il y a une différence entre les deux projets.

Le premier faisait vraiment un focus sur un événement particulier du Togo, et cet événement-là, tout le monde le connaît au Togo, en tout cas ceux qui sont nés dans les années 60 ou 70. Mais toute la génération de l'année 2000 ne le connaît pas. C'est ça le problème. Donc, les gens ont pensé que si moi je publie ce livre, c'est comme si je voulais ressortir ce qu'on ne veut pas que les gens sachent. Donc c'est pour ça qu'on m'a conseillé de ne pas le publier. Bon, maintenant, le deuxième livre, c'est de façon générale sur le processus, mais aussi pour faire un focus sur la réparation. Comment est-ce qu'on doit faire la réparation dans la justice transitionnelle pour que ça amène à la réconciliation ? Parce que c'est la réparation juste, rationnelle. Ce n'est pas la réparation de la justice classique. Dans la justice classique, on condamne le bourreau, on dit : le bourreau doit payer une amende ou aller en prison, et c'est bon. En justice transitionnelle, ce n'est pas ça. Quand on parle de réparation, ce sont les victimes qui sont mises en avant d'abord, avant qu'on demande au bourreau aussi le pouvoir de payer.

Donc maintenant, comment faut-il mettre les victimes en avant ? Et il y a les victimes directes et les victimes indirectes. Les victimes directes, ce sont celles qui ont subi directement les violations. Les victimes indirectes, ce sont celles qui ont vu, qui ont entendu, qui ont suivi, et qui sont traumatisées. Et ça, c'est encore beaucoup plus grave,

parce que les traumatismes, si ça vous poursuit, ce sont des choses que vous n'allez jamais oublier. Ce sont des choses qui font que vous allez même perdre la confiance en vous, et on ne peut pas construire un pays comme cela.

Donc il faut arriver à ce que le bourreau, ou bien le présumé auteur, accepte son tort et demande pardon à l'ensemble de la population. Et si on commémore ces événements, alors ça va permettre à l'ensemble de la population de se dire « ok, là ils ont reconnu qu'ils n'ont pas bien fait. Là on a la garantie qu'on peut encore avancer avec eux ». La confiance peut revenir.

Mais si on ne reconnaît pas ce qu'on a fait, et qu'on appelle seulement la victime pour lui donner de l'argent. C'est comme si on achetait le silence de la victime avec de l'argent. Et c'est ça qui n'est pas bien en justice transitionnelle. Donc il faut tenir compte de la victime directe, qu'on peut indemniser, mais aussi de la victime indirecte. Il y a tout un processus, et c'est important aussi dans la justice transitionnelle qu'on ait la réhabilitation, quand on réhabilite la victime dans l'état où elles étaient avant les traumatismes. Il y a les reconnaissances, il y a les demandes de pardon avant de dire aux gens d'accepter. Imagine que je ne vous demande pas pardon, mais que je vous dise : acceptons, on va se réconcilier. Mais maintenant, pourquoi devrais-je accepter ? Il faut que je dise : oui, je demande pardon pour le fait que j'ai commis, et je reconnais aujourd'hui que ce n'est pas bien.

Est-ce que vous avez vu des comparaisons, des protocoles, et dans lesquels vous pensez que le Togo a fait des choses mieux ? Il y a des choses faites de manière différente dont vous aimeriez parler, par exemple de l'Afrique du Sud ?

C'est une belle question par rapport à cette comparaison. Et actuellement, j'ai un projet pour un autre livre, avec un ami de l'Union Africaine qui travaille, justement, où on veut écrire un livre qui va porter sur les comparaisons qu'on peut avoir dans les différents États qui se sont engagés dans ce processus.

Effectivement, il y a des différences, mais la justice transitionnelle a quelque chose d'extraordinaire : les expériences sont uniques à chaque pays, parce que c'est un processus politique et ça dépend de chaque contexte. Les contextes au Togo sont différents d'autres pays. Donc même quelque chose qui réussit au Burkina Faso ne peut pas forcément réussir au Togo. Et quelque chose qui n'a pas



marché au Togo peut réussir au Burkina. Mais il y a quand même des standards qu'il faut respecter. On ne peut pas, par exemple, créer une commission et lancer un processus de justice transitionnelle sans consultation nationale. C'est une décision politique, il faut demander aux citoyens : est-ce que vous voulez aller dans cette direction ? Donc il faut une consultation nationale. À l'époque, seulement, ces consultations ont été faites dans un contexte où personne ne voulait du nouveau président, qui venait de remplacer son père et après des morts avant son arrivée. Beaucoup de personnes n'ont pas participé. Mais ils ont quand même fait une consultation nationale. Comparé à d'autres pays où il n'y a pas eu de consultation nationale, par exemple au Burkina Faso, après la chute de Blaise Compaoré, le processus a été lancé immédiatement par le nouveau président, sans consultation, et ça a eu beaucoup de difficultés. Actuellement, le processus est bloqué.

Au Mali aussi, il n'y a pas eu de consultation nationale, mais le processus a avancé. Par contre, au Togo, il n'y a pas eu lors des audiences publiques des bourreaux qui sont venus témoigner. Or, par exemple, en Afrique du Sud, les bourreaux sont venus témoigner. Donc la commission du Togo n'a pas favorisé cela.

Ils ont dit : nous ne donnons pas d'amnistie à qui que ce soit. Donc des présumés auteurs se disent : quand nous viendrons pour reconnaître les faits que nous avons commis, est-ce qu'on ne va pas nous traduire en justice après ? Et en plus, ce sont les bourreaux qui étaient au pouvoir et qui ont commis les violences, donc ils ne vont pas venir. Donc ce n'est pas un exemple à partager.

Par exemple, au Mali, ils ont élaboré une politique de réparation. Cette politique amène à une loi de réparation. Et la loi a une force, ça s'impose. Alors qu'au Togo, on a un programme de réparation, mais le programme ne s'impose pas, ça ne doit pas être contraignant. On peut le faire ou ne pas le faire, ou le faire à leur manière.

Par exemple, au Togo, ils ont enregistré plusieurs dossiers de victimes, plus de 22,415. Ils ont fait beaucoup d'audiences publiques, même si ces audiences n'ont pas vu la participation des bourreaux. Il y a eu plus de 500 témoignages. Contrairement au Mali, où les audiences publiques ont réuni juste une trentaine de victimes, parce que la crise continue et les victimes ont peur de témoigner.

Ces comparaisons montrent donc qu'il y a des choses qui sont bien ici et d'autres qui sont moins bien ailleurs. Mais,

de façon générale, la justice transitionnelle n'est pas un processus « copier-coller ». Chaque contexte doit être étudié pour voir ce qu'il faut utiliser. Il faut aussi utiliser les mécanismes endogènes de réconciliation. Dans nos communautés africaines, quand il y a un conflit, il y a toujours des manières traditionnelles de résoudre ces conflits. La justice transitionnelle doit intégrer ces mécanismes. Les mécanismes institutionnels formels seuls ne marchent pas toujours.

Au Rwanda, par exemple, il a fallu le Gacaca pour que les victimes puissent écouter les bourreaux et qu'une réconciliation réelle puisse se faire. Sinon, ça n'aurait pas marché, parce qu'il n'y avait pas assez de tribunaux, et pourtant des centaines de milliers de victimes.

Qu'est-ce que vous avez comme mécanisme endogène au Togo ?

Au Togo, c'est un travail qui est en train d'être fait actuellement, parce qu'on n'a pas justement mis l'accent sur les mécanismes endogènes. C'est actuellement avec le volet mémoriel qui est en train d'être entamé que des recherches là sont en train d'être fait pour qu'au niveau de chaque communauté, on voit comment est-ce qu'il faut réconcilier bourreau et victime. Ces mécanismes permettent aussi de faire des réparations communautaires. Parce qu'en justice transitionnelle il n'y a pas de réparation individuelle seulement, parce que des fois c'est toute une communauté qui a été violente. Pour savoir comment réparer la communauté, il faut consulter les membres : comment décidez-vous de ce qui est bien pour votre ? Là, ce sont les communautés qui doivent parler et après dire : « nous, nous voulons tel projet comme réparation communautaire ». Par exemple, une communauté du nord a dit : nous voulons un centre de santé, parce que les femmes enceintes doivent parcourir 20 km pour accoucher. D'autres ont dit : notre problème, c'est l'eau, nous avons besoin d'une source d'eau potable. Après avoir échangé, laissé les communautés décider, la commission va transformer leurs décisions en projets, mobiliser les ressources et les mettre en œuvre. Donc c'est important d'identifier les mécanismes endogènes et au niveau de Togo il y a travail à faire vraiment sur ceci.

Comment avez-vous financé ce projet ?

Ce projet a été financé personnellement. Aucune subvention externe n'a été mobilisée pour le projet de rédaction et de publication.



The right to Peace in Japan, the UN, and the future

Interview with Jun Sasamoto

Introduction EN

The right to peace offers an important alternative to the imperialist framework which prioritises national security above all else. Jun Sasamoto, IADL bureau member and president of the Confederation of Lawyers of Asia and the Pacific, was active in the deliberations resulting in the UN's 2016 Declaration on the Right to Peace.

He tells us about this work which he analysed in his recently completed PhD, "The Impact of the Right to Peace on Security seen in the Deliberations in the United Nations", conferred by the University of Tokyo Graduate School of Arts and Sciences, Human Security Section.

Introduction/summary FR:

Le droit à la paix constitue une alternative majeure au cadre impérialiste qui privilégie la sécurité nationale au détriment de toute autre considération. Jun Sasamoto, membre du bureau de l'IADL et président de la Confédération des avocats d'Asie et du Pacifique, a pris une part active aux délibérations ayant conduit à l'adoption, en 2016, de la Déclaration des Nations Unies sur le droit à la paix.

Il revient sur ce travail ainsi que sur son analyse dans sa thèse de doctorat récemment soutenue, intitulée « L'impact du droit à la paix sur la conception de la sécurité à travers les délibérations au sein des Nations Unies », délivrée par la Graduate School of Arts and Sciences de l'Université de Tokyo, section Sécurité humaine.

Le droit à la paix possède une valeur constitutionnelle en Bolivie et au Japon, et il a été reconnu par les juridictions de la Corée du Sud et du Costa Rica. Toutefois, son application concrète demeure à ce jour largement abstraite. Alors que le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies avait initialement proposé une déclaration détaillée et substantielle comportant de nombreuses dispositions spécifiques (telles que le droit à l'objection de conscience), l'opposition des États-Unis a finalement conduit à l'adoption formelle d'une déclaration se limitant à l'énonciation abstraite d'un « droit à la paix ». Néanmoins, celui-ci constitue toujours un instrument potentiellement précieux dans la lutte contre l'impérialisme et la guerre. M. Sasamoto plaide en faveur de l'adoption de ce droit par un plus grand nombre d'États ainsi que de l'élaboration d'un traité international relatif aux droits de l'homme consacré à cette question.

Why did you decide to write about this topic?

First, I am Japanese, and the Japanese Constitution has the right to live in peace in the preamble. For a long time, in Japanese courts, we lawyers have filed some cases against violations of the right to live in peace of the residents. For example, the Self-Defense Forces, who are like the army, were going to build missile bases in the Hokkaido region in 1970s. But the residents around the base filed a lawsuit, saying the missile base violated the right to live in peace of the residents. Because if they build missile bases, enemy countries will attack the missile base, right? So they cannot live anymore. So it is a violation of the right to live in peace. I think this is a very unique provision in the world. And to some extent, this kind of lawsuit succeeded.

For example, during the Iraq War, ordinary citizens filed a lawsuit saying that dispatching the Japanese Self-Defense Forces to Iraq was a violation of the right to peace of ordinary citizens. Because they are forced to be involved in an aggressive war. So participation in Iraq is against the right to live in peace. In the court decision, the court did not recognize it as a violation of the right, but the court said that if there are certain conditions, there may be a violation of the right to live in peace. After this ruling, actually, the Self-Defense Forces were forced to return to Japan.

So I think this right to peace, or the right to live in peace, has great power. I want to disseminate this right to live in peace, and the right to peace, to the world. Every country should have the right to live in peace and the right to peace. Then lawyers can file lawsuits against violations of this right. That is a good idea and ideal. So that was the first time I became interested in the right to peace.

In the UN Human Rights Council, there was a Spanish NGO involved in the idea. Their movement was to establish the right to live in peace as a human right. It was almost the same way of thinking as the Japanese Constitution, so I attended that movement in the Human Rights Council in the capacity of IADL. At that time, Micol [Savia, Secretary General of IADL] was the Geneva representative, so Micol and I were always at the



Human Rights Council sessions three times a year. I went there three times a year and discussed with NGOs and governments from many countries. At first, the Cuban government promoted this right to peace in the Human Rights Council. It was very good for IADL, as our aim was very similar to that of the Cuban government, so we could cooperate with them. I was involved in this movement in the Human Rights Council. Meanwhile, I wanted to know and research what the meaning of the right to peace is and what effect the right to peace has on actual international society. About ten years ago, I entered graduate school at the University of Tokyo.

Why did you choose the graduate school of Arts and Sciences and not law school?

When I wanted to enter the university, the human security program only accommodated people around 50 years old. I was 50 years old. So only this section accepted older students. And at the same time, I was working as a lawyer, and only this section was compatible. So I was studying at this university for about 10 years and writing this thesis. The aim of this thesis is to seek the meaning of the right to peace in the world.

My inspiration came from my experience watching the deliberations at the Human Rights Council. There was a very strict debate between Western countries and other countries. The representative of the Western countries was the United States. The United States opposed all the provisions of the right to peace. They studied very much, and their knowledge was very deep, but their purpose was only to oppose the declaration on the right to peace. So we - NGOs, the Cuban government, and Global South governments - struggled for about six years. Finally, it was adopted, but a very abstract provision: "right to enjoy peace" - very abstract.

The draft declaration by the advisory committee had been very concrete, with about 15 provisions, but they were all rejected. Only one phrase, only one article, was adopted. This debate reflected actual international politics. It made me very interested. And I thought that maybe this concept of the right to peace could be useful for our struggle against U.S. imperialism and for stopping war.

So, in this thesis, first I studied international politics theory, especially security theory. Traditional security theory is national security - the idea that the state should defend

its people. But that concept legitimizes wars in the name of defense, so there are many wars. I think the concept of security should be changed. In 1994, the United Nations proposed the concept of human security. But human security is a very abstract and policy-oriented concept, and it was not theorized. So I studied human security theory from the perspective of international political theory. I found that the right to peace is a useful concept. The right to peace imposes on the state the obligation to preserve peace for the people. It is a very new concept; it is not even in the UN Charter itself. So I think this right to peace is part of human security theory, and it overcomes national security theory as a theoretical framework.

The results of this research have many meanings. In Japan and South Korea, court decisions have always denied the right to live in peace, saying that national security should be prioritized. But in my thesis, I argue that national security should not always be prioritized over human security and the right to peace. So we can now use this concept as lawyers in court. I want to elaborate on this concept of peace further. Actually, last year, I asked the Japanese Lawyers Association and other lawyers' organizations to elaborate this right to peace. They are discussing it and proposing many concrete provisions. For example, the right not to be deprived of one's land for military purposes, and others. There are many rights related to peace.

So I think these efforts provide guidance for lawyers working in the courts, and at the same time, they have political meaning. People can demand peace from the state and the government - it is a right. Our demand can be legitimized by this concept, the right to peace. If we, IADL and other organizations, continue to elaborate this concept from now on, I think it will be very useful for us to stop wars and conflicts.

It's a UN decision, but it's not a convention. The General Assembly adopted the resolution but it's a recommendation, right?

Yes, not binding.

So should there be an interest in having a convention? That way, it would also be binding for the state. When it's implemented in the states that have signed and ratified it, you could go to court and have a stronger legal basis, maybe even a stronger decision.

This is just a declaration, not a legally binding power. So



we should move toward making it a human rights treaty in the future, like other human rights treaties. But it will take time.

The problem is that there are very few national practices in the world. Only Japan, South Korea, and Costa Rica have court decisions that refer to this right. Other countries don't have such experiences. So, if we want to discuss this in the United Nations, we need more national practices in each country.

If there are national practices, then we can move forward toward a human rights treaty in the discussions. My goal is like that. Through IADL activities, I will continue to advocate for this movement.

You mentioned that the right to peace that was adopted by the UN is one that was reduced from the initial proposals that were put forward. Could you explain a bit more about the initial proposals and the outcome?

There is an Advisory Committee in the Human Rights Council. The Advisory Committee made a draft declaration on the human right to peace. It originally had many detailed provisions, about 14 or 15 articles - very detailed ones. For example, the right to disarmament, the right to live in peace, the right to peace education, and the right to conscientious objection, etc. But the United States opposed every provision. They have a lot of knowledge of international law, while our NGOs and Global South countries had much less knowledge. So, after three years of discussions, since the UN aims for consensus, the text was reduced to a very short version - only 9 provisions. However, it was still a success for us that the General Assembly adopted the UN Declaration on the Right to Peace. This declaration is now the basis from which we can continue to develop and move toward an international human rights treaty. On this basis, we should go forward.

You talked about the right to peace being quite unique within the Japanese Constitution, with Cuba having something similar. Do you see that as being something that any other states might adopt, or is that something that we're going to have to rely on international law to protect?

Bolivia has a constitutional right to peace. When President Moralez made a new Constitution they included the right to peace. But as far as I know, there are only two,

Bolivia and Japan. The court decisions are in South Korea and Costa Rica.

And of course Costa Rica and Japan, they don't have armies.

Yes, Japan and Costa Rica have provisions that say "no armies." But actually, Japan has a very big army, while Costa Rica truly has no army. This is related to the right to peace. In South Korea, there is no provision saying "no army," but they learned from the Japanese Constitution. And Korean lawyers filed a lawsuit using the Japanese Constitution as a reference. The court ruling recognized the right to live in peace.

There are many U.S. military bases in South Korea, so residents living around the bases filed a lawsuit. The court decision said that building U.S. military bases violates the residents' right to live in peace. That was a very, very good experience. If every country could make constitutional provisions or court rulings like that, we could expand national practices and go to the United Nations.



IADL

The International Association of Democratic Lawyers is a global organization of lawyers' associations, individual lawyers and judges from over 90 countries committed to equality amongst peoples, the elimination of imperialism and colonialism and the protection of the rights of all. IADL is a Non-Governmental Organization accredited to ECOSOC and UNESCO.

www.iadllaw.org
info@iadllaw.org